

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1 dir.; Tunisie, 100 m.; Belgique, 1 DM; Autriche, 8 sch.; Suède, 10 fr.; Canada, 50 c. cts.; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 20 pes.; Grèce-Portugal, 10 p.; Irlande, 10 p.; Italie, 200 l.; Liban, 120 p.; Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas, 1,20 fl.; Portugal, 10 esc.; Suisse, 2 fr.; Tchécoslovaquie, 200 cts.; Turquie, 100 l.; Venezuela, 100 cts.; Yémen, 100 r.

Tarif des abonnements page 27

3, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS — CEDEX 03
C.C.P. 4287-33 Paris
N° de Reg. 10537
Tél. : 770-91-29

PRÈS DE HUÉ
ET SUR LES HAUTS-PLATEAUX

Les forces de Saïgon sont dans une situation très difficile

LIRE PAGE 7

APRÈS L'ÉCHEC DE LA MISSION DE M. KISSINGER

L'Égypte, la Syrie et Israël prennent des mesures de précaution militaires

Les larmes du magicien

L'échec est aussi spectaculaire qu'il l'avait été jusqu'à présent, et la désillusion d'autant plus forte pour M. Kissinger qu'il avait mis plus d'espoir, risqué plus son prestige personnel et engagé davantage qu'auparavant le poids de la diplomatie américaine dans cette mission. En délaissant pendant plus de deux semaines son bureau du département d'État, alors que les problèmes de l'Indochine et du Portugal, pour ne citer que les plus brûlants, auraient dû requérir toute son attention, le « magicien » avait sans doute voulu montrer que sa diplomatie, dite des « petits pas », au Proche-Orient, était encore plus importante pour le pays américain. Les larmes qu'il a versées samedi, en quittant Jérusalem, paient ce qui était, de toute évidence, un effort.

On a déjà dit ici combien l'entreprise du nouveau engagement dans le Sinaï était douteuse au départ. À la différence des accords partiels conclus l'an dernier, un succès du secrétaire d'État n'aurait guère apporté les satisfactions en ce qui concerne tant le renouvellement du mandat des forces de l'ONU dans le Golze que la convocation de la conférence de Genève. Si l'Égypte avait été satisfaite, il aurait fallu donner cette compensation à la Syrie et à son allié soviétique, dont les réactions négatives auraient pu compromettre de sérieux dangers pour tout le processus de paix.

Si du moins M. Kissinger avait pu combler ses prévisions, un accord israélo-égyptien, il aurait été dans de bien meilleures conditions, avec un prestige intact et une forte influence auprès des deux principaux pays intéressés, les républicains de Genève. Aujourd'hui, c'est le contraire qui se produit. L'Union soviétique, à laquelle le secrétaire d'État voulait donner une ultime leçon de modestie avant de la convoquer sur les bords du Léman, s'y présente, sans avoir rien fait pour y parvenir, avec une autorité accrue.

L'Égypte a beau faire dire qu'elle maintient sa confiance aux États-Unis, elle devra bien équilibrer à nouveau ses relations avec Moscou ; la tâche lui sera d'autant plus facilitée par le nouvel effort que l'U.R.S.S. consentirait déjà en matière de livraisons d'armes.

L'échec de son « cher Henry » a déçu M. Sadate, qui s'expose aux « nous vous l'avions bien dit » des gouvernements arabes plus « durs », sans parler des Palestiniens. Mais du moins le Sinaï peut-il faire valoir qu'il n'a pas rompu le front arabe. C'est d'ailleurs ce dont il a conduit, dans les derniers jours de la mission Kissinger, à durcir sa position, renvoyant la déclaration de non-belligérance réclamée de lui jusqu'à l'évacuation complète des territoires occupés et à la création d'un État palestinien, strictement défini jusqu'à la signature d'un accord de paix.

C'est plutôt sur les relations d'Israël avec les États-Unis que l'échec pourrait avoir les conséquences les plus redoutables, malgré les paroles apaisantes prononcées à ce sujet à Washington comme à Jérusalem. Les dirigeants de l'État juif avaient, certes, de bonnes raisons de refuser de s'écarter de leur principe traditionnel : « Un morceau de territoire contre un morceau de paix » (a piece of land for a piece of peace), à seule fin de sauver le prestige de M. Kissinger. Mais la partie que ce dernier ecomptait faire oéder, en priorité, était Israël, qui n'a plus guère que les États-Unis dans le monde pour allié et dont la dépendance économique, militaire et politique à l'égard de l'Amérique s'aggrave chaque année. En s'y refusant, les dirigeants de Jérusalem ont refait leur unité nationale, mais ils leur pèser une lourde hypothèque sur leurs relations avec Washington.

L'échec de la neuvième mission de M. Kissinger ranime la tension au Proche-Orient. A Washington, de hauts fonctionnaires ont laissé entendre, lundi 24 mars, selon l'A.F.P., que le secrétaire d'État n'exclurait pas la possibilité d'une nouvelle guerre israélo-arabe. M. Fahmi, ministre égyptien des affaires étrangères, avait lui-même déclaré dimanche, au cours d'une conférence de presse, qu'il n'excluait pas l'éventualité d'une conflagration.

● A JÉRUSALEM, l'état de préparation militaire a été proclamé dans les forces israéliennes, en réponse à la mise en alerte des armées syrienne et égyptiennes.

● AU CAIRE, M. Abdel Kouddous, le nouveau rédacteur en chef d'Al-Ahram, proche du président Sadate, écrit que le mandat de la force d'urgence des Nations unies ne sera probablement pas renouvelé par l'Égypte à l'échéance du 24 avril, et que « cela entraînera la reprise des hostilités dans

tout le Proche-Orient. M. Abdel Kouddous affirme d'autre part qu'il n'y a rien à attendre de la conférence de Genève, car, en dernier ressort, « ce n'est pas d'Israël, mais des États-Unis que dépend la solution du conflit ». « Pour les Arabes, ajoute-t-il, l'échec de Kissinger n'est pas dû à l'intransigeance d'Israël, mais à la détermination des États-Unis de ne rien faire pour obliger Israël à céder. »

● A WASHINGTON, les journalistes qui ont voyagé à bord de l'avion ramenant M. Kissinger du Proche-Orient rapportent que le chef de la diplomatie américaine s'est montré affecté par ce qu'il considérait comme un manque de souplesse des négociateurs israéliens. Les intérêts d'Israël, aurait dit M. Kissinger, auraient été mieux défendus si ce pays avait accepté un compromis, plutôt que d'avoir maintenu à s'opposer à Genève au front uni des pays arabes.

JÉRUSALEM : L'unanimité retrouvée

De notre correspondant

Jérusalem. — De la nuit du samedi 23 mars au dimanche 24 mars à minuit, le rideau est tombé sur le grand spectacle Kissinger. L'acteur principal s'est avancé une dernière fois sous les projecteurs ; il a esquissé un pauvre sourire, et, sans dire un mot, s'est enfoncé dans la pénombre vers son immense voiture noire blindée, qui l'a emporté à foie allure, encastré par une nuée de gardes armés, dans la nuit de Jérusalem.

Le « faiseur de miracles » avait cette fois raté son numéro. Il n'a pu concilier les inconciliables, et il en souffrait visiblement. L'expression de profonde tristesse qui se lisait dimanche sur son visage, devant l'avion qui devait le ramener, en vain, à Washington, avait quelque chose de pathétique. Son émotion l'a empêché de terminer sa réponse à l'hommage très chaleureux que venait lui adresser M. Itzhak Rabin. Sa dernière phrase, après qu'il eut parlé du « triste jour » que vivait les États-Unis et Israël, s'est arrêtée brusquement ; il a tourné le dos aux journalistes, puis, après avoir serré avec effusion la main de « son ami » Itzhak Rabin, il s'est dirigé à grands pas vers son avion. On ne l'a pas vu se retourner sur le haut de la passerelle pour l'habituel geste de la main. Le rythme infernal que la mission Kissinger avait imposé pendant près de deux semaines à la région n'était plus qu'un souvenir quelques minutes à peine après le décollage du Boeing du secrétaire d'État.

ANDRÉ SCAMAMA.
(Lire la suite page 2.)

WASHINGTON : Israël encore plus isolé

De notre correspondant

Washington. — M. Kissinger est rentré dimanche soir 23 mars dans une capitale quelque peu désorientée par la série de mauvaises nouvelles venant des quatre coins du monde, du Portugal à l'Asie du Sud-Est. Comme pour mieux souligner sa confiance et sa solidarité, le président Ford n'a pas perdu une minute pour recevoir le secrétaire d'État, auquel il a réservé un accueil chaleureux. Mais malgré les quelques paroles d'espoir prononcées par les deux hommes, qui ont affirmé que les États-Unis n'abandonneraient jamais leurs efforts pour « tenter de trouver une voie durable au Proche-Orient », les « milieux officiels » ne cachent pas leur déception et une certaine amertume.

« Triste jour pour l'Amérique », disent-ils, en reprenant les propos tenus par M. Kissinger à son départ d'Israël. Et bien que le porte-parole de la Maison Blanche ait indiqué que la mission de M. Kissinger n'était que « suspendue », au département d'État on envisage pas d'autre possibilité que la reprise de la conférence de Genève. Bref, la faillite de la « diplomatie des petits pas » est admise, et l'on craint qu'Israël n'en fasse les frais. La diplomatie de M. Kissinger, dit-on, tendait à protéger Israël des pressions arabes et soviétiques qui, maintenant, vont s'exercer avec plus de force.

Dans son éditorial, le Washington Post estime qu'Israël aura désormais à faire face non seulement aux pressions arabes et soviétiques, européennes et du tiers-monde, mais à celles de nombreux Américains « enclins à rejeter sur l'État juif la responsabilité de l'échec ».

HENRI PIERRE.
(Lire la suite page 2.)

Tandis que la polémique rebondit avec M. Marchais

M. Chirac a eu avec M. Brejnev un entretien de près de trois heures

M. Chirac était attendu à Paris ce lundi 24 mars, en fin de soirée, après un voyage de six jours en U.R.S.S., au cours duquel il se sera rendu en Sibérie et à Volgograd (ex-Stalingrad). Avant son départ de Moscou, le premier ministre a signé avec M. Kossyguine deux accords de coopération, concernant l'environnement et l'agriculture. Un troisième texte sur le tourisme n'a pas été signé comme il était prévu, les négociations devant se poursuivre à ce sujet. Selon l'agence Tass, les conversations se sont déroulées « dans un climat d'amitié, d'entente et de coopération caractéristique des relations franco-soviétiques ».

Lundi matin, M. Chirac a eu avec M. Brejnev un entretien qui a finalement duré deux heures et cinquante minutes, alors que l'agence Tass avait prématurément annoncé sa fin après moins d'une demi-heure. Le premier ministre a remis au chef du P.C. soviétique un message de M. Giscard d'Estaing sur la coopération ainsi que la réponse du président de la République à la proposition soviétique de conclure le 30 juin, par un « sommet » à Helsinki, la conférence paneuropéenne. M. Chirac s'est refusé, en quittant Moscou, à dire s'il avait évoqué avec M. Brejnev l'attitude du P.C. français sur la défense nationale, comme il en avait exprimé l'intention vendredi. Il avait d'ailleurs tenu à atténuer la portée de ses déclarations samedi, assurant qu'il n'avait fait aucune confidence sur la teneur de ses entretiens avec les dirigeants soviétiques. M. Marchais, cependant, s'est déclaré prêt à ouvrir un débat public avec M. Chirac sur la défense, affirmant que M. Brejnev ne se permettrait pas d'intervenir dans la politique du P.C.F.

De notre correspondant

Moscou. — La rencontre entre M. Brejnev et le premier ministre a duré près de trois heures, ce qui suggère qu'elle a sans doute donné lieu à une explication approfondie. Dimanche soir encore, en effet, la délégation française pensait que le premier ministre serait reçu pour une heure environ. Il devait d'ailleurs partir dès 11 heures (heure de Moscou) pour Volgograd. Plus étrange encore : trente-cinq minutes après le début des entretiens, l'agence Tass annonçait que le rencontre « avait eu lieu ». Quelques minutes plus tard, une nouvelle dépêche de l'agence soviétique annonçait la fin des entretiens, alors qu'ils se poursuivaient toujours.

Le fin du voyage du premier ministre a été en tout cas dominé par sa polémique avec M. Marchais (voir page 8), à la suite de ses déclarations selon lesquelles il ferait part à M. Brejnev de la contradiction existant à ses yeux entre les exhortations adressées à la France pour qu'elle ait une défense indépendante et l'attitude du parti communiste français, qui, toujours selon M. Chirac, cherchait à saper cette même défense. Officiellement, les Soviétiques n'ont fait aucun commentaire. En privé, ils ne cachent pas, cependant, leur mécontentement.

Le secrétaire général n'a toutefois donné aucun signe de mauvaise humeur avant son entrevue avec M. Chirac. Buvardant avec les journalistes présents, il a déclaré, notamment en réponse à une question concernant sa santé : « Je viens de travailler jour et nuit pendant une semaine en Hongrie. Je viens à peine d'en revenir par le train, et à toutes les étapes les gens m'ont tendu des miroirs. »

JACQUES AMALRIC
(Lire la suite page 8.)

ARRÊSTATION SUICIDE

les de concurrence oppose la C.F.T.C. à la C.F.T.S.

Le directeur de la C.F.T.C. a été arrêté hier soir à Paris, dans le cadre d'une opération de police visant à empêcher la diffusion d'un tract intitulé « L'unité nationale », qui dénonçait les divisions au sein du mouvement ouvrier français. L'arrestation a été qualifiée de « suicide » par les dirigeants de la C.F.T.C., qui ont affirmé que le tract était le fruit d'une collaboration entre les deux confédérations.

Les de concurrence oppose la C.F.T.C. à la C.F.T.S. Cette rivalité s'est accentuée ces derniers jours, à l'occasion d'une manifestation organisée par la C.F.T.C. à Paris, où les dirigeants de la C.F.T.S. ont refusé de participer, invoquant des problèmes de logistique. Les tensions entre les deux confédérations ont atteint un niveau élevé, et les débats autour de l'unité nationale se poursuivent avec une certaine acrimonie.

AVEC LEUR TÊTE POUR SEUL BAGAGE

I. — Le bien ou le mal ?

Washington. — Cette maison pimpante avec son jardin sans clôture ressemble à toutes les autres de ce quartier résidentiel.

De notre envoyé spécial
NICOLAS VICHNEY.

Mais elle se distingue ce soir par la file des voitures en stationnement ; le maître de céans, devenu l'un des exécutifs d'un grand organisme américain mondialement connu, fête sa promotion. Aux félicitations, ajoutons une question : ancien immigré, n'a-t-il jamais été tenté de rentrer dans son pays d'origine ? La réponse tient dans un geste qui embrasse tout alentour, les gens et les choses, mais pourquoi d'abord est-il parti ? « Il fallait choisir entre deux certitudes : celle que, là-bas, rien n'était possible et celle qu'ici tout pouvait arriver. »

Apparemment c'est arrivé... Nous trouverions l'opposé à vingt mille kilomètres de là, à New-Delhi. Une vraie partie de colimaillard cette fois : il faut bien éviter, tatonnant dans le noir, à la recherche d'un portail anonyme, les tas de couvertures qui jonchent le sol, sur les sacs habités ; une fois le seuil franchi nous voilà dans une pièce comme blindée de livres et de disques, avec des papiers encore sur la table en bois blanc et sur le lit de camp aussi. La cellule d'un prisonnier, mais d'une qualité particulière ? Celle d'un volontaire plutôt ? Professeur de langues durant dans une pièce comme universités américaines. Il est rentré, lui. Pourquoi ? Le sens de la famille. Mais aussi la quête d'autre chose : « Un colosse par sa population, tout un passé de

SOMALIE : l'ambassadeur de France est enlevé par des partisans de l'indépendance de Djibouti. (Page 34.)

IRAK : la résistance kurde semble s'effondrer. (Page 34.)

FESTIVAL DE MUSIQUE CONTEMPORAINE

Quarante-deux créations à Royan

Après une semaine d'animation régionale consacrée à la musique populaire du sud de la Louisiane et de Charentes-Poitou, qui s'est achevée par une grande nuit « Culture » fort réussie, le XII^e Festival de musique contemporaine de Royan a été ouvert samedi par M. Michel Guy, secrétaire d'État à la culture, et le maire de Royan, M. Jean de Lipkowski ; leur présence fut particulièrement appréciée en ce qu'elle cautionnait l'avenir du Festival à un moment où une telle manifestation pourrait connaître quelques difficultés en raison de la situation économique et d'une certaine mauvaise humeur du conseil municipal pos toujours convaincu de la nécessité primordiale de ces efforts.

Ces difficultés n'apparaissent guère dans le programme de cette année, toujours volumineux malgré la suppression d'un concert (et du séminaire qui devait être consacré à la musique traditionnelle) et toujours largement ouvert à la musique la plus neuve de tous les pays : quarante-deux créations mondiales de trente-huit compositeurs appartenant à quinze pays, dont vingt-trois ont moins de trente-cinq ans, ce qui pourrait bien être un record dans le domaine musical. Le public, toujours nombreux, n'a rien perdu de son appétit de nouveautés puisque le nombre des abonnements a triplé.

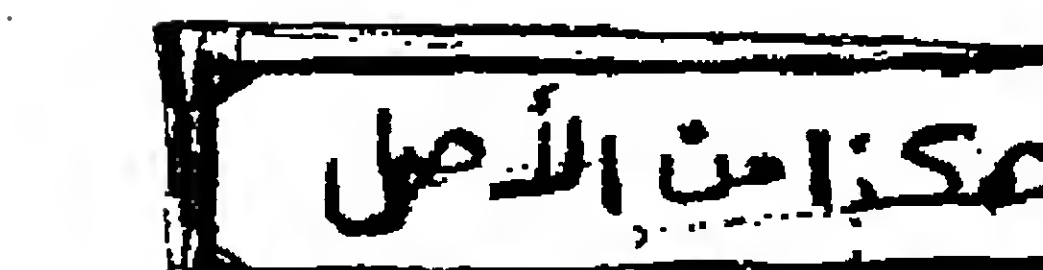
JACQUES LONCHAMPT.
(Lire la suite page 12.)

Jean Lacouture organise la TRAVERSEE (TS) DU SIECLE

Alexandre Minkowski
Le mandarin aux pieds nus
Une certaine idée de la médecine... 256 pages 32 F

Georges Buis
Les fanfares perdues
L'itinéraire d'un soldat très peu conformiste... 288 pages 35 F

une nouvelle collection au Seuil



صكنا من الأصل

L'ÉCHEC DE LA MISSION DE

Déception à Washington, au Caire et dans la plupart des capitales européennes: réserves à Moscou: telles sont, dans leurs grandes lignes, les principales réactions enregistrées à la suite de l'échec de la mission de M. Henry Kissinger. La plupart des commentateurs admettent que le refus opposé par les Israéliens aux propositions égyptiennes sonne le glas de la diplomatie des « petits pas » chère au secrétaire d'Etat américain et qu'il est de nature à relancer, dans des conditions qui restent à déterminer, la conférence de la paix de Genève.

● A WASHINGTON, le « New York Times » estime qu'« Israël et l'Égypte ont fait un choix dangereux ». Le quotidien, après avoir noté que la conférence de Genève se réunirait probablement au mois

de mai, souligne que « les résultats positifs d'un règlement dans un tel cadre seraient plus importants que ceux de tout accord intérimaire ». Mais il pense « que le risque d'échec à Genève est aussi grand » et que les conséquences d'un nouveau fiasco seraient inquiétantes pour les pays de la région et les autres ». La presse américaine rapporte d'autre part les réflexions faites par M. Henry Kissinger à bord de son avion sur le chemin du retour. Le secrétaire d'Etat semblait inquiet de l'attitude d'Israël, qu'il juge à courte vue.

● A LONDRES, où M. Kissinger a fait une brève escale, les milieux autorisés regrettent l'échec qu'il a essuyé. Les journaux, en effet, pour la plupart, qu'une reprise des hostilités est à craindre

des prochains mois. Pour le « Times », « il faut tenter d'aboutir au moins à un accord sur les grandes lignes de la résolution 242 avant dans des termes moins ambigus que ceux de la résolution 242 avant d'aller plus loin dans les discussions ». Le « Daily Express » affirme quant à lui que « le mythe du Dr Kissinger, le grand pacifiste, est brisé ».

● A MOSCOU, les milieux officiels s'abstiennent de tout commentaire, mais il ne fait pas de doute que l'échec de la politique des « petits pas » est accueilli comme une preuve de la justesse des thèses soviétiques, selon lesquelles il ne peut y avoir de règlement pacifique sans une solution globale, qui doit être recherchée dans le cadre de la conférence de Genève. La presse fait porter la

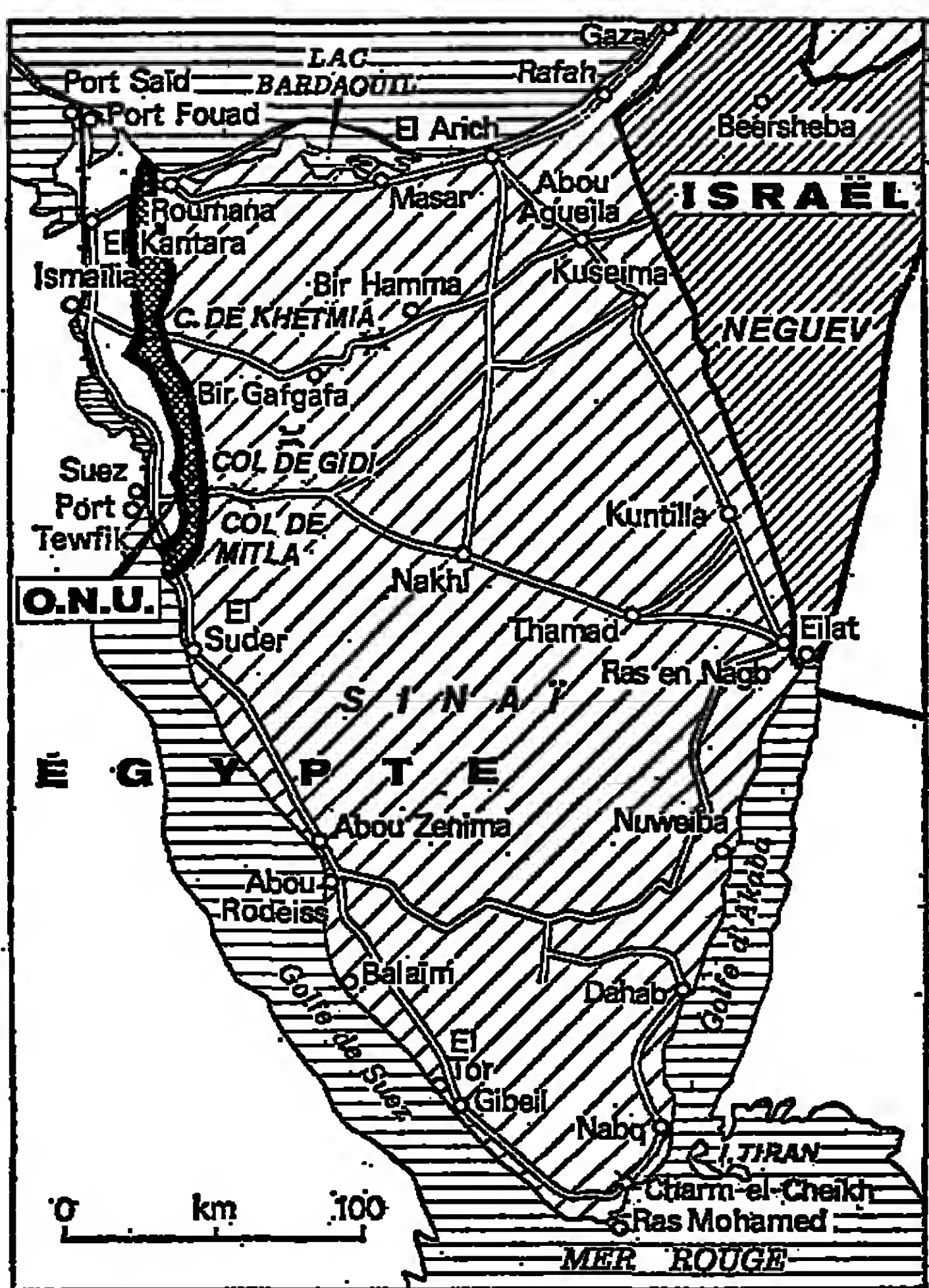
JÉRUSALEM : l'unanimité retrouvée

(Suite de la première page.)

Aussitôt, les volles qui enveloppaient de mystère ces incessants va-et-vient se sont levées un à un. On sait maintenant de la source la plus autorisée, sur quel a porté la négociation, quelles ont été les propositions et les contre-propositions d'Israël, d'une part, de l'Égypte, de l'autre, et sur quel la négociation a buté. On sait aussi pourquoi le gouvernement israélien s'est réuni un vendredi soir, en plein sabbat, comme si la guerre était imminente.

Le message du président Ford

Dés jeudi 20 mars, le dialogue israélo-américain a tourné autour de la réception d'un message du président Ford adressé à M. Rabin. Celui-ci a immédiatement convoqué ses ministres pour leur donner lecture du document, sur la teneur duquel un débat de près de neuf heures a été nécessaire. Dimanche 23 mars, la presse de midi a publié, sous de grosses manchettes, l'essentiel de ce message, provoquant dans le pays une énorme sensation, et aussi une très vive inquiétude. Selon la presse et la radio, le président Ford accusait Israël, dans son message d'entraver les efforts de conciliation du secrétaire d'Etat, et ajoutait que l'attitude du gouvernement de Jérusalem pourrait entraîner une révision complète des rapports américano-israéliens (1). Il était, en outre, indiqué dans les informations de presse, que M. Kissinger avait reconnu être l'inspirateur de ce message, mais qu'il n'en avait pas dicté les termes. Bien qu'il ait paru insolite que M. Kissinger révèle lui-même à ses interlocuteurs de Jérusalem qu'il avait tenté de les égarer en les fai-



de son ministre des affaires étrangères, et il a même souligné la bonne volonté de ce gouvernement.

Les premières questions auxquelles a dû répondre M. Rabin au cours de sa conférence de presse de dimanche 23 mars ont porté bien entendu sur le message du président Ford. Le premier ministre a confirmé avoir reçu ce message, mais il a affirmé que les interprétations qu'en avait données la presse israélienne étaient très loin de la réalité. Le ministre du tourisme, M. Moshé

Le secrétaire d'Etat : c'est un triste jour pour l'Amérique et pour Israël

Tel-Aviv (Reuter, A.P.). — Prenant congé, dimanche 23 mars, de M. Rabin, président du conseil israélien, à l'aéroport de Tel-Aviv, M. Kissinger a déclaré que ses efforts et ne tendent pas à égarer la jeune génération de la région de grandir sans avoir à craindre la guerre. « C'est un triste jour pour l'Amérique, qui a investi tant d'espoir et de foi dans ces efforts, et nous savons aussi que c'est un triste jour pour Israël, qui aspire tellement à la paix et en a tellement besoin », a ajouté le secrétaire d'Etat. M. Kissinger a cependant déclaré que « les nécessités qui ont été à l'origine de cet effort et le besoin de progresser vers la paix subsistent ».

« Nous aurons maintenant à rechercher des méthodes différentes », a-t-il ajouté, mais de toute manière, les Etats-Unis feront tout ce qui est en leur pouvoir pour contribuer à l'établissement

« Une période de réflexion est nécessaire »

Samedi 20, M. Robert Anderson, le porte-parole du département d'Etat, avait donné lecture d'un texte rédigé par M. Kissinger et expliquant les raisons de l'échec de sa mission.

Ce texte est ainsi libellé : « Nous nous sommes efforcés, répondant aux désirs des parties, de les aider à réaliser un nouveau pas vers un accord de paix. Malheureusement, les divergences sur un certain nombre de points essentiels ne sont restées inamovibles. En conséquence, nous consti-

mission Kissinger. Le secrétaire d'Etat s'est borné au rôle d'intermédiaire, contenant de transmettre aux uns et aux autres les propositions de la partie adverse. Il n'y a pas eu de plan Kissinger. Trois cartes ont été tracées, deux par les Israéliens et une par les Égyptiens. Ces cartes, distribuées aux journalistes, proposaient les modifications suivantes :

Carte n° 1: repli israélien en deux des cols stratégiques de

Mitla et de Gidi et des puits d'Abou-Rodeiss, en échange de déclarations égyptiennes de non-belligérance.

Carte égyptienne: repli israélien sur une ligne allant de la région du lac Bardaouil, à près de 20 km au sud de la ville de Mitla, jusqu'à El-Tor, à 70 kilomètres au nord-ouest de Chazm-El-Cheikh, les puits de pétrole figurant dans une zone à évacuer.

Carte israélienne n° 2 (remplaçant la carte n° 1 basée sur la non-belligérance), se fondant sur un engagement égyptien de ne pas faire usage de la force pour une durée de cinq à six ans; repli israélien sur une ligne qui passe sur la crête de la barrière montagneuse de Gidi et de Mitla, l'accès occidental des cols étant laissé dans la zone tampon tenue par les « casques bleus », et qui finit au nord de El-Suder, à une cinquantaine de kilomètres au sud de la ville de Suez, le champ pétrolier d'Abou-Rodeiss formant une enclave égyptienne civile.

Notons que, déclare M. Rabin, ont été refusées par les Égyptiens qui ne voulaient, de notre part, qu'un repli sans aucune contrepartie, et cela, nous ne pouvons faire autrement que le refuser.

Durant toute sa conférence de presse, le chef du gouvernement s'est soigneusement gardé de toute polémique, et a insisté sur l'importance d'une éventuelle détérioration de la situation sur le plan militaire.

Vers la constitution d'un gouvernement d'union nationale

Avec la suspension, qu'elle soit définitive ou provisoire, de la mission Kissinger, M. Rabin a brusquement retrouvé la popularité qui était la sienne lorsqu'il a succédé à Mme Meïr. Son gouvernement a rarement été aussi homogène, et la quasi-totalité des partis politiques, à l'exception du parti communiste Rakah et du Moked (socialistes de gauche et communistes Maï), lui ont compté à eux deux quatre députés, lui ont apporté leur approbation. Celle-ci s'exprimera vraisemblablement lors de la réunion extraordinaire de la Knesset, lundi après-midi. Mme Golda Meïr, ainsi que M. Menahem Begin, leader du Likoud, ont déclaré qu'ils soutiendraient pleinement la conduite adoptée par le gouvernement dans la négociation.

Toutes les conditions paraissent réunies pour relancer l'idée de la constitution d'un gouvernement d'union nationale, et le parti national religieux s'emploie déjà avec vigueur. Dans l'opinion, on considère et là les signes caractéristiques des moments graves: de nombreuses personnes circulent dans la rue avec un transistor collé à l'oreille. On ne cache pas comment serait-ce possible dans ce pays? — que des « précautions militaires » sont prises, car « plus jamais il ne doit y avoir de surprise du Kippour ». ANDRÉ SCAMAMA.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● UN AVOCAT PERONISTE, Ernesto Piantoni, a été tué, le jeudi 20 mars, par des commandos de Mar-del-Plata. Deux guérilleros de l'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.) ont été tués au cours d'un affrontement avec la police, et deux cadavres ont été découverts dans le lit d'un fleuve près de Tucuman, apparemment en jeudi. Cela porte à quatre-vingt-neuf le nombre de personnes, dont vingt et un policiers, mortes des suites d'actes de terrorisme depuis le début de l'année. — (A.F.P.)

Australie

● M. MALCOLM FRASER, richissime éleveur de moutons de l'Est de l'Etat de Victoria, a été élu le vendredi 21 mars chef du parti libéral australien. Le parti libéral a gouverné l'Australie pendant vingt-trois ans, jusqu'à sa défaite, en décembre 1972, au profit du parti travailliste. M. Fraser, qui est âgé de quarante-quatre ans, est un homme de droite intransigeant. — (Reuter.)

Espagne

● LES AUTORITÉS ONT RETIRÉ LE PASSERPORT de M. Garcia Trevijano, personnalité proche du leader monarchiste libéral Rafael Calvo Sotelo. Cette mesure prise le 21 mars, est la cinquième du genre à intervenir ces derniers jours: quatre professeurs

Inde

● L'ÉTAT INDIEN DU NAGALAND, dans le nord-est, a été placé sous administration directe de New-Delhi, et son assemblée suspendue. Cette initiative était attendue à la suite de la démission le 8 mars du principal ministre du Nagalandisme et à la démission du gouvernement, qui était devenu minoritaire. — (Reuter.)

Tunisie

● LE COLONEL KADHAFI a accepté l'invitation du président Bourguiba de se rendre en Tunisie et d'assister à la veillée du Mouded, ce lundi 24 mars, à la grande mosquée de Kairouan. — (Corresp.)

Vietnam du Nord

● LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS a remis jeudi au gouvernement nord-vietnamite à Hanoi un lot de dix mille ampoules d'un médicament destiné à soigner le cancer du foie. Ce produit pharmaceutique permet à l'heure actuelle de prolonger d'environ six mois la vie des personnes atteintes d'un cancer du foie, maladie assez répandue dans certaines zones du Sud-Est asiatique. — (A.F.P.)

WASHINGTON : Israël encore plus isolé

(Suite de la première page.)

informations parues dans la presse israélienne, selon lesquelles le président Ford lui-même aurait déploré l'« intransigeance » d'Israël, ont été démenties à Jérusalem. De même, l'entourage de M. Kissinger a évité de définir les responsabilités dans l'échec. Néanmoins, les positions données officiellement au Proche-Orient avant le départ de l'ultime négociation impliquent une responsabilité d'Israël, qui aurait refusé d'accepter les diverses formules élaborées par les Égyptiens pour se rapprocher de la déclaration de non-belligérance réclamée par Jérusalem.

L'autre conséquence grave de l'insuccès de la mission Kissinger concerne la position personnelle du secrétaire d'Etat. Jusqu'à présent, les succès relatifs de son action diplomatique au Proche-Orient avaient compensé la série d'échecs subis par la diplomatie américaine, du Portugal à l'Asie du Sud-Est, en passant par la Turquie. Dans une telle mesure, M. Kissinger pourra-t-il ou voudra-t-il résister aux pressions de ses adversaires prompts à dénoncer la faillite de sa diplomatie? Du patient échafaudage diplomatique construit par M. Kissinger, disent-ils, il ne subsiste plus que la délicate et encore plus délicate surtout les intérêts soviétiques. Comment, ajoutent-ils, la détente pourra-t-elle se maintenir après les points marqués par les communistes au Portugal, en Extrême-Orient et au Proche-Orient.

Dans les milieux proches du secrétaire d'Etat, on pense que l'échec aura tout de même pour effet salutaire de provoquer une révision de la politique étrangère des Etats-Unis. Dans une interview donnée samedi à un journal de Los Angeles, le président Ford, tout en exprimant son opposition à l'isolationnisme et à la conception d'une « forteresse américaine », recommandait cette révision en ce qui concerne le Sud-

Est asiatique. Mais celle-ci, pense-t-on, devrait s'étendre à l'ensemble de la politique étrangère. Selon ces mêmes milieux, l'échec de la diplomatie des petits pas est lié aux divergences divergentes de vues qui opposent actuellement la Maison Blanche et le Congrès sur les grandes options de la politique américaine. M. Kissinger n'aurait-il pas lui-même indiqué à Riyad que le refus du Congrès de prolonger l'aide militaire américaine au Cambodge et au Vietnam avait gêné sa mission dans la mesure où ses interlocuteurs, les Israéliens notamment, pouvaient remettre en question la valeur des assurances données par le gouvernement de Washington? En tout cas, il semble difficile que M. Kissinger puisse mener une diplomatie efficace si, « à l'arrière », le Congrès adopte des positions ouvertement opposées à celles du gouvernement. Il est vraisemblable que M. Kissinger voudra plaquer le Congrès en face de ses responsabilités, obtenir sa coopération et son soutien et en savoir davantage sur la nature et l'étendue des engagements internationaux que les élus sont prêts à accepter, compte tenu de la forte poussée isolationniste dans le pays. Certains observateurs prévoient que M. Kissinger démissionnera ou, en tout cas, manœuvrera de façon à démissionner, si le Congrès refuse sa coopération ou recommande une politique que lui-même jugerait « défaitiste » ou impliquant une « démission internationale ». HENRI PIERRE.

Le Monde DOSSIERS ET DOCUMENTS

Le Monde édite des Dossiers et Documents, composés d'articles ou d'extraits d'articles déjà publiés dans ses diverses publications et destinés, particulièrement aux élèves du second degré, aux étudiants et aux professeurs.

Ces dossiers comprennent de très séries « Economie et Société » et « Vie sociale et politique ». Un numéro regroupant un dossier de chaque série paraît chaque mois, sans pendant les vacances scolaires d'été.

DANS LE NUMERO 19

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

LA FAIM DANS LE MONDE

CONDITIONS DE VENTE ET D'ABONNEMENT

Prix de vente :

le numéro comportant un dossier dans chaque série : 2 F

Abonnements : 1 an (12 numéros) : 18 F

En vue de faciliter l'acquisition en plusieurs exemplaires de ces dossiers par des établissements scolaires, des classes ou des collèges, un tarif dégressif est proposé pour les abonnements groupés expédiés à une même adresse. Remarque : « Le Monde », Service des Abonnements, 5, rue des Italiens, 75227 Paris Cedex 08. (A.F.P.)

mars 1974: MENDÈS FRANCE Choisir



mars 1975: Jacques Delors

CHANGER

COLLECTION "LES GRANDS LEADERS" dirigée par Claude Glayman

STOCK

CHANGER AU P...

Large advertisement for 'CHANGER AU P...' featuring a portrait of Jacques Delors and various text elements.

M. KISSINGER AU PROCHE-ORIENT

responsabilité de la rupture des négociations sur l'intransigeance d'Israël.

DANS LES PAYS ARABES, les réactions sont mitigées. Au Caire, comme à Beyrouth, les commentateurs reprochent aux Etats-Unis de n'avoir pas exercé suffisamment de pressions sur Israël, afin de l'amener à conclure un accord de cesse-le-feu avec le Liban. Les journaux libanais estiment aussi que l'échec de la mission de M. Kissinger constitue une victoire pour le président Sadate, qui a donné la preuve que l'Egypte ne cherchait pas la paix à n'importe quel prix.

L'agence palestinienne Wafa associe l'échec subi par le secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient à l'effondrement de sa politique au Vietnam. « Nous n'avons jamais considéré la volonté américaine comme étant une fatalité inéluctable », déclare l'agence, qui invite « toutes les forces nationales, progressistes et révolutionnaires à redoubler d'efforts dans leur lutte contre l'impérialisme ». Parlant de son côté au nom de l'O.L.P., au cours d'un meeting à l'université de Beyrouth, M. Abou Saleh, membre du comité central du Fatah, a rendu hommage à l'attitude du président Sadate.

AUX NATIONS UNIES, M. Kurt Waldheim, secrétaire général, a exprimé samedi soir ses vifs regrets et souligné la nécessité d'intensifier les efforts pour obtenir un accord négocié dans le cadre des résolutions de l'ONU.

M. Fahmi : les risques d'une conflagration dans la région ont considérablement augmenté

Assouan (A.F.P.). — L'Egypte demandera la composition de la conférence de Genève dans les prochains jours », a déclaré dimanche 23 mars, à la presse M. Ismail Fahmi, le ministre égyptien des affaires étrangères. Il a ajouté que les Etats arabes allaient se concerter en vue de la convocation « rapide » de cette conférence. « En tout cas, 3-5-11 dit, si Israël a le droit d'aller à Genève, l'Organisation de libération de la Palestine en a encore plus le droit ».

M. Fahmi a rejeté la responsabilité de l'échec de la mission au sud sur Israël, ajoutant que l'Egypte réviserait sa position concernant le renouvellement du mandat des forces d'urgence de l'ONU dans le Sinaï « selon les circonstances ».

Le chef de la diplomatie égyptienne a ajouté : « C'est Israël qui a mis fin à la mission de M. Kissinger, et le secrétaire d'Etat américain a confirmé cette impression en déclarant à son départ d'Israël que cette journée était bien triste pour Israël et pour les Etats-Unis ».

Il a ajouté : « Je suis persuadé que les Etats-Unis apprécieront la position constructive et résolue de l'Egypte... et nos relations avec Washington se poursuivront ».

Il a indiqué que les risques d'une conflagration dans la région



(Dessin de CHENEZ.)

Le Caire : resserrer les rangs arabes

De notre correspondant

Assouan. — La journée de samedi 23 mars n'avait pas fait exception à toutes celles qui s'étaient lentement écoulées depuis seize jours dans la capitale de la Haute-Egypte : le climat politique avait encore une fois oscillé d'heure en heure de l'optimisme au pessimisme, au gré des informations ou des rumeurs en provenance d'Israël. Les principaux problèmes relatifs à l'éventuel second retrait israélien au Sinaï avaient été réglés depuis longtemps entre le Raïs et M. Kissinger, les responsables égyptiens avaient bien que le sort du nouveau dégellement se jouait à Jérusalem.

Toutefois, dans la soirée, après un splendide crépuscule rose et bleu derrière la colline du mausolée de l'Aga Khan, les problèmes de l'heure avaient été mis entre parenthèses jusqu'au retour de M. Kissinger, prévu pour le lendemain. Alors que M. Fahmi, que l'on avait encore entendu le matin même dans le jardin de son hôtel, donner des rendez-vous à Assouan pour les jours suivants, fit brusquement irruption un peu avant minuit dans la salle de presse d'Assouan, de nombreux journalistes assistaient, au moment de la naissance de Mahomet, au passage de la soirée dans un cabinet oriental. Mais ceux qui étaient là comprirent tout de suite que c'était l'échec, lorsqu'ils virent le porte-parole du Raïs, qui suivait M. Fahmi tourner son pouce vers le sol, comme les empereurs romains lorsqu'ils choisissaient la mort pour un gladiateur.

C'est bien de cela qu'il s'agit. Car bien qu'ils s'en défendent, préférant mettre l'accent sur leur refus de céder aux « exigences israéliennes », les dirigeants égyptiens sont, avec une profondeur de vue d'acier, conscients de l'isolement auquel ils s'exposent dans le monde arabe. La Syrie avait durci ses positions au point d'identifier sa politique à celle de la résistance palestinienne dans le cadre d'un commandement unifié, projet proposé par le président Assad et approuvé par le conseil central de l'O.L.P. C'est dans ce même esprit que M. Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, a fait voter par le bureau de coordination de l'Organisation des pays non alignés, qui vient de tenir ses assises à La Havane, un projet de texte à soumettre au Conseil de sécurité. Ce texte prévoit un amendement à la résolution 242 dudit conseil, afin de mettre celle-ci en conformité avec la résolution votée par l'Assemblée générale le 22 novembre 1974, qui reconnaît explicitement les droits du peuple palestinien. C'est à la condition que la résolution 242 sera modifiée en ce sens que l'O.L.P. acceptera de se rendre à Genève.

EDOUARD SAAB.

DAMAS : Syriens et Palestiniens envisagent l'avenir avec inquiétude

De notre envoyé spécial

Damas. — S'ils ont misé sur l'échec de la mission Kissinger, et tout mis en œuvre pour l'enrayer, Syriens et Palestiniens envisagent l'avenir avec inquiétude.

Les dirigeants de Damas et ceux de l'O.L.P. avaient fini par se rendre compte que les Etats-Unis ne pouvaient pas offrir à Israël les conditions d'un règlement politique qui leur conviendrait. Mais le médiateur américain avait beau répéter que rien de définitif ne pouvait se faire dans la région « sans la Syrie et l'O.L.P. », son comportement de ces derniers mois, descendant les dirigeants syriens, mettait en évidence l'intention secrète des Etats-Unis de semer le discord dans les rangs arabes. Pour faire pression sur l'Egypte et pour lui faire prendre conscience de l'isolement auquel elle s'exposait dans le monde arabe, la Syrie avait durci ses positions au point d'identifier sa politique à celle de la résistance palestinienne dans le cadre d'un commandement unifié, projet proposé par le président Assad et approuvé par le conseil central de l'O.L.P. C'est dans ce même esprit que M. Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, a fait voter par le bureau de coordination de l'Organisation des pays non alignés, qui vient de tenir ses assises à La Havane, un projet de texte à soumettre au Conseil de sécurité. Ce texte prévoit un amendement à la résolution 242 dudit conseil, afin de mettre celle-ci en conformité avec la résolution votée par l'Assemblée générale le 22 novembre 1974, qui reconnaît explicitement les droits du peuple palestinien. C'est à la condition que la résolution 242 sera modifiée en ce sens que l'O.L.P. acceptera de se rendre à Genève.

EDOUARD SAAB.

M. Rabin : Israël respectera tous ses engagements émanant des accords précédents

Jérusalem (A.F.P.). — « Face aux exigences égyptiennes, Israël n'a pas considéré qu'un nouvel accord serait un progrès vers la paix. Il ne constituerait qu'un repli territorial unilatéral israélien, et nous n'avons pas le choix que de le rejeter », a déclaré dimanche 23 mars, au cours d'une conférence de presse à Jérusalem, le chef du gouvernement israélien, M. Itzhak Rabin. « Nous voulons un accord et nous étions en faveur de la politique des petits pas de M. Kissinger, mais quel serait le sens d'un tel accord s'il ne doit pas être un progrès vers la paix ? » a-t-il ajouté.

Le premier ministre a cependant tenu à exprimer sa profonde gratitude à l'égard des Etats-Unis, « dont la politique tend vers l'établissement de la paix » et tout particulièrement au président Ford, au secrétaire d'Etat et au Congrès. M. Rabin a fait un exposé complet des positions israéliennes et égyptiennes. Il a déclaré qu'Israël avait proposé deux possibilités :

1) Un accord large « aux termes duquel, en échange de la non-belligérance, Israël évacuerait les cols stratégiques et les régions montagneuses harranant Israël à l'est du Sinaï, ainsi que les champs pétroliers d'Abou-Rodéïas.

2) Un accord plus limité tenant compte du refus égyptien de mettre fin à la belligérance et proposant un repli jusqu'au centre des passes, et un retrait d'Abou-Rodéïas (1) en échange de la non-belligérance et de la paix égyptienne tel que la baisse du ton belligère, la possibilité d'échanges touristiques, etc... Cette proposition a été aussi rejetée par l'Egypte, qui a exigé le repli d'Israël sur une ligne allant des passes jusqu'à El-Tur (dans le golfe de Suez).

(1) Samedi, un porte-parole officiel israélien avait présenté cette dernière formule dans les termes suivants : « Israël s'est déclaré en échange d'une concession politique moins importante de la part de l'Egypte, à savoir la non-belligérance occidentale des passes de Mitza et de Gidi et à les remettre au contrôle des Nations unies, également proposé de transférer les puits de pétrole d'Abou-Rodéïas à une administration civile égyptienne ».

NOVEMBRE 1973 — MARS 1974

Les neuf tournées de M. Kissinger

6 - 8 NOVEMBRE 1973. — Première mission de M. Kissinger au Proche-Orient. Arrivé le 6 novembre au Caire, le secrétaire d'Etat américain a rencontré le président Sadate et Ryad, mais c'est son adjoint, M. Joseph Sisco, qui fait part à Jérusalem du résultat des conversations avec le président Sadate. Résultats positifs, le 11 novembre, Israéliens et Egyptiens signent un kilomètre 101 de la route Le Caire-Suez un accord — que l'on dénomme « document Kissinger » — prévoyant notamment l'échange de tous les prisonniers de guerre, l'approvisionnement de la ville de Suez et de la IIIe armée égyptienne et l'ouverture immédiate de discussions sur le retrait des positions du 23 octobre dans le cadre de l'accord sur le dégellement et la séparation des forces sous les auspices des Nations unies.

13 - 17 DECEMBRE 1973. — M. Kissinger entreprend un deuxième voyage pour mettre la dernière main à la préparation de la conférence de Genève. Le secrétaire d'Etat se rend à Rabat, à Alger, à Tunis le 13 décembre, puis au Caire, à Ryad, à Damas, à Amman, au Liban et enfin, à Jérusalem les 16 et 17 décembre. Ses efforts portent leurs fruits et la conférence de Genève, initialement prévue pour le 18 décembre, s'ouvre le 21 ; elle siège à peine quarante-huit heures, mais elle crée un « groupe de travail militaire » israélo-égyptien chargé de reprendre les conversations du kilomètre 101, qui avaient été suspendues le 23 novembre. La discussion ne donne aucun résultat, et les négociateurs israéliens et égyptiens se séparent le 9 janvier après leur dernière réunion. M. Kissinger prend alors personnellement en main le problème au cours d'un troisième voyage au Proche-Orient.

19 - 20 JANVIER 1974. — Il s'agit, cette fois, d'une véritable mission de « bons offices », qui amène M. Kissinger à faire la navette entre Assouan, où se trouve le président égyptien, et Jérusalem, où il rencontre les dirigeants israéliens. Le secrétaire d'Etat américain a trois séries d'entretiens en moins d'une semaine avec chacune des deux parties, transmettant tour à tour propositions et contre-propositions sur le dégellement des forces sur le front israélo-égyptien. L'accord est conclu le 11 janvier et annoncé par le président Nixon. Il est signé par les

chefs d'état-major égyptien (le général Gamassi) et israélien (le général Ezer), le 18 janvier 1974, sous la tente du kilomètre 101, en présence notamment de M. Kissinger et des forces de l'ONU. Le 20 janvier, M. Kissinger arrive à Damas, où il espère avec le président Assad des conversations préliminaires en vue d'une séparation des forces sur le front syro-israélien.

25 FEVRIER - 3 MARS 1974. — La quatrième mission de M. Kissinger au Proche-Orient a pour objectif essentiel de trouver une solution au problème du dégellement militaire entre le front syrien et le Caire. Le secrétaire d'Etat obtient qu'un début de dialogue s'engage entre Jérusalem et Damas, dont les représentants se rendent à Washington avant la fin du mois de mars pour tenter, sous l'égide du secrétaire d'Etat, de trouver un compromis. Cette formule diffère de celle appliquée pour le dégellement israélo-égyptien, qui est adhésif le lundi 4 mars avec vingt-quatre heures d'avance sur le programme fixé. En marge de cette navette, M. Kissinger annonce, dans la capitale égyptienne, le rétablissement des relations diplomatiques entre Le Caire et Washington.

29 AVRIL - 23 MAI 1974. — Sa cinquième tournée conduit M. Kissinger à Alger, au Caire, à Jérusalem, Damas et Ryad. Dans la capitale syrienne, où il arrive le 3 mai 1974, il mène la négociation avec le président Assad, qui y associe son ministre des affaires étrangères, M. Khaddam, et les généraux Tlass, Chacour, Chéhab et Jamil. La navette de M. Kissinger le mènera trois fois à Damas et quinze fois à Jérusalem. Elle semble compromise le 15 mai par l'opération palestinienne de Maalot. Mais M. Kissinger secourt le système de sa mission, se transforme de messager en médiateur. Après avoir laissé croire, le 21 mai, que sa tentative était dans l'impasse, il parvient, le 23 mai, à la conclusion de l'accord de dégellement des forces entre la Syrie et Israël, liant un président Nixon le soir de l'annonce. L'accord est signé le 31 mai à Genève, dans le cadre de la conférence de la paix, au cours d'une brève séance qui, à la demande des Syriens, est interdite à la presse.

15 OCTOBRE 1974. — La sixième mission de M. Kissinger au Proche-Orient est purement exploratoire.

10 - 15 FEVRIER 1975. — La huitième mission de M. Kissinger au Proche-Orient constitue en fait le prolongement des deux précédentes, effectuées en octobre et novembre 1974. Il s'agit toujours de savoir ce que les Egyptiens peuvent offrir en échange d'un nouveau dégellement israélien dans le Sinaï. La tournée de M. Kissinger est donc essentiellement sur le dossier israélo-égyptien. A Jérusalem comme au Caire, les dirigeants semblent disposés à un nouvel accord partiel, mais les points de vue divergent sur le caractère de cet accord. M. Kissinger achève sa tournée par un bref séjour à Tunis.

7 - 22 MARS 1975. — La neuvième tournée de M. Kissinger au Proche-Orient s'achève par un échec, les positions israéliennes et égyptiennes étant demeurées inconciliables.

Le Monde

LES PAYS ARABES

Inde

Tunisie

Vietnam du Nord

LES VIOLENTES MANIFESTATIONS DE MEHALLAH EL-KOBRA ONT ETE SUIVIES DE PLUSIEURS DIZAINES D'ARRESTATIONS

Le Caire (A.F.P., U.P.J., Reuters). — Tandis que la police égyptienne interrogeait les trente-cinq travailleurs arrêtés à la suite des troubles qui se sont produits, jeudi 20 mars, à Mehallah-El-Kobra, localité située dans le delta du Nil, le parquet a lancé samedi des mandats d'arrêt contre une cinquantaine de personnes également impliquées dans cette affaire. Les manifestations ont été le fait d'ouvriers de textile, qui protestent contre la vie chère. Les militaires ont fait usage de leurs armes pour rétablir l'ordre, tuant un manifestant et en blessant plusieurs autres. Selon le quotidien *Al-Ahram*, les troubles se seraient poursuivis de façon sporadique jusqu'à samedi matin, un certain nombre de manifestants ayant tenté de rallier d'autres usines au mouvement. Le gouvernement et l'Union socialiste arabe, parti unique, attribuent la responsabilité des désordres à une « minorité d'agitateurs » qui « cherchent à compromettre l'avenir économique du pays ».

Ces incidents font suite à ceux causés le 1er janvier dernier par des ouvriers d'Éléonon qui avaient manifesté avec les étudiants dans les rues du Caire. Seize d'entre eux ont comparu dimanche devant le Tribunal supérieur de la sécurité de l'Etat à Alexandrie. Ils sont accusés, ainsi que trois autres personnes en fuite, d'avoir formé une organisation communiste dans le but de supprimer par la force en Egypte la propriété individuelle et le capitalisme national. Les juges ont décidé de mettre les prévenus en liberté provisoire et de reporter le procès au 22 juin prochain.

Le président Sadate a ordonné samedi la mise en liberté, pour des raisons de santé, de quarante membres de l'organisation dissoute des Frères musulmans qui purgèrent des peines de travaux forcés à perpétuité. Ces quarante détenus, selon *Al-Ahram*, constituaient le dernier groupe encore en prison de cette organisation. Le quotidien avait indiqué quelques jours plus tôt que vingt-quatre frères musulmans, condamnés en 1965, avaient fait appel en sollicitant l'inconstitutionnalité du tribunal d'exception qui les avait condamnés à l'époque.

Alain Guichard

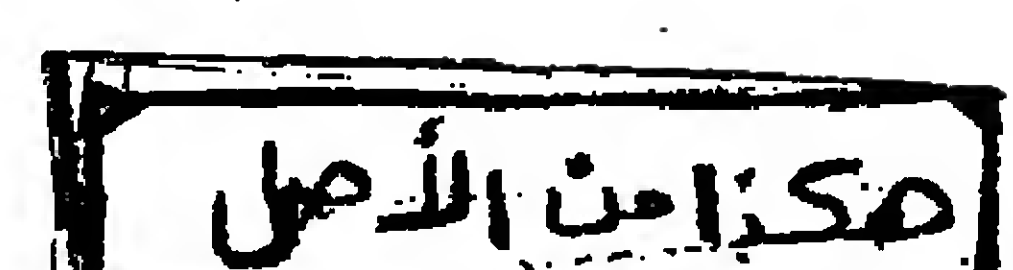
LES JESUITES

Alors, ces "Jésuites" ? Même pour ceux qui croyaient assez bien les connaître, que de visages et d'aspects nouveaux nous sont montrés dans le livre d'Alain Guichard.

JEAN-FRANÇOIS SIX

Le Monde

Grasset



هكزامين الاصل

AFRIQUE

Tanzanie

« Quand le son de la flûte s'élève à Zanzibar... »

Wété (île de Pemba). — Deux heures heureuses ? Zanzibar et Pemba, les fausses jumelles (1) de l'Océan Indien, y font un peu penser. La recette : une mine d'or de la Giroflée... et une sorte d'Etat-providence géré avec pragmatisme par un ancien instituteur africain, M. Aboud Jumba.

De notre envoyé spécial

production de haute qualité, ce qui lui permet de fixer des prix — ils ont quintuplé depuis 1969 — et de se faire payer en devises fortes. Au temps de cheikh Karuma, surtout dans les dix-huit mois qui ont précédé son assassinat, le 7 avril 1972, on théosaisait volontiers. L'ancien président du parti afro-shirazi (A.S.P.), qui gouverne l'île d'une main de fer depuis la révolte africaine de 1964, hésitait devant les grands projets.

c'est de diversifier notre production.

Cette partie pourrait être gagnée. Déjà, le giroflé est remplacé dans plusieurs régions par la canne à sucre, le paddy, les cultures vivrières. Avant 1972, les difficultés étaient dues au refus de pulser dans les réserves de devises pour importer. Depuis, le ravitaillement est plus satisfaisant, et les dirigeants de Zanzibar affirment contrôler la contrebande du giroflé, devenue très lucrative en 1973 avec l'augmentation brutale des prix.

Zanzibar livre sur le marché mondial de giroflé (91 % de la

Les Chinois fourmillaient...

Les Britanniques avaient, en 1963, passé la main à un sultan arabe arrogant et peu disposé à réduire ses privilèges exorbitants en faveur d'une majorité africaine exploitée. Moins de cinq semaines après l'indépendance, une révolte des Africains — bouillie vers l'histoire des deux îles. La fuite du sultan et le massacre des Arabes — près de quinze mille, dit-on — ont débouché sur un pouvoir populaire africain, assumé par cheikh Karuma, et sur l'union le 27 avril 1964, avec le Tanganyika voisin, pour former la République unie de Tanzanie.

M. Jumba, nous pourrions réduire nos importations de riz. Pour cela, nous devons franchir le seuil de l'auto-suffisance.

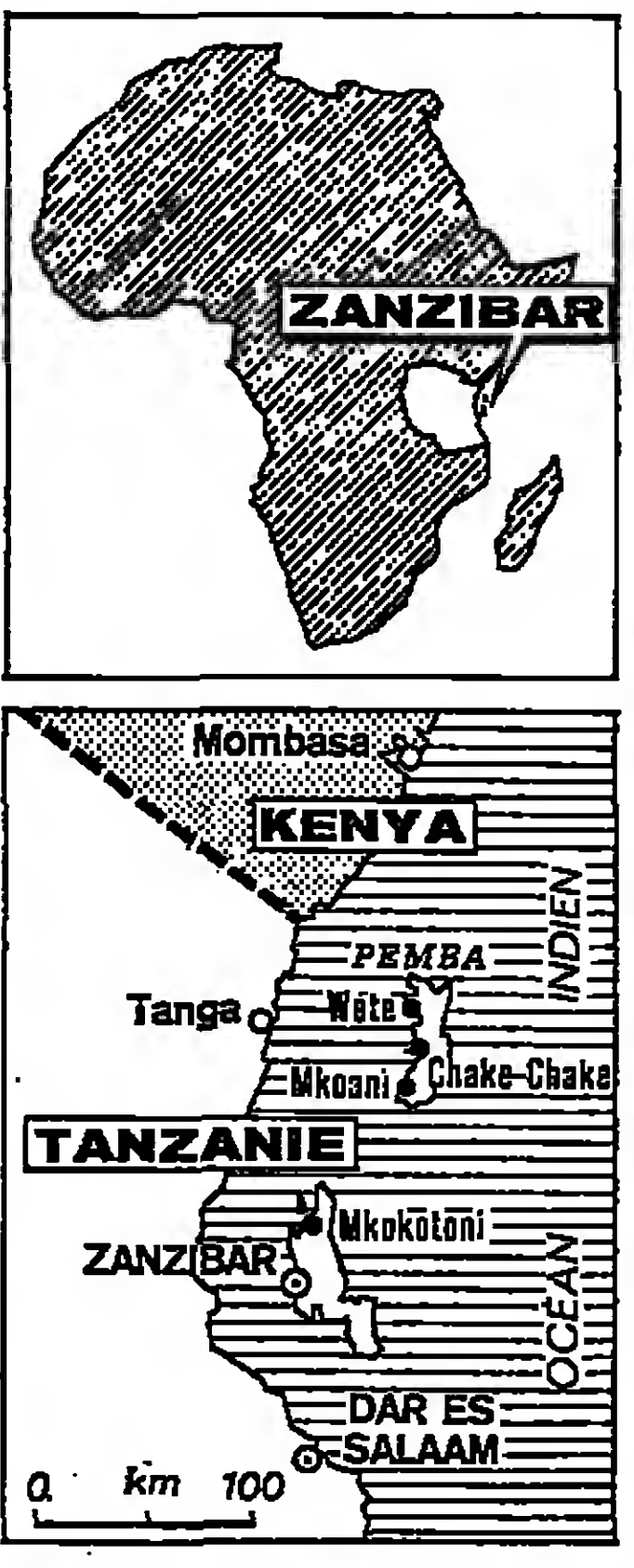
Sur le front de mer de Zanzibar-ville, l'ancien palais du sultan a été baptisé « maison des visiteurs ». Le bureau d'information des bureaux d'une association de femmes, et l'ancien consulat britannique, sont des autorités du port. La vieille ville arabe, abandonnée depuis la révolution, va être restaurée, promet M. Jumba, qui a d'autres projets en tête : l'aménagement d'un port à Pemba, récemment dotée d'un aéroport moderne, l'agrandissement de celui de Zanzibar, et de nombreuses petites usines (distilleries, cimenteries, papeteries).

Les touristes ? « Je n'ai pas de vingt-cinq à trente par semaine », nous dit le directeur de l'immigration. C'est peu, mais ce n'est qu'un début. Ils sont les bienvenus, « sauf les voyous aux cheveux longs qui ont une influence néfaste, surtout sur la jeunesse », commente M. Jumba. Un hôtel de deux cents chambres a été construit à leur intention à Zanzibar-ville. Deux autres sont prévus, dont l'un à Pemba. Ces projets s'annoncent d'un bon rapport, même si les dirigeants de Zanzibar souhaitent éviter le défacement des touristes européens, et réserver leurs plages aux Sud-Africains.

Une richesse vulnérable

La richesse toute nouvelle des deux îles est vulnérable : elle repose sur la monoculture et sur un gros acheteur, l'Indonésie, qui utilise le plan de giroflé pour parfumer la kretek, sa fameuse cigarette. M. Jumba et ses amis s'en inquiètent. Diversifier les productions, « regarder davantage vers la mer que sur terre », tels sont leurs mots d'ordre. Ils n'ont pas tort : l'Indonésie, gratuite et obligatoire, doit bientôt s'étaler sur dix ans. Mieux vaut prévoir des débouchés pour les futurs jeunes cadres.

Les girofliers ont été déclinés par un virus cette saison, surtout à Pemba, qui fournit les quatre cinquièmes de la récolte. Autre souci : beaucoup d'arbres sont vieux et n'ont pas été remplacés depuis les années 50. Or il faut seize ans de plantation pour obtenir un rapport. Enfin, l'Indonésie espère suffire dans cinq ans à ses propres besoins. Les Indonésiens, dit M. Jumba, auront toujours besoin de nos giroflés, en raison de leur qualité, mais nous pourrions perdre une partie de notre marché, et la seule alternative



meaux, on rencontre encore de nombreux enfants sous-alimentés, et M. Jumba, pour appuyer à la maîtrise du temps, c'est un peu le paradis, a fait observer un visiteur familier de l'archipel.

Les deux îles baignent dans une atmosphère de détente. Et pourtant, « il y a eu dix tentatives de renversement du gouvernement », nous dit M. Jumba, tout en se félicitant que « des gens se aient chaque fois fait écouter ». Le régime a un peu perdu de son caractère autoritaire, et si, demeure monolithique, la population africaine ne semble pas trop s'en plaindre.

UNE « TABLE RONDE » SUR LA COOPÉRATION

La France a choisi la voie de la concertation

déclare M. Abelin

« Il est exclu que l'Afrique puisse développer son industrie en se reliant sur elle-même et en refusant la coopération internationale », a déclaré, vendredi 21 mars, à Paris, M. Konan Bédié, ministre des finances de la Côte-d'Ivoire. Cette idée a été reprise et commentée par les principaux participants à la « table ronde » organisée par le Centre de l'Opinion (1), où étaient réunis autour de M. Pierre Abelin, ministre de la coopération, plus de deux cents personnalités du monde politique et économique africain et français.

M. Abelin a évoqué le « défi monétaire » auquel font face pays industrialisés et pays en voie de développement, et déclaré : « Il ne faut pas que les pays développés se contentent d'y répondre en fonction de leurs intérêts propres. » Dans ses rapports avec les nations en voie de développement, qu'elles soient détentrices ou non de matières premières, « la France, a dit le ministre, a choisi la voie de la concertation ». Il a évoqué la nécessité, pour les pays qui bénéficient d'apports financiers français, de donner aux « certains membres de garanties et de conditions de sécurité ».

Les participants à la « table ronde » sont tombés d'accord pour estimer que les « solidarités de principe » qui ont été affirmées récemment à Lomé et à Bangui doivent se manifester dans les faits. Ils ont reconnu que les deux obstacles majeurs avec lesquels la coopération doit compter sont le déréglage du système monétaire international (dans lequel la zone franc constitue une « oasis de stabilité ») et la dégradation des termes de l'échange. Ils ont, enfin, convenus de la nécessité de « programmer » la coopération, si possible au niveau régional, de former des cadres africains compétents et de créer une véritable industrie d'exportation.

Du côté africain, MM. Konan Bédié et Louis Alexandrine, ministre du développement industriel du Sénégal, tout en souscrivant à ces idées, ont émis des réserves sur la valeur de la coopération française et internationale et indiqué les grandes lignes de l'action qu'ils préconisent, pour que se résorbe peu à peu l'écart entre les nations industrialisées et les autres. Pour M. Bédié, l'expérience industrielle africaine est restée limitée aux activités de substitution aux importations. Le risque, a-t-il dit, est grand de voir cette

situation se poursuivre, si les pays africains se laissent prendre au piège du protectionnisme et n'entreprennent pas d'éliminer progressivement les industries non rentables, et si les Occidentaux ne font pas un effort pour permettre à l'industrie africaine de se développer. Selon M. Bédié, « une réflexion s'impose sur les prix de vente, pour qu'on n'assiste pas à une nouvelle dévalorisation des termes de l'échange, concernant cette fois les produits manufacturés des pays pauvres ». Le ministre ivoirien estime, avec M. Alexandrine, que les pays riches devraient assurer aux pays en voie de développement un débouché pour leurs produits manufacturés.

Evoquant une « nouvelle division internationale du travail », MM. Bédié et Alexandrine ont développé l'idée de la complémentarité des économies développées et moins développées. Le ministre sénégalais a regretté la diminution des investissements privés étrangers en Afrique au cours des dernières années. Cependant, a-t-il ajouté, en écho à une remarque de Mme Chagnagne, directrice du ministère de

la coopération, les Industriels doivent accepter l'idée de ne pas venir en Afrique dans la seule intention de faire des profits, et les profits exceptionnels des entreprises doivent être réinvestis sur place. M. Alexandrine a estimé que les investissements publics et privés doivent souvent être combinés, car certains projets ne sont rentables qu'à long terme, et n'intéressent pas les industriels. De même, les investissements privés doivent pouvoir être inclus dans les procédures de programmation.

Dans le domaine financier, les participants africains ont insisté sur l'importance d'un système de crédit dont les taux seraient aussi bas que possible. Du côté patronal, des réserves ont été exprimées sur l'accueil fait aux investisseurs privés en Afrique. M. Huvellin, ancien président du C.N.P.F., a souligné, pour sa part, l'importance pour les investisseurs, « de se trouver en présence de choix clairs de la part des gouvernements des pays d'accueil et de rencontrer des structures appropriées ». O. P.-V.

CORRESPONDANCE

La précarité du statut des coopérants

Les sections « coopération » C.F.D.T. et C.G.T. du syndicat des personnels des affaires étrangères nous adressent, après la publication dans le Monde du 3 mars d'une page consacrée à la coopération entre la France et les Etats d'Afrique, les précieuses suivantes sur le statut des coopérants au ministère de la coopération :

« A l'exception d'une dizaine de postes de direction, l'administration centrale du ministère ne comporte aucun poste de titulaire. Elle ne peut fonctionner que grâce au détachement de fonctionnaires appartenant à d'autres ministères et au recrutement d'agents contractuels. Les premiers dominent dans les catégories A et surtout C et D (1). La situation des fonctionnaires détachés n'est pas particulièrement enviable. S'ils bénéficient d'une légitime surindemnisation, ils sont souvent « oubliés » par l'administration d'origine pour l'avancement et la promotion. Ils peuvent en outre être remis à la disposition de celle-ci du jour au lendemain, sans qu'ils aient la possibilité d'en connaître les raisons.

Quant aux agents contractuels, leur position est encore plus invariable. Ils sont recrutés pour une période de un an à l'issue de laquelle ils peuvent être licenciés sans préavis ni indemnités... Ils ne peuvent prétendre, bien entendu, à aucune des garanties.

(1) Les catégories C et D correspondent au personnel d'exécution. La catégorie B, numériquement la plus importante dans l'administration de la fonction publique, est celle des rédacteurs. La catégorie A correspond aux cadres.

ties qui sont de règle habituellement dans la fonction publique. Et nous ne parlons même pas de leurs possibilités de « carrière » extrêmement limitées, en particulier dans les catégories C et D.

La pratique administrative est certes, relativement « douce » : les licenciements sont assez peu fréquents. Mais elle est également peu orthodoxe : le niveau de recrutement, l'avancement indiciaire, dépendent très souvent du bon vouloir du chef de service.

Enfin il existe au ministère une sorte de « double statut » : bien que travaillant souvent depuis plusieurs années au département, les coopérants n'ont aucun organisme, et sont payés sur des crédits normalement destinés à financer des opérations de développement en Afrique.

Nos syndicats ont depuis longtemps porté ces problèmes à la connaissance de la hiérarchie administrative. Celle-ci a été obligée de convenir que la situation des personnels du ministère était anachronique et bien des égards. Encore faudrait-il que cette sollicitude se traduise rapidement par un certain nombre de mesures fondamentales : augmentation du nombre des postes de titulaires, intégration des personnels contractuels ayant fait leurs preuves, élaboration de règles offrant des garanties minimums à ceux qui ne pourraient ou ne voudraient prétendre à la titularisation.

Faute de quoi nous assisterons à une dégradation — déjà amorcée d'ailleurs — de la qualité du service public de la coopération, qualité à laquelle nous sommes, en tant que syndicalistes, profondément attachés.

croisières de 14 jours Gênes-Naples Alexandrie-Port-Saïd Beyrouth-Haïfa Istambul-Le Pirée Capri-Gênes

Jocelyn PARIS noblesse du CUIR boots pour homme style nouveau

PUBLICATION JUDICIAIRE TRIBUNAL COOPÉRATIF DE GRASSE

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

pour plus amples renseignements, adressez ce bon, accompagné de votre espèces de voyage habituelle ou que Croisières Proquet et Paris : 6, Boulevard Malesherbes, 75008 - Tél. 286.57.55 et Marseille : 70, rue de la République - Tél. 90.81.00. Vous recevrez une documentation détaillée.

savez vos cheveux... INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE CAP 75008 - PARIS - 16^{ème} Champs-Élysées - 1 rue Lord Byron

RESIDENCE MARCEAU A VENDRE SEMICILE 7665176

AFRIQUE

Algérie

Une procédure simplifiée sera appliquée aux transferts des comptes-départs définitifs des Français

De notre correspondant

Alger. — « J'ai été frappé par deux choses au cours de mon séjour ici. D'une part, par le caractère particulièrement amical, franc et confiant de mes entretiens. D'autre part, par la cohérence, la solidité, le courage et la détermination de la politique algérienne », a déclaré M. Norbert Ségard le samedi 22 mars avant de regagner la France à l'issue d'une visite de trois jours (le Monde du 23-24 mars). « Si y a des différences objectives de situation et d'intérêt entre nos deux pays, a-t-il ajouté, il reste que de très nombreuses convergences existent, et je l'ai constaté tout au long de mes conversations avec le président Boumediène et les ministres que j'ai rencontrés. »

Le ministre français du commerce extérieur a également souligné qu'il a été « frappé — comme tous les observateurs à Alger — par le soin que les dirigeants algériens apportent à la préparation de la visite du président Giscard d'Estaing, premier chef d'Etat français européen à se rendre en Algérie depuis l'accession de ce pays à l'indépendance, en 1962.

M. Ségard a annoncé que son collègue, M. Layachi Fakher, se rendrait en juin à Paris, dans le cadre des rencontres semestrielles dont ils sont convenus, et qu'il participera lui-même à la Foire internationale d'Alger, en août. Il a enfin précisé que le ministre des finances, M. Small Mahroug, l'a informé qu'une procédure simplifiée et automatique pour le transfert des comptes-départs définitifs sera applicable à partir du 1er avril.

Elle concerne les cas suivants : Argent déposé sur des comptes avant le 30 octobre 1963 ; produit d'une vente immobilière effectuée régulièrement devant notaire, à

quelque date que ce soit ; réalisation de valeurs mobilières ; produits des indemnités ; indemnités décidées par une instance judiciaire. Enfin, solde de tous comptes, inférieurs à 2000 F (cette clause vise en particulier les coopérants qui regagnent la France).

Pour obtenir le transfert, les intéressés doivent adresser une demande au centre de chèques postaux ou à la banque algérienne où sont déposés les fonds, en fournissant un certificat de nationalité et un certificat de résidence en France ou, dans le cas de Français qui quittent actuellement l'Algérie, un certificat de changement de résidence.

Cette procédure automatique s'applique à toutes les sommes d'un montant égal ou inférieur à 50 000 dinars, ce qui représente 92 % des comptes-départs définitifs. Pour les sommes supérieures, la procédure est la même, mais une autorisation de la banque centrale d'Algérie est nécessaire.

Les versements seront effectués en trois tranches, selon la formule 0 - 6 - 12 : le premier tiers est transféré au moment de la demande ; le second, six mois après ; le troisième, au douzième mois. Les autorités algériennes ont demandé à M. Ségard que le gouvernement français prenne des dispositions pour informer, dans les meilleures conditions, les rapatriés et les autres catégories de personnes intéressées par les mesures prévues.

En ce qui concerne les comptes d'attente, appelés également comptes de non-résidents, qui intéressent des sommes dont l'origine reste à déterminer, les autorités algériennes ont fait savoir qu'elles étudient la mise en place d'une procédure rapide.

PAUL BALTA.

AMÉRIQUES

Chili

M. Sicco Mansholt dénonce la « terreur » exercée par la junte

Amsterdam (A.F.P., A.P., Reuters). — Alors que la session du Club de Paris, consacrée à la négociation de la dette extérieure chilienne, devait s'ouvrir le mardi 25 mars, M. Sicco Mansholt, vice-président de l'Internationale socialiste et ancien président de la Commission économique européenne, de retour d'un séjour de deux semaines au Chili, a accusé la junte militaire de Santiago d'imposer « une terreur comparable à celle que faisait régner la Gestapo pendant la seconde guerre mondiale ».

A l'occasion d'une conférence de presse, réunie le samedi 23 mars à Amsterdam, M. Mansholt a déclaré que l'Internationale socialiste demanderait, en conséquence, à tous les pays de refuser toute aide économique au Chili. Il a ajouté qu'il avait laissé à l'ambassadeur des Pays-Bas à Santiago un message destiné au général Pinochet, chef de l'Etat, exprimant « le sentiment d'horreur » qu'il avait éprouvé durant son séjour. Le vice-président de l'Internationale socialiste avait eu l'occasion de rencontrer plusieurs personnes qui avaient été torturées par la police : en particulier, une femme dont la poitrine avait été gravement brûlée, et des hommes dont les organes sexuels avaient été soumis à des chocs électriques.

« La Dina (service national de renseignements) a des contacts directs avec le gouvernement. Pinochet reçoit son chef tous les matins et lui donne ses instructions », a ajouté M. Mansholt. Les forces chiliennes de sécurité, opérant en civil, emmènent les gens arbitrairement, ce qui permet d'imposer une crainte continue à la population. Beaucoup de Chiliens a ajouté l'ancien président de la Communauté économique européenne, demeurent désemparés, sans qu'aucune accusation ait été prononcée contre eux.

M. Mansholt, qui a rencontré, de façon confidentielle, des personnalités ecclésiastiques et des représentants des partis politiques interdits, a, en particulier, exprimé sa profonde admiration pour le cardinal Raúl Silva Henríquez, archevêque de Santiago, qui, plus que quiconque, fait ce qu'il peut pour défendre les droits civils. « En dehors de l'Eglise, seul le parti communiste semble avoir un contact réel avec les masses », a déclaré le vice-président de l'Internationale socialiste.

M. Mansholt a, toutefois, estimé que, malgré la terreur, les indemnités, l'inflation rapide, et qui a diminué le pouvoir d'achat de 60 %, et la famine qui règne dans la population pauvre », la junte « obtiendrait une majorité si des élections avaient lieu actuellement », en raison « de l'absence d'une solution de rechange ».

IL FAUT REINTEGRER L'ARMÉE DANS LA NATION.

Les préventions de l'armée contre la gauche et de la gauche contre l'armée doivent disparaître.



pages : 30 F

FLAMMARION.

CORRESPONDANCE

La précarité du statut des coopérants

Les coopérateurs algériens, à l'instar de ceux de tous les autres pays, ont subi une dégradation de leur statut. Cette dégradation est due à la dévaluation du franc algérien, qui a entraîné une perte de valeur de leur patrimoine. Les coopérateurs ont donc subi une perte de leur pouvoir d'achat, ce qui a entraîné une dégradation de leur statut. Cette dégradation est due à la dévaluation du franc algérien, qui a entraîné une perte de valeur de leur patrimoine. Les coopérateurs ont donc subi une perte de leur pouvoir d'achat, ce qui a entraîné une dégradation de leur statut.

Demain Varves soudé au XV^e arr fera corps avec Paris. La rénovation est en marche... après les résidences Les Vignes, Jean Jaurès, Maine-Anjou, Pasteur

voici que s'élève la...

RESIDENCE MARCEAU

22 rue Marceau à Varves

A VENDRE Prix fermes et APPARTEMENTS définitifs

2-3-5 pièces étages supérieurs parkings souterrains

Primes à la construction

Prêts bancaires, employeurs et divers 80 %

renseignements bureau de vente appartement témoin 22 rue Marceau Varves tél. 736 31 98 tous les jours de 14 h 30 à 18 h

livrable immédiatement

SEMICLE 7665176

Renseignements SEMICLE 7665176

Un ordinateur à imprimante papier, c'est un Balzac manchot.

L'imprimante la plus rapide du monde s'essouffle derrière un ordinateur. Même à 1000 lignes/mn elle fait perdre un temps considérable et consomme trop de papier. Alors voici le COM (Computer Output Microfilm).

Un système que nous maîtrisons parfaitement chez Agfa-Gevaert puisqu'en 3 ans nous avons réussi une percée spectaculaire sur le marché européen en installant une centaine d'appareils. Le principe? Simple.

L'écriture se fait sur film, à la vitesse de l'électricité, sans aucune inertie. Un tel système est d'une extrême rapidité dans la diffusion et la transmission. Les gains de temps et place sont considérables. Et les économies de papier spectaculaires.

Dans ce domaine, comme dans ceux du microfilm traditionnel ou de la reprographie, Agfa-Gevaert apporte un service complet de grande qualité.

Nous fabriquons ou diffusons tout le hardware jusqu'aux fournitures. Et nous assurons le software pour tous les types d'ordinateurs car notre expérience internationale nous a permis d'aborder et de résoudre tous les problèmes qui peuvent se présenter.

Alors allez-vous laisser encore longtemps votre cerveau sans bras?

AGFA-GEVAERT COM Agfa-Gevaert. Une "imprimante" sans inertie.



AGFA-GEVAERT. EQUIPEMENT DES ENTREPRISES 70.000 LECTEURS DE MICROFILMS EN SERVICE EN EUROPE.

Pour en savoir plus sur le COM ou sur l'un de nos systèmes Microfilm, téléphonez au 967.81.44 ou écrivez à Agfa-Gevaert DEE - 274, avenue Napoléon Bonaparte - 92502 Rosny-Bois-Blanc.

OUX...

ou retrouvez-les..

IT CAPILLAIRE DOE CAP

livrable immédiatement

SEMICLE 7665176

صكنا من الأهل

EUROPE

ASIE

Grande-Bretagne

Les députés travaillistes écossais se prononcent contre le maintien du pays dans la C.E.E.

La campagne des partisans du « non » au référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. a pratiquement commencé. Les députés travaillistes écossais, réunis en congrès, ont voté, dimanche 23 mars, à une large majorité contre le maintien du pays dans la Communauté européenne. Dimanche après-midi, trois ministres du gouvernement de M. Wilson, MM. Anthony Wedgwood Benn (Industrie), Peter Shore (Commerce) et Mme Judith Hart (Développement outre-mer), ont tenu une conférence de presse à Londres pour expliquer pourquoi ils votent « non » au référendum. Ce lundi matin, le Times a écrit que le premier ministre, M. Harold Wilson, et le ministre des Affaires étrangères, M. Callaghan, avaient menacé de démissionner si le conseil exécutif du Labour adoptait, mercredi prochain, une motion de M. Ian Mikardo, ancien président du parti, demandant au Labour de faire campagne contre la recommandation gouvernementale pour le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne.

De notre correspondant

Londres. — La « guerre civile » qui a éclaté au sein du parti travailliste entre adversaires et partisans du Marché commun n'a pas connu de trêve pendant le week-end. Prenant la parole à Aberdeen, samedi 23 mars, devant l'assemblée du parti travailliste écossais, M. Wilson a fixé les limites du droit au désaccord des membres du cabinet. Il a notamment averti ses collègues qu'il ne tolérerait pas qu'ils sacrifient leur fonction ministérielle à la campagne référendaire.

Le premier ministre a, par ailleurs, demandé que la bataille soit conduite « avec modération, entre camarades et amis ». Toutefois, les arguments de M. Wilson en faveur de l'Europe n'ont pas convaincu les députés écossais qui, comme prévu, ont demandé le retrait de la Grande-Bretagne de la Communauté, par trois cent quatre-vingt-cinq voix contre deux cent quatre-vingt-cinq voix. Le départ anticipé de M. Wilson de la réunion lui a évité d'entendre le verdict.

Suisse

LE CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE CONFIRME SON ORIENTATION MODÉRÉE

Berne. — Le Congrès du parti socialiste suisse, qui s'est tenu en fin de semaine à Zurich, a donné le coup d'envoi de la campagne pour les élections législatives d'octobre prochain.

En présence de deux membres socialistes du gouvernement helvétique, les députés ont mis au point le programme électoral du parti. Il insiste sur les thèmes suivants : lutte contre la hausse des prix ; sécurité de l'emploi ; protection de l'environnement ; meilleure répartition des charges fiscales ; égalité des chances pour les deux sexes.

Le congrès a également décidé de demander d'initiative populaire, une révision du droit foncier.

À propos des questions militaires, le parti socialiste se montre favorable à un libre choix entre le service armé et le service civil. En outre, il propose que les dépenses militaires soient réduites, le cas échéant, dans la même proportion que les dépenses sociales.

Dans l'ensemble, le congrès de Zurich aura confirmé l'orientation nettement modérée et réformiste du parti socialiste suisse. M. Willi Richli, chef du département fédéral des transports, des communications et de l'énergie, a pris la parole pour justifier la participation socialiste au gouvernement.

Contrairement aux années précédentes, l'aile gauche du parti ne s'est guère manifestée au cours des délibérations. Enfin, les députés ont élu un nouveau président, M. Helmut Hubacher, député de Bâle, qui succède à M. Arthur Schmid. — J.-C. B.

Espagne

LA JUNTE DÉMOCRATIQUE DEMANDE À L'ARMÉE DE RESTER NEUTRE DANS LE DÉBAT POLITIQUE

Madrid (A.F.P., A.P.J.). — La Junte démocratique de Madrid, autonome, dans la capitale, de la Junte démocratique d'Espagne, dont les chefs de file sont MM. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, et Rafael Calvo Sotelo, personnalité monarchiste libérale, a lancé, le samedi 23 mars, un appel à la neutralité de l'armée, afin que les citoyens puissent mener en marche des réformes démocratiques dans le pays. La Junte démocratique a également, dans un texte remis à la presse étrangère, demandé aux Madrilènes de leur leur de travail et de résidence, première étape de la création d'une « assemblée démocratique ». La Junte d'Espagne organisera prochainement, est-il enfin annoncé, des journées nationales d'action pour la « conquête définitive des libertés ».

Vietnam du Sud

Situation très difficile pour les forces de Saigon près de Hué et sur les Hauts-Plateaux

De violents combats se sont poursuivis dimanche 23 et lundi 24 mars dans différentes régions du Vietnam du Sud où les forces gouvernementales ont dû opérer de nouveaux replis et se trouvent, en plusieurs endroits, sous pression de graves difficultés.

La situation est particulièrement délicate dans deux secteurs. Aux abords de Hué, les forces communistes ont enlevé plusieurs positions tenues par les troupes de Saigon au sud de la ville. La vieille cité impériale, abandonnée par 90 % de ses habitants, a été touchée par plusieurs obus et ne peut plus recevoir depuis dimanche les communications téléphoniques du reste du pays.

Plus au sud, sur les Hauts-Plateaux, des unités communistes bloquent, d'autre part, le passage de forces gouvernementales battant en retraite depuis Ban-Mé-Thuot le long de la route nationale n° 21 et se dirigent vers la côte.

Selon la radio nord-vietnamienne, les forces communistes se seraient emparées de la totalité de la province de Binh-Lang, le long de la frontière cambodgienne, au nord de Saigon. Cette nouvelle n'est pas confirmée dans la capitale sud-vietnamienne.

L'exode des populations réfugiées qui fuient les provinces septentrionales du pays et la région des Hauts-Plateaux, se poursuit dans des conditions lamentables. Le nombre total des réfugiés dépasse officiellement cinquante mille personnes. Des informations contradictoires circulent quant aux événements qui marquent cet exode. Lundi matin, des Informations faisaient état du naufrage en mer d'un bateau transportant trois mille personnes. Les agences indiquent cependant, par la suite, que le nombre des victimes serait inférieur à cent.

Le président Ford se dit « très inquiet »

Washington (A.F.P., A.P.J.). — Une certaine confusion est sensible à Washington à propos de l'évolution de la situation en Indochine. Tandis que la Maison Blanche et l'Administration présidentielle sont plus ou moins ouvertement l'effondrement des régimes de Phnom-Penh et de Saigon au cas où le Congrès ne leur accorderait pas sans tarder une aide supplémentaire, s'énervent les représentants viennent de commencer leurs vacances de Pâques et aucun vote ne peut désormais intervenir avant la mi-avril.

Dans une interview au Philadelphia Bulletin du dimanche 23 mars, le secrétaire à la Défense, M. James Schlesinger, paraît vouloir éviter tout affaiblissement en déclarant que le passage de l'Asie du Sud-Est sous domination communiste ne modifierait pas d'une manière significative l'équilibre militaire mondial au détriment des États-Unis.

Cambodge

Le pont aérien ravitaillant Phnom-Penh a été rétabli

Après une interruption de quarante-huit heures, le pont aérien assurant le ravitaillement de Phnom-Penh en armes et en vivres a repris le lundi 24 mars. La pression des Khmers rouges reste cependant très forte aux alentours de l'aérodrome de Pochentong, qui avait été atteint par une vingtaine de roquettes avant l'atterrissage du premier appareil lundi en fin de matinée. À Phnom-Penh, le maréchal Lon Nol a démenti les rumeurs faisant état de sa démission. Le « New York Times » croit savoir que le chef de l'État cambodgien a pris toutes les dispositions pour pouvoir quitter rapidement le pays mais qu'il n'avait pas encore arrêté, dimanche, de décision définitive à ce sujet.

À Pékin, le prince Sihanouk, parlant à l'occasion d'une réception organisée pour le cinquième anniversaire de la création du FUNC et à laquelle assistait notamment le vice-premier ministre chinois, M. Teng Hsiao-ping, a réitéré son opposition à toute négociation avec le gouvernement de M. Lon Nol actuellement en fonctions à Phnom-Penh. D'autre part, dans une interview que publie le quotidien « Libération », le prince déclare : « Nous ne devons pas attaquer directement Phnom-Penh, car il ne faut pas donner un prétexte aux U.S.A. pour faire intervenir de nouveaux contre nous leurs propres forces armées. Nous devons continuer à appliquer patiemment notre stratégie de guerre d'usure. »

Comme l'indique notre envoyé spécial, cette guerre d'usure est très éprouvante pour les forces gouvernementales. Celles-ci ont mené en cours des derniers jours leur principal effort en direction de Tuol-Leap — à 10 kilomètres à l'ouest de Pochentong — dans l'intention d'alléger la pression de l'adversaire sur l'aérodrome.

De notre envoyé spécial

Phnom-Penh. — Depuis plus de deux semaines, les troupes gouvernementales ont lancé tous leurs moyens dans le bataille de Tuol-Leap dans le but d'assurer un périmètre de sécurité autour de l'aéroport et de stopper toutes les possibilités d'infiltration vers le plateau. Plus de cinq mille hommes, soit environ le quart des troupes qui défendent la capitale, ont été lancés dans l'opération qui semble, néanmoins, piétiner dans la confusion. Les Khmers rouges, disposant d'un artillerie abondamment fournie en munitions, tiennent tête avec acharnement. Ils ont dû reculer dans certains secteurs, dont celui de Tuol-Leap, d'où ils tiraient au canon de 105 — de fabrication américaine — sur l'aéroport, mais ne sont plus, jour après jour, pas avec certitude qui tient la bourgade de Tuol-Leap. Les républicains affirment l'occuper, mais certaines de leurs cartes militaires indiquent que leurs unités de pointe en sont à une centaine de mètres. Et cela au prix de lourdes pertes : depuis le début de la « deuxième phase » de l'offensive, le 17 mars, cinquante soldats ont été tués et deux cents blessés. Quant à la bri-

gade qui tient le sud de la route n° 4, elle a perdu deux cents tués et quatre cents blessés depuis janvier, sur un effectif initial de mille sept cents hommes. Certains soldats, terrorisés par les nouvelles mines chinoises, indétectables, refusent d'avancer.

Les rapports américains sur la bataille ne sont guère optimistes. Une courte visite sur le terrain l'explique aisément. Paris un matin à la recherche du front, nous avons cherché en vain le P.C. opérationnel : il venait de quitter le temple chinois où il avait été installé, car trop de roquettes y tombaient, et les derniers soldats qui s'y trouvaient encore ne savaient pas où il avait été transféré. Nous étions dans de plates terres de rizière, parsemées de bouquets de palmiers à sucre. Tuol-Leap, « rattachée par les troupes républicaines », était à 8 kilomètres, mais l'aviation bombardait à 2 kilomètres seulement.

De retour au quartier général de l'opération, en retrait du front, tout l'état-major avait disparu. Mais, du bord de la route, des blindés et une centaine de fantassins parlaient en

opérations, déployés en éventail. Plus près, des hélicoptères faisaient la navette avec Kompong-speu, car la route est coupée par des unités khmères rouges quelques kilomètres plus loin. Soldats, mais aussi femmes et enfants, descendant de l'appareil qui chargeait les nouveaux passagers avant de repartir dans un nuage de poussière vers le sud de la route dans une région supposée « nettoyée » des Khmers rouges.

Qui tient quoi ? Qui avance et qui recule ? Il est bien difficile de répondre à cette question, mais la recrudescence des bombardements à la roquette de l'aéroport et leur efficacité accrue montrent que l'opération de dégagement entreprise autour de Pochentong est loin d'être couronnée de succès. Les Américains semblent s'inquiéter ou s'irriter de la « lenteur » de leurs amis et pourtant ceux-ci ne manquent pas de matériel. Tous les officiers rencontrés le répètent, sans ce commandant qui se plaignait amèrement de ne toucher que trois fois par mois pour sa radio, soit à peine de quoi la faire fonctionner une semaine. « Que faire pendant les longs autres semaines », nous demandait-il ?

A ce rythme-là la bataille de Phnom-Penh, risqué de durer longtemps et de causer encore de lourdes pertes. Mais, le but principal des assaillants est-il de prendre la capi-

PATRICE DE BEER.

Vietnam du Sud Situation très difficile pour les forces de Saigon près de Hué et sur les Hauts-Plateaux

De violents combats se sont poursuivis dimanche 23 et lundi 24 mars dans différentes régions du Vietnam du Sud où les forces gouvernementales ont dû opérer de nouveaux replis et se trouvent, en plusieurs endroits, sous pression de graves difficultés.

La situation est particulièrement délicate dans deux secteurs. Aux abords de Hué, les forces communistes ont enlevé plusieurs positions tenues par les troupes de Saigon au sud de la ville. La vieille cité impériale, abandonnée par 90 % de ses habitants, a été touchée par plusieurs obus et ne peut plus recevoir depuis dimanche les communications téléphoniques du reste du pays.

Plus au sud, sur les Hauts-Plateaux, des unités communistes bloquent, d'autre part, le passage de forces gouvernementales battant en retraite depuis Ban-Mé-Thuot le long de la route nationale n° 21 et se dirigent vers la côte.

Selon la radio nord-vietnamienne, les forces communistes se seraient emparées de la totalité de la province de Binh-Lang, le long de la frontière cambodgienne, au nord de Saigon. Cette nouvelle n'est pas confirmée dans la capitale sud-vietnamienne.

L'exode des populations réfugiées qui fuient les provinces septentrionales du pays et la région des Hauts-Plateaux, se poursuit dans des conditions lamentables. Le nombre total des réfugiés dépasse officiellement cinquante mille personnes. Des informations contradictoires circulent quant aux événements qui marquent cet exode. Lundi matin, des Informations faisaient état du naufrage en mer d'un bateau transportant trois mille personnes. Les agences indiquent cependant, par la suite, que le nombre des victimes serait inférieur à cent.

Le président Ford se dit « très inquiet »

Washington (A.F.P., A.P.J.). — Une certaine confusion est sensible à Washington à propos de l'évolution de la situation en Indochine. Tandis que la Maison Blanche et l'Administration présidentielle sont plus ou moins ouvertement l'effondrement des régimes de Phnom-Penh et de Saigon au cas où le Congrès ne leur accorderait pas sans tarder une aide supplémentaire, s'énervent les représentants viennent de commencer leurs vacances de Pâques et aucun vote ne peut désormais intervenir avant la mi-avril.

Dans une interview au Philadelphia Bulletin du dimanche 23 mars, le secrétaire à la Défense, M. James Schlesinger, paraît vouloir éviter tout affaiblissement en déclarant que le passage de l'Asie du Sud-Est sous domination communiste ne modifierait pas d'une manière significative l'équilibre militaire mondial au détriment des États-Unis.

On ne soigne plus à Neak-Luong...

Un photographe français, M. Sylvain Julienne, qui a pu se rendre à Neak-Luong (une cinquantaine de kilomètres au sud de Phnom-Penh), nous a rapporté environ deux mille soldats gouvernementaux, a relaté en ces termes à l'agence France-Press la détresse des défenseurs de la ville :

Il y a dans la ville, recouverte de la poussière des explosions de projectiles de tous genres qui tombent à la cadence de deux ou trois par minute. Installés au milieu des cadavres, ils n'ont plus rien que leurs fusils, des munitions mais pas de riz.

Sur l'autre d'atterrissage, la sécurité est plus grande, car le périmètre de défense s'étend jusqu'à atteindre 2 kilomètres. L'hélicoptère se pose au milieu de plusieurs centaines d'hommes et de femmes prostrés, couverts de sang, aux blessures ouvertes.

On ne soigne plus à Neak-Luong. Les rotations d'hélicoptères ne servent plus qu'à l'évacuation de ceux qui sont encore assez valides pour se hisser à bord. Les appareils arrivent à vide. Il n'y a plus de médicaments non plus. Ils seraient d'ailleurs inutilisés : le médecin est parti depuis quelques jours. Les bras ne sont plus que moignons, les jambes sont à moitié arrachées, les plaies béantes dans la chaleur et la poussière. Les morts sont enveloppés dans leur linceul de plastique.

Les yeux recommencent à brûler quand on entend les battements des pales de l'hélicoptère. Tout un monde d'éloqués s'agite, cherche un appui, appelle. C'est la ruée des brancards soulevés sans ménagement, la course éperdue vers la plate-forme.

Des officiers ne comprennent pas que l'ambassade américaine n'entende plus leurs appels. « Une trentaine de rotations suffiraient pour évacuer les blessés », disent-ils. Mais une semaine a passé, sans réponse.

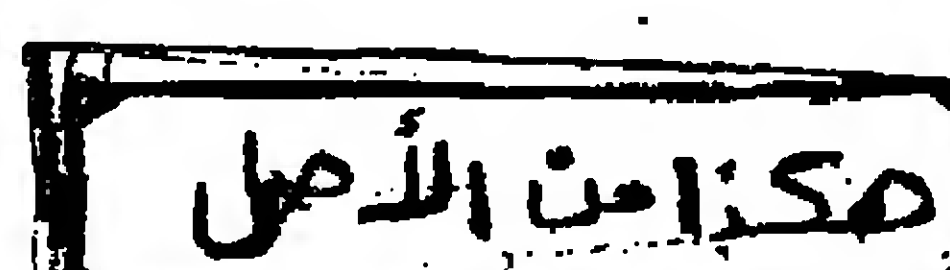
selon l'international des composants électroniques 75

2 au 8 avril excepté dimanche 6

paris 9 h 18 h - porte de versailles

organisation S.D.S.A. 20, rue homelin, 75116 paris - tél. 553.13.26

organisation S.D.S.A. 20, rue homelin, 75116 paris - tél. 553.13.26



سكزامن الأهل

Portugal TONS A LA CONSTITUANTE e les partis politiques

Le P.C.P. annonce le 23 mars de nouvelles élections à la Constituante. Les partis politiques portugais se préparent à la bataille électorale. Le P.C.P. annonce le 23 mars de nouvelles élections à la Constituante. Les partis politiques portugais se préparent à la bataille électorale.

Le Conseil de la révolution dénonce une organisation terroriste de droite basée en Espagne

Le Conseil de la révolution dénonce une organisation terroriste de droite basée en Espagne. Le Conseil de la révolution dénonce une organisation terroriste de droite basée en Espagne.

Mouvement du P.C.I. Les communistes italiens en Espagne

Mouvement du P.C.I. Les communistes italiens en Espagne. Le mouvement du P.C.I. Les communistes italiens en Espagne.

audiovisuel et communication 4° salon international

2 au 8 avril excepté dimanche 6

paris 9 h 18 h - porte de versailles

organisation S.D.S.A. 20, rue homelin, 75116 paris - tél. 553.13.26

organisation S.D.S.A. 20, rue homelin, 75116 paris - tél. 553.13.26

organisation S.D.S.A. 20, rue homelin, 75116 paris - tél. 553.13.26

organisation S.D.S.A. 20, rue homelin, 75116 paris - tél. 553.13.26

organisation S.D.S.A. 20, rue homelin, 75116 paris - tél. 553.13.26

organisation S.D.S.A. 20, rue homelin, 75116 paris - tél. 553.13.26

سكزامن الاصل



DIRECTEUR INDUSTRIEL

+ 150.000 F

Une société française, leader national dans son domaine et bien placée sur le plan européen, a décidé de créer le poste de Directeur Industriel et en recherche le titulaire (résidence à 150 km de Paris). Il rendra compte au Directeur Général et sera membre du Comité de Direction. Sa mission principale consistera à diriger les 3 unités de production de la Société et l'ensemble de leurs services : fabrication, personnel, bureau d'études, achats, ordonnancement, méthodes, etc. (Effectif total supérieur à 1.000 personnes). Il participera activement à l'élaboration de nouveaux produits et déterminera les besoins en investissements. Il travaillera dans le cadre d'objectifs et de budgets, avec l'appui d'un système informatique complet. Ce poste convient à un candidat âgé de 40 ans minimum, titulaire d'un diplôme d'ingénieur (X, C, AM) ayant assumé la direction d'une ou plusieurs unités de production dans une entreprise d'au moins 500 personnes, de préférence dans le secteur mécanique ou électromécanique. Les qualités de meneur d'hommes et d'animateur alliées à un solide sens pratique et à la capacité de prévoir à long terme seront déterminantes dans la réussite à ce poste. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences acquises, sera de l'ordre de 150.000 F et pourra être supérieure pour un candidat le justifiant. Les candidatures seront examinées sur un plan strictement confidentiel par notre consultant chargé de cette recherche. Ecrire à Croix. Réf. A/4218M

DIRECTEUR COMMERCIAL

130.000 F

Matériaux de couverture — Un important groupe industriel récemment constitué, affilié à un groupe international exerçant ses activités dans le domaine des matériaux de couverture, recherche pour faire face à des projets de développement ambitieux un Directeur Commercial. Celui-ci dépendra directement du Président. Il aura la responsabilité du marketing et de la vente. La force de vente est actuellement composée d'une vingtaine de personnes réparties sur le territoire français et devra être doublée pour assurer la couverture totale du Marché comprenant certains pays limitrophes. Pour remplir ces fonctions, il faut être capable d'analyser, former, motiver, vendre et imposer de nouvelles conceptions de travail dans une profession traditionnelle. Ayant pour responsabilité majeure d'organiser l'action commerciale et la pénétration du marché, il devra respecter les impératifs de rentabilité dans le cadre des budgets dont il aura la gestion. Ce poste conviendrait à un homme de 30 ans minimum, ayant une solide formation marketing et l'expérience de la vente et possible dans le milieu du bâtiment. Une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction des compétences acquises. Ecrire à Paris. Réf. A/2181BM

CHIEF EXECUTIVE

120.000 F

System building - Paris — The J.E. LESSER GROUP is looking for a chief executive for our French system building subsidiary in Paris. Aged at least 35, he must be bilingual English-French with previous senior management experience in the construction industry, preferably in system building. An excellent salary will be negotiated with profit participation and the usual benefits. Career prospects are enormous in a highly successful and diversified international group committed to growth. For an application form and job description telephone or write with concise details to: M.M. J. FORAN, La Préfabrication Moderne, J.E. Lesser Group, Staines Road, Hounslow, Middle - tel. 572 75 33 — telex Hounslow 936161. Réf. B/5464M

CONTROLE FINANCIER

110.000 F

Bruxelles — Un important groupe mondial, bien implanté en Europe, offre à de jeunes contrôleurs financiers de larges perspectives d'avenir dans le cadre d'une direction financière. Après avoir acquies une solide expérience de nos techniques comptables, ils auront normalement accès à des postes de responsabilités au sein des filiales européennes. Dans les mois à venir, plusieurs postes vont être disponibles à la suite de ces mouvements de personnel. Ces postes conviendront à des comptables diplômés, ayant acquis trois à quatre années d'expérience dans l'industrie soit en tant que contrôleur financier de petites sociétés, soit dans un poste plus spécialisé au sein de services financiers et comptables d'une société importante. La connaissance courante de l'anglais est impérative. Les candidats seront d'abord chargés des analyses et des contrôles financiers aussi bien que des projets spécifiques à l'ensemble du groupe et/ou à chaque filiale, en collaboration étroite avec la direction. De nombreux déplacements sont à prévoir. A la rémunération annuelle de départ s'ajouteront divers avantages. Ecrire à Paris. Réf. B/5463M

DIRECTEUR REGIONAL

75.000 F

Alimentation du Bétail — Une société française appartenant à un groupe international important, l'une des premières dans sa profession, recherche un Directeur Régional. Il aura pas dans l'immédiat d'affectation fixe, mais après une période de formation et rendant compte au Directeur Commercial. Il se verra confier des missions d'assistance dans telle ou telle région en fonction des besoins. Dans le cadre d'une politique des ventes et de budgets préalablement discutés, il assurera alors avec la collaboration de chefs de vente la réalisation des objectifs fixés. Il participera en outre au recrutement, à la formation et à l'animation de la force de vente. Il passera la plus grande partie de son temps sur le terrain. Ce poste convient à un ouïllé de 30 ans ou moins, soit de formation commerciale (ESG ou équivalent), soit de formation agri, agro ou équivalent ayant acquis une expérience commerciale. Dans tous les cas, il devra déjà avoir eu la responsabilité de la conduite d'une équipe. Outre des qualités d'adaptation et une personnalité affirmée, une grande mobilité et une grande disponibilité pour toute région sont nécessaires. La connaissance de l'anglais constitue un atout supplémentaire. La rémunération de départ de l'ordre de 75.000 F sera fonction des compétences acquises. Ce poste peut déboucher à terme sur une affectation fixe et des fonctions de plus haut niveau. Ecrire à Croix. Réf. A/4216M

JEUNE INGÉNIEUR

75.000 F

Adjoint Directeur Usine — Une société française spécialisée dans la production et la vente de biens d'équipement d'utilisation courante et leader national et européen dans son domaine, recherche un Adjoint au Directeur de ses usines situées à 100 km au nord de Paris. Il remplira une mission générale d'assistance auprès de ce dernier en le secondant sur tous les plans de la direction et la gestion des usines et en assurant son intérêt en cas d'absence. Il veillera tout particulièrement à la gestion des approvisionnements, et supervisera un atelier de mécanique fournissant les outillages. Il évoluera également les problèmes de sous-traitance de façon à déterminer ce que la société a intérêt à fabriquer par elle-même ou par l'extérieur. Ce poste convient à un candidat, titulaire d'un diplôme d'ingénieur et ayant acquis une expérience d'au moins 2 ans à un poste de responsabilité (bureau d'étude, méthodes, production, planning, etc.) de préférence dans les secteurs mécanique ou matières plastiques. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences acquises, sera de l'ordre de 75.000 francs. Le développement de la société garantit une évolution intéressante du poste. Ecrire à Croix. Réf. B/9090M

Adressez C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A), aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B), les réponses seront transmises directement à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service de Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA CONSEILLER DE DIRECTION S. A.

8, rue Bellini, 75782 Paris - Codex 16 - Tél. 727-35-79
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. 52-90-43
19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelona - Bruxelles - Copenhagen - Frankfurt - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

LE VOYAGE DE M. CHIRAC

Un entretien de près de trois heures

(Suite de la première page.)

Puis M. Jacques Chirac ajouta, en désignant le groupe de journalistes français, et avec une hausse incrédulいた : « Tous ces journalistes pour moi tout seul ! »
M. Chirac, quant à lui, s'est déclaré « très impressionné par son voyage en Sibirie, en particulier à Bratsk », qui aurait « bouleversé ses notions de géographie ». Il s'est aussi déclaré « ému par la chaleur de l'accueil reçu en U.R.S.S. ».

Lorsque M. Chirac a mentionné sa visite à Bratsk, M. Brejnev a paru étonné et a déclaré : « Mais le croyais que vous n'alliez qu'à Stalingrad ? »
Si les autorités soviétiques choisissent de manifester publiquement leur mauvaise humeur, ce ne sera que dans quelques jours, par l'intermédiaire de commentateurs de presse. L'incident créé par le premier ministre ne pourra très certainement pas affecter gravement la coopération franco-soviétique, mais il n'en favorisera cependant pas le développement. D'autant plus que cette affaire fait suite aux critiques acerbes lancées à la fin de 1974, par M. Poniatowski, contre le P.C.F. et ses liens avec l'U.R.S.S. De source soviétique officielle, on laisse entendre que M. Giscard d'Estaing avait promis à M. Brejnev, lors de leur rencontre en décembre dernier à Rambouillet, que des écarts de langage de ce genre ne se reproduiraient pas.

En matière de politique étrangère, les entretiens de M. Chirac à Moscou ont porté essentiellement sur la conférence de Genève sur la sécurité et la coopération en Europe.

On ne s'attend pas que le communiqué franco-soviétique avalisé le 20 juin avancée par M. Brejnev pour réunir le « sommet » paneuropéen. Les deux pays pourraient, cependant, se déclarer décidés à intensifier leurs efforts pour développer la détente européenne et favoriser un succès total de la conférence. C'est d'un tel succès, on le sait, que dépend la tenue du « sommet » de Helsinki.

M. Chirac, ainsi que M. Sauvagnargues, ont très rapidement passé en revue les autres problèmes internationaux du moment ; le communiqué devrait sans doute évoquer le problème du Proche-Orient et faire référence à une reprise des travaux de la conférence de Genève aussitôt que possible. On pense aussi que la crise cypruite sera mentionnée et que sera condamnée, plus nettement qu'auparavant, l'attitude de la Turquie. La situation au Cambodge et au Vietnam du Sud sera aussi très certainement mentionnée.

Le communiqué devait aussi comporter une partie économique. Les discussions à ce sujet ont été menées non seulement par M. Chirac mais aussi par M. d'Ornano, ministre de l'Industrie. Allusion serait faite à un certain nombre de projets de coopération franco-soviétique, dont la préparation est déjà bien avancée : la possibilité de la construction par Pechiney d'un important ensemble d'usines d'alumine et d'aluminium, un autre projet pour le traitement du gaz d'Orenbourg, etc.

Des discussions ont aussi eu lieu au niveau des experts en vue d'une autorisation de survol du territoire

soviétique par le Concorde et de l'utilisation par l'avion supersonique soviétique de l'espace aérien français.

JACQUES AMALRIC.

DES CONTRATS D'UNE VALEUR DE 13 MILLIARDS DE FRANCS

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, a fait, le 23 mars, à L'Ekoutsk (Sibirie) un décompte des contrats actuellement négociés entre la France et l'U.R.S.S. Il a cité un ensemble de projets dont le montant total atteint 13 milliards de francs : la troisième tranche de l'usine de traitement du gaz d'Orenbourg (1,8 milliard de francs) ; une usine de circuits imprimés (450 millions de francs) ; une usine d'éléments pour enfants (400 millions de francs) ; une usine de compresseurs (800 millions de francs) ; une usine d'ammoniac et son pipeline (1,2 milliard de francs) ; des nouveaux projets de coopération dans le domaine de la chimie (2,5 milliards de francs) ; les recherches pétrolières « off shore » de l'ERAP au large de Barents (400 millions de francs).

Le contrat le plus important concerne la société Pechiney-Ugine-Kuhlmann. M. d'Ornano a avancé le chiffre de 13 milliards de francs pour l'ensemble des projets soviétiques en matière d'usines d'alumine et d'aluminium, dont la moitié, soit 6 à 7 milliards de francs, reviendra directement à la France. Ces chiffres sont nettement plus importants qu'on ne s'y attendait généralement. Au siège de la société à Paris, on tient à préciser cependant que les négociations sont loin d'être achevées (la question du prix ne viendrait en discussion qu'au début du mois de mai).

L'ensemble du projet prévoit la construction d'une usine de 1 million de tonnes par an de capacité au bord de la mer Noire, et celle d'une usine d'aluminium de 500 000 tonnes par an. Ce dernier chiffre représente l'équivalent de la production française d'aluminium. La baisse nécessaire au fonctionnement de ce complexe serait importée d'Afrique.

Enfin, on a appris dimanche qu'une lettre d'intention avait été signée ces derniers jours entre un groupe français (comprenant notamment Valloire et Saint-Gobain-Font-a-Mousson) et l'U.R.S.S. pour la fourniture de 1 million de tonnes de tuyaux pour le transport du gaz, d'une valeur de 3 à 4 milliards de francs. M. d'Ornano a indiqué que cette commande n'était pas comprise dans le chiffre de 13 milliards de francs.

M. Bernard Stasi, vice-président du Centre Démocratie et Progrès (parti de M. Duhamel), ancien ministre, a exprimé, dimanche 23 mars, sa profonde satisfaction de ce que les processus engagés par les démocrates sociaux ou, tout dernièrement, par l'Association des réformateurs, représentent une étape importante vers la nécessaire unification des forces réformatrices du pays.

M. Stasi ajoute : « Il importe, maintenant, pour les démocrates réformateurs, de donner un contenu à cette volonté de réforme que manifestent les Français ». L'ancien ministre se propose d'animer cet effort au sein de groupes de réflexion, en y associant largement, en province comme à Paris, les hommes et les femmes désireux de mieux comprendre leur temps, qu'ils soient ou non engagés dans la vie politique ».

L'Association des travailleurs comoriens en France lance un appel à toutes les personnes désireuses d'aider la population des Comores, victime depuis un mois d'une épidémie de choléra. Les dons peuvent être adressés à M. Chachou, trésorier de l'association, 34, rue de l'Égalité, 92 000 - Bagnelet, ou directement au compte courant de l'association, n° 003283-24 B.N.P. agence Didot, 67, boulevard Brune, 75014 - Paris.

Figures libres sur la glace sibérienne

De nos envoyés spéciaux

Bratsk. — Dans le programme minuté établi par les Soviétiques, tout concourait à faire de la journée de samedi une journée de détente. Arrivé à Irkoutsk en compagnie de M. Kiriline, vice-président du gouvernement soviétique, M. Chirac a bien trouvé une température de moins 15 degrés, mais aussi un ciel pur et bleu, un soleil radieux. Bref, un temps idéal pour une excursion au lac Balkal encore pris par les glaces.

C'est par la route que M. Chirac et sa suite se sont rendus au lac, distant de 70 kilomètres de Irkoutsk, traversant une infime partie de cette interminable forêt sibérienne aux ressources naturelles exceptionnelles. Le chef du gouvernement a tout d'abord visité le musée de l'Institut géologique, où sont percés les mystères des sables lacustres, puis, toujours soucieux de son image, il s'est arrêté, avec son entourage, à admirer les paysages habituels, aux exigences des photographes en s'aventurant sur le lac, dont la croûte de glace est encore suffisamment épaisse pour supporter le passage des lourds véhicules qui relient les rives distantes de quelques dizaines de kilomètres et dominées par des sommets de 4 000 mètres d'altitude.

Après ces « figures libres » sur la glace, M. Chirac a visité une maison de repos, puis participé à un banquet organisé par le comité exécutif du soviet de la région. Banquet imposant, plantureux, mais dépourvu de formalisme de rigueur à Moscou, et au cours duquel le premier ministre a invité le responsable de la région à se rendre en France. Il a aussi improvisé un toast fort chaleureux, au cours duquel il a notamment mentionné le trentième anniversaire de la victoire sur l'hitlérisme, un événement que les Soviétiques s'apprêtent à commémorer avec une ampleur exceptionnelle au mois de mai prochain et qu'ils voudraient consacrer par l'événement d'un « nouvel ordre européen ».

Revenu du Balkal par la route longeant le fleuve Angara, toujours pris par les glaces, M. Chirac a été convié par ses hôtes à assister, dans une salle de cinéma d'Irkoutsk, à la projection privée d'un long documentaire sur l'industrie du bois. Dehors, tandis qu'avait lieu la nuit le froid devenait plus piquant, plusieurs centaines de badauds attendaient, les pieds dans la neige, le départ des grosses limousines noires.

Toujours coiffé de sa chapka d'ondre, le premier ministre a repris, dimanche matin, l'ilyou-chine-42 de l'aéroclub, que le gouvernement a mis à sa disposition pour ses déplacements intérieurs, afin de regagner Bratsk. Durant une heure, il a survolé, dans un ciel étonnamment limpide, l'infime taiga où

les rivières et les lacs pris par les glaces traçent avec les sombres forêts une composition complexe et contrastée. A son arrivée, la température était exceptionnellement clémente pour la saison : zéro degré. Parcourant les hautes forêts enneigées de mélèzes et de bouleaux au milieu desquelles s'est bête, depuis vingt ans seulement, cette cité de pionniers, M. Chirac est passé devant le colossal alignement de trente-deux hangars de 650 mètres de long chacun, abritant les tours du complexe de production d'aluminium. Le directeur de l'usine, qui a confié au premier ministre que le volume de la production était secret, a néanmoins affirmé qu'il était le plus élevé du monde. Il devrait, en effet, être de l'ordre de 600 000 tonnes par an.

A plusieurs kilomètres de là — les diverses cités et usines de Bratsk sont réparties dans des clairières sur plus de 46 kilomètres — M. Chirac s'est rendu dans la plus importante fabrique de cellulose d'Union soviétique, qui produit actuellement 1 million de tonnes d'articles divers. Les treize mille travailleurs de ce complexe englobent aussi les bûcherons qui, dans un rayon de 150 kilomètres « seulement », abattent les arbres de la forêt sibérienne parmi les chasseurs de loups, d'ours et de zibelines.

Après un repas à l'hôtel Taiga et un « bain de foule » pris parmi les quelque cinq cents Sibériens venus là ce dimanche, le premier ministre s'est rendu sur le haut lieu de Bratsk. L'un des barrages les plus puissants du monde, cause et raison d'être de l'ensemble urbain et industriel réalisé ici malgré le froid et la distance. Après être descendu dans la salle des turbines, muni sur la digue, avoir écouté les explications techniques, scruté les courbes et graphiques et surtout admiré le grandiose paysage couvert de neige et la « mer de Bratsk » (600 kilomètres de long), le chef de gouvernement, sur le livre d'or, a rendu hommage à « la volonté et la capacité des travailleurs soviétiques ».

Tout au long de ces deux jours de vacances sibériennes, sans doute incité par l'amabilité de l'accueil, par le soleil ou encore « le talon ou la neige ou aussi quelque diable le poussant », M. Jacques Chirac s'est employé à multiplier les contacts cordiaux, les conversations intimes et les confidences compliquées avec les journalistes français qui l'accompagnent mais à une condition — que nous respectons — celle de ne pas citer ses propos...

ANDRÉ PASSERON, JACQUES AMALRIC.

VERSE AVEC
COMMENTAIRES DE LA PRESSE
LETTRES
Conservé votre situation ou trouvez-en une meilleure avec la STAC
nouveau service straplan
67, av. Mozart, 75014 Paris
Tél. : 224-52-46

Libres opinions
UNE FRANCE CIVILISÉE

par SERGE-CHRISTOPHE KOLM (**)

On parle beaucoup de l'armée, chez nous. Beaucoup pour un pays en paix, inapte du service militaire, mirage des mirages, bombes atomiques dans le Pacifique, pare à char de Larzac, 17% du budget de l'Etat, millions de personnes dérangées et patrimoine culturel dégradé par les amusements des pilotes militaires, « malaises » des appelés, des sous-officiers, des officiers, des généraux, de tout le monde, quel qu'il soit. Et l'on propose remèdes, améliorations et aménagements, bien pleins d'arrière-pensées électorales ou industrielles.

Qu'on me permette de faire part de la conviction intime à laquelle je suis arrivé, après avoir accumulé une masse assez substantielle d'informations et de réflexions sur les divers aspects de cette question. C'est celle-ci. Le nombre d'hectares optimal du camp de Larzac, c'est zéro. Le nombre de mois optimal du service militaire, c'est zéro. Le meilleur nombre de mirages, c'est zéro. On devrait détruire sur-le-champ, complètement, au vu et au su de tous, tout notre stock de bombes atomiques et les installations nécessaires pour les construire, et prendre solennellement à la face du monde l'engagement de n'en plus produire. Le bon niveau du budget de la « défense nationale », c'est zéro (ou, plus exactement, c'est les pensions et primes de reconversion nécessaires pour que les membres actuels des forces armées ne souffrent pas personnellement des erreurs de politique du passé). En d'autres termes, l'armée française ne me semble plus avoir, dans le monde actuel et à venir, de rôle qui justifie ses coûts.

On ne peut être d'avis contraire que si l'on peut apporter une réponse précise à la question : est-il ou n'est-il pas plus avantageux, par quel scénario nous arriverait-il quelque chose ?

Les guerres coloniales sont finies, faute de colonies et parce qu'on n'en veut plus. On ne se battra pas contre les Comores. On ne se battra pas contre les Afars ni les Issas. On ne se battra pas — il faut que l'on ne se batte pas — au sujet du statut des Antilles françaises. N'en déplaise à M. Kissinger, je ne pense pas que les Français voudront tuer pour du pétrole.

Reste l'Union soviétique (et ses alliés). Mon impression, aussi informée que possible, y compris par quelque connaissance de ce pays, est que, au point où en est l'histoire, jamais il ne trouvera intérêt à faire déferter ses chars ou tomber ses bombes sur la France. L'armée rouge est, certes, intervenue en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie. Mais ce sont les pays du « domaine réservé » et du glacis militaire de l'U.R.S.S. ; c'est tout autre chose. Et personne n'envisage d'utiliser l'armée française pour « libérer » les satellites. Quel intérêt l'Union soviétique aurait-elle à détruire ou tuer en France ou à occuper ce pays dans l'hostilité générale de la population (y compris certainement celle des communistes français) ? Ni la stratégie, ni l'économie, ni la politique ne le justifiaient, de son propre point de vue.

Quant à la « finlandisation », j'avoue ne pas comprendre ce que cela peut vouloir dire dans notre cas. La Finlande a une longue frontière commune avec l'U.R.S.S. ; elle est aux portes de Leningrad ; elle a donc, pour ce pays-ci, une grande importance à la fois stratégique et politique. Mais elle n'a pas de ressources géologiques et politiques par la propagande, et l'effet de démonstration, au lieu de vie. Ce n'est pas le cas de la France. Imaginons, par ailleurs et par exemple, que l'ambassadeur d'U.R.S.S. demande au gouvernement français d'interdire la publication des œuvres de Soljénitsine en France. Ce gouvernement refuse en expliquant que la liberté d'expression est la règle dans notre pays. Est-ce pour cela que des chars ou bombes russes arriveraient ? D'ailleurs, pour que ceci soit bien clair, au moment de la déclaration de délimitation, le gouvernement français annoncerait dès l'avance son refus de céder à toute pression extérieure. Il n'en surviendrait sans doute pas.

Un fait d'importance subsiste cependant : les forces armées des pays du pacte de Varsovie sont très importantes et croissantes. Pourquoi, si l'U.R.S.S. n'a pas d'intention agressive envers l'Europe de l'Ouest ? N'y a-t-il plusieurs raisons : maintien du pouvoir politique en Europe de l'Est, barrière à une pénétration chinoise en Sibirie et en Asie centrale, effet de démonstration générale dans le monde (c'est en particulier le rôle de la marine). Mais la principale me semble être l'importance des militaires, dont le prestige et le pouvoir croissent avec le volume des armées, au sein de la structure de pouvoir soviétique, et le fait que leurs arguments touchent une couche particulièrement sensible dans cette population aux obsessions obsessionnelles trop bien expliquées par l'histoire. L'OTAN n'attaquera bien sûr pas, comme ils disent le craignent, l'Union soviétique et son glacis. Mais ce n'est pas parce que la société soviétique commet ainsi une énorme erreur économique que nous devons les suivre (la défense représente chez eux 17% du revenu national, et non pas, comme en France, du budget de l'Etat, c'est-à-dire une proportion de ce revenu cinq fois plus forte). Et qu'un pays de l'Ouest désarma sera un argument efficace pour les Russes qui comprennent cela (il y en a).

La force armée peut encore avoir un autre usage. Le simple prestige international. Etre une nation considérée, consultée. Faire partie des « clubs » des grands et forts. Etre entendu. Pouvoir parler haut. Etc. Mon impression sincère est que tout cela est de la bêtise, ou de l'hypocrisie, pour faire admettre un intérêt personnel quelconque. La masse du peuple s'en moque et elle en juge sainement. Mieux vaut parler juste que haut, et c'est certainement bien plus efficace en profondeur. Mieux vaut une nation rayonnante par sa civilisation, son style de vie, sa culture, ses paysages, sa littérature, sa langue, son art, sa science, sa sagesse, que crainte pour ses divisions ou ses bombes. On admire un homme parce qu'il est sage, intelligent, beau, etc., pas parce qu'il a un revolver en poche.

Et si l'ennemi, enfin, était à l'intérieur ? Ce n'est évidemment pas une question futile. Mai-juin 1968 s'est passé le matin de la nuit où les chenilles des chars ont retenti sur le pavé de Rambouillet. C'est même l'emploi principal des armées dans le monde de maintenant. Ma réponse est que c'est un autre problème. Correz si vous voulez les effets de la gendarmerie, en lui donnant en outre ce qui est possible : ce n'est pas ce dont il s'agit ici.

Plus d'armée française ? Quel changement dans les esprits ! Personne d'intégré dans ce pays et son histoire n'y pense sans un pincement de cœur. Surtout quand on a passé quelques années de sa vie, bonne ou mauvaise, dans cette institution. Mais une nouvelle ère est là. Rendons-nous-en compte. Nous avons mieux à faire de nos ressources et de nous-mêmes. Et peut-être même suffi-il, pour que le monde ouvre les yeux et suive, qu'un grand pays, fasse le premier pas. Pourquoi pas nous ?

(*) Directeur d'études à l'École pratique des hautes études.

ET LA CONTROVERSE AVEC M. MARCHAIS

Un démenti du premier ministre

Dans ses dernières éditions datées du 23-24 mars le Monde a fait état du démenti de M. Chirac aux confidences qu'on lui avait prêtées sur le contenu de ses prochaines conversations avec M. Brejnev. On a vu d'interview prise en Sibirie et diffusée à Paris par France-Inter, le 22 mars, le premier ministre a déclaré : « Je vous dis tout de suite que je n'ai jamais fait de « petite phrase » et que, bien entendu, je n'ai confié à personne la teneur des entretiens que j'ai eus avec M. Brejnev, ce qui serait tout à fait anormal et, fût-ce, tout à fait incoincidental ».

Depuis, M. Chirac a confirmé le texte de la dépêche publiée par l'A.F.P. sur l'action du P.C.F. au regard de la défense nationale (le Monde daté 23-24 mars) et a précisé :

« J'ai parfaitement dit cela. Cela n'a rien de voir avec mes entretiens avec M. Brejnev. Ce n'est pas une confidence, c'est une opinion que j'ai formulée devant un certain nombre de journalistes avant mon départ pour l'U.R.S.S. et également à Moscou, dans un cadre qui n'avait rien à voir avec les entretiens que j'ai eus avec M. Brejnev. Il y a là une espèce d'amalgame qui ne doit pas être faite ».

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE

L'ADRORE : de Henriot à de Gaulle... « Bien avant Chirac, d'autres chefs du gouvernement français ont rendu en U.R.S.S. sans se faire faute d'offrir l'attention des maîtres du Kremlin sur leurs représentants à Paris, sur le monde soviétique que ces représentants ont représenté, mais dans un cadre qui n'avait rien à voir avec les entretiens que j'ai eus avec M. Brejnev ».

LE QUOTIDIEN DE PARIS : savoureux paradoxe... « Que Jacques Chirac cherche un allié en Leonid Brejnev alors que Georges Marchais dénonce ce qu'il estime être une invitation faite aux dirigeants de l'U.R.S.S. de s'engager dans les « affaires intérieures françaises » ne constitue pas seulement un savoureux paradoxe. Cela montre qu'une ère est peut-être en train de s'achever dans l'histoire du mouvement communiste français ».

LE FIGARO : la modération du P.C. condition de notre politique d'indépendance... « Ce qui surprend, c'est que le premier ministre ait apparemment violé le principe sacro-saint du parti communiste selon lequel l'Union soviétique s'accorde aisément avec l'anticommunisme à l'intérieur, grâce au respect de la distinction rigoureuse entre celui-ci et celle-là... La diplomatie d'indépendance nationale, vue de Moscou, présente des contours substantiels ; elle affaiblit l'OTAN, elle crée les prémisses de la « détente », elle crée des dissensions entre Européens. Elle a donné au terme d'atlantisme une résonance péjorative... Mais la coïncidence partielle des intérêts français et soviétiques est un fait qui ne peut être nié... C'est un fait qui est au cœur de la situation internationale... C'est un fait qui est au cœur de la situation internationale... C'est un fait qui est au cœur de la situation internationale... ».

LIBERATION : Chirac ne nous a pas convaincu... « Chirac ne nous a pas convaincu : le grand soir n'est pas pour demain, et nous croyons que le grand soir n'est pas pour demain, et nous croyons que le grand soir n'est pas pour demain... ».

M. GEORGES SARRE (P.S.) : le P.C. sert de bouc émissaire... « Les attaques quotidiennes des accusateurs grossiers portées contre les communistes par les hommes de la majorité, nous ramènent à notre rôle de bouc émissaire... ».

L'HUMANITÉ : l'intérêt de la France serait de se dégager de l'alliance atlantique... « L'humanité s'en prend, dans son numéro du 24 mars, au général Becam qui estime, souligne le général Becam, que l'Union soviétique n'est pas une alliée... ».

M. GEORGES SARRE (P.S.) : le P.C. sert de bouc émissaire... « Les attaques quotidiennes des accusateurs grossiers portées contre les communistes par les hommes de la majorité, nous ramènent à notre rôle de bouc émissaire... ».

L'HUMANITÉ : l'intérêt de la France serait de se dégager de l'alliance atlantique... « L'humanité s'en prend, dans son numéro du 24 mars, au général Becam qui estime, souligne le général Becam, que l'Union soviétique n'est pas une alliée... ».

M. GEORGES SARRE (P.S.) : le P.C. sert de bouc émissaire... « Les attaques quotidiennes des accusateurs grossiers portées contre les communistes par les hommes de la majorité, nous ramènent à notre rôle de bouc émissaire... ».

L'HUMANITÉ : l'intérêt de la France serait de se dégager de l'alliance atlantique... « L'humanité s'en prend, dans son numéro du 24 mars, au général Becam qui estime, souligne le général Becam, que l'Union soviétique n'est pas une alliée... ».

M. GEORGES SARRE (P.S.) : le P.C. sert de bouc émissaire... « Les attaques quotidiennes des accusateurs grossiers portées contre les communistes par les hommes de la majorité, nous ramènent à notre rôle de bouc émissaire... ».

L'HUMANITÉ : l'intérêt de la France serait de se dégager de l'alliance atlantique... « L'humanité s'en prend, dans son numéro du 24 mars, au général Becam qui estime, souligne le général Becam, que l'Union soviétique n'est pas une alliée... ».

M. GEORGES SARRE (P.S.) : le P.C. sert de bouc émissaire... « Les attaques quotidiennes des accusateurs grossiers portées contre les communistes par les hommes de la majorité, nous ramènent à notre rôle de bouc émissaire... ».

L'HUMANITÉ : l'intérêt de la France serait de se dégager de l'alliance atlantique... « L'humanité s'en prend, dans son numéro du 24 mars, au général Becam qui estime, souligne le général Becam, que l'Union soviétique n'est pas une alliée... ».

M. GEORGES SARRE (P.S.) : le P.C. sert de bouc émissaire... « Les attaques quotidiennes des accusateurs grossiers portées contre les communistes par les hommes de la majorité, nous ramènent à notre rôle de bouc émissaire... ».

L'HUMANITÉ : l'intérêt de la France serait de se dégager de l'alliance atlantique... « L'humanité s'en prend, dans son numéro du 24 mars, au général Becam qui estime, souligne le général Becam, que l'Union soviétique n'est pas une alliée... ».

M. GEORGES SARRE (P.S.) : le P.C. sert de bouc émissaire... « Les attaques quotidiennes des accusateurs grossiers portées contre les communistes par les hommes de la majorité, nous ramènent à notre rôle de bouc émissaire... ».

L'HUMANITÉ : l'intérêt de la France serait de se dégager de l'alliance atlantique... « L'humanité s'en prend, dans son numéro du 24 mars, au général Becam qui estime, souligne le général Becam, que l'Union soviétique n'est pas une alliée... ».

M. GEORGES SARRE (P.S.) : le P.C. sert de bouc émissaire... « Les attaques quotidiennes des accusateurs grossiers portées contre les communistes par les hommes de la majorité, nous ramènent à notre rôle de bouc émissaire... ».

L'HUMANITÉ : l'intérêt de la France serait de se dégager de l'alliance atlantique... « L'humanité s'en prend, dans son numéro du 24 mars, au général Becam qui estime, souligne le général Becam, que l'Union soviétique n'est pas une alliée... ».

M. GEORGES SARRE (P.S.) : le P.C. sert de bouc émissaire... « Les attaques quotidiennes des accusateurs grossiers portées contre les communistes par les hommes de la majorité, nous ramènent à notre rôle de bouc émissaire... ».

L'HUMANITÉ : l'intérêt de la France serait de se dégager de l'alliance atlantique... « L'humanité s'en prend, dans son numéro du 24 mars, au général Becam qui estime, souligne le général Becam, que l'Union soviétique n'est pas une alliée... ».

M. GEORGES SARRE (P.S.) : le P.C. sert de bouc émissaire... « Les attaques quotidiennes des accusateurs grossiers portées contre les communistes par les hommes de la majorité, nous ramènent à notre rôle de bouc émissaire... ».

L'HUMANITÉ : l'intérêt de la France serait de se dégager de l'alliance atlantique... « L'humanité s'en prend, dans son numéro du 24 mars, au général Becam qui estime, souligne le général Becam, que l'Union soviétique n'est pas une alliée... ».

VOYAGE DE M. CHIRAC

Les de près de trois heures

Dans ses dernières éditions datées du 23-24 mars le Monde a fait état du démenti de M. Chirac aux confidences qu'on lui avait prêtées sur le contenu de ses prochaines conversations avec M. Brejnev. On a vu d'interview prise en Sibirie et diffusée à Paris par France-Inter, le 22 mars, le premier ministre a déclaré : « Je vous dis tout de suite que je n'ai jamais fait de « petite phrase » et que, bien entendu, je n'ai confié à personne la teneur des entretiens que j'ai eus avec M. Brejnev, ce qui serait tout à fait anormal et, fût-ce, tout à fait incoincidental ».

DES COMPTES D'UNE VIE DE 13 MILLIARDS DE FRANCS

« J'ai parfaitement dit cela. Cela n'a rien de voir avec mes entretiens avec M. Brejnev. Ce n'est pas une confidence, c'est une opinion que j'ai formulée devant un certain nombre de journalistes avant mon départ pour l'U.R.S.S. et également à Moscou, dans un cadre qui n'avait rien à voir avec les entretiens que j'ai eus avec M. Brejnev ».

sur la face sibérienne

« J'ai parfaitement dit cela. Cela n'a rien de voir avec mes entretiens avec M. Brejnev. Ce n'est pas une confidence, c'est une opinion que j'ai formulée devant un certain nombre de journalistes avant mon départ pour l'U.R.S.S. et également à Moscou, dans un cadre qui n'avait rien à voir avec les entretiens que j'ai eus avec M. Brejnev ».

LE QUOTIDIEN DE PARIS : savoureux paradoxe

« Que Jacques Chirac cherche un allié en Leonid Brejnev alors que Georges Marchais dénonce ce qu'il estime être une invitation faite aux dirigeants de l'U.R.S.S. de s'engager dans les « affaires intérieures françaises » ne constitue pas seulement un savoureux paradoxe. Cela montre qu'une ère est peut-être en train de s'achever dans l'histoire du mouvement communiste français ».

LE FIGARO : la modération du P.C. condition de notre politique d'indépendance

« Ce qui surprend, c'est que le premier ministre ait apparemment violé le principe sacro-saint du parti communiste selon lequel l'Union soviétique s'accorde aisément avec l'anticommunisme à l'intérieur, grâce au respect de la distinction rigoureuse entre celui-ci et celle-là... La diplomatie d'indépendance nationale, vue de Moscou, présente des contours substantiels ; elle affaiblit l'OTAN, elle crée les prémisses de la « détente », elle crée des dissensions entre Européens. Elle a donné au terme d'atlantisme une résonance péjorative... Mais la coïncidence partielle des intérêts français et soviétiques est un fait qui ne peut être nié... C'est un fait qui est au cœur de la situation internationale... C'est un fait qui est au cœur de la situation internationale... C'est un fait qui est au cœur de la situation internationale... ».

LIBERATION : Chirac ne nous a pas convaincu

« Chirac ne nous a pas convaincu : le grand soir n'est pas pour demain, et nous croyons que le grand soir n'est pas pour demain, et nous croyons que le grand soir n'est pas pour demain... ».

M. GEORGES SARRE (P.S.) : le P.C. sert de bouc émissaire

« Les attaques quotidiennes des accusateurs grossiers portées contre les communistes par les hommes de la majorité, nous ramènent à notre rôle de bouc émissaire... ».

L'HUMANITÉ : l'intérêt de la France serait de se dégager de l'alliance atlantique

« L'humanité s'en prend, dans son numéro du 24 mars, au général Becam qui estime, souligne le général Becam, que l'Union soviétique n'est pas une alliée... ».

M. GEORGES SARRE (P.S.) : le P.C. sert de bouc émissaire

« Les attaques quotidiennes des accusateurs grossiers portées contre les communistes par les hommes de la majorité, nous ramènent à notre rôle de bouc émissaire... ».

Conservé votre situation ou trouvez-en une meilleure avec la STAC

La nature à la Foire du livre de Bruxelles

De notre correspondant

Bruxelles. — La septième Foire internationale du livre a fermé ses portes à Bruxelles, le dimanche 23 mars, et ses organisateurs ont déclaré que le résultat est très satisfaisant. Le bilan définitif n'est pas encore établi, mais en un peu plus d'une semaine, 160 000 visiteurs ont parcouru le salon contre 170 000 l'an dernier.

C'est un résultat remarquable quand on songe que les deux premiers jours de la Foire des manifestations politiques bloquaient l'accès de la place Rogier, où se tenait l'exposition. Pour une des raisons citées, celle des communistes flamands, le dimanche 16 mars, quatre mille gendarmes quadrillaient la capitale. Malgré ces circonstances, et en dépit de la crise économique, la Foire du livre a été un succès considérable, et les éditeurs se déclarent satisfaits. Alors qu'ils craignaient les effets de la récession, leur chiffre d'affaires a été aussi important que l'an dernier. Ils en retirent l'impression que l'édition surmontera la crise sans trop de difficultés.

Trente-trois pays participent à la septième Foire du livre, notamment les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Chine, le Japon, le Venezuela, l'Arabie Saoudite, Israël, ainsi que les deux Allemagnes.

Le thème cette année était « la nature », et en marge de la Foire, des expositions avaient été organisées par le ministère français de la culture, le Musée royal des sciences naturelles, le Jardin zoologique d'Anvers, etc. A la Foire même, la nature occupait une place importante — ce qui a permis aux visiteurs de constater que l'environnement n'est pas une préoccupation nouvelle : plusieurs collections, surtout américaines, y étaient consacrées depuis 1930. On a pu remarquer également une évolution profonde de l'édition consacrée à la nature. L'augmentation des tirages s'accompagne de belles des prix et surtout une approche plus scientifique.

En marge de la Foire du livre, un groupe belge, Nos enfants et leurs livres, avait organisé la première exposition internationale du livre de poche pour enfants. — P. de V.

Une exclusivité mondiale du 1er promoteur aux USA

UNE RESIDENCE SECONDAIRE AUX ETATS-UNIS

Site exceptionnel 2600 à 3000 F le m2 Sécurité indiscutée Immeuble terminé clef en main Rentabilité par contrat Crédit exceptionnel sur 30 ans

Pour renseignements et dossier complet écrire à : M. Jacques De Moncan S.A. 92, Champs-Élysées 75008 PARIS

Tel. 225 18-78 - 258 02-94

Nom : Adresse : Tél. :

Signature

سكزامن الاصل

LE MEURTRE DE MOHAMED MOUSSA

La police recherche un Nord-Africain qu'elle tient pour un témoin important

Une enquête minutieuse est en cours... La police recherche un Nord-Africain qu'elle tient pour un témoin important...

Après la diffusion, le 17 mars, de l'émission « Les atomes », la télévision semble ouvrir au débat...

« Pourquoi l'efficacité de la police est-elle nulle à Marseille ? »

demande le député de l'Arrondissement d'Alger

Le député de l'Arrondissement d'Alger demande pourquoi l'efficacité de la police est-elle nulle à Marseille ?

La demande d'indemnité de la veuve de Maurice Audin a été...

La demande d'indemnité de la veuve de Maurice Audin a été... Le tribunal administratif de Paris...

L'AFFAIRE DEGA EN APPEL

Quatre peines sont aggravées

Quatre peines sont aggravées... L'affaire Dega en appel...

D'une chaîne à l'autre

A 2 A PASSÉ SES COMMANDES A LA S.F.P.

La société de télévision Antenne 2 a transmis à la Société française de production...

LES « ATOMES » INTERDITS PASSERAIENT BIEN TÔT SUR A 2

Après la diffusion, le 17 mars, de l'émission « Les atomes », la télévision semble ouvrir au débat...

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro de la semaine...

CHAÎNE I : TF 1

16 h. 40 « Spécial Pâques Jeunesse ». Une heure quarante de dessins animés...

19 h. 45 Feuilleton : Le temps de vivre, le temps d'aimer.

TELE magazine à la ligne DE CHANCE

20 h. 35 Au théâtre ce soir : « La ligne de chance ». D'A. Huisson, mise en scène J. Ardouin...

CHAÎNE II (couleur) : A 2

19 h. 45 Feuilleton : L'âge en fleur.

20 h. 35 Dramatique : « Les Amants d'Avignon ». G.E. Triollet, réal. P. Seban...

CHAÎNE III (couleur) : FR 3

16 h. 40 Spécial Pâques Jeunesse.

18 h. 45 Pour les petits : Filopap et Patafil.

19 h. 45 Feuilleton : Le temps de vivre, le temps d'aimer.

20 h. 50 Les animaux du monde, de F. de la Grange.

21 h. 15 Jeu : « Les passagers de l'hiver ».

22 h. Émission littéraire : Plaine page, prod. de Jean Moras.

CHAÎNE II (couleur) : A 2

16 h. 10 Les après-midi d'A. Jammot.

18 h. 30 Pour les petits : Le palmier des enfants.

19 h. 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.

20 h. 35 Documentaire de l'écran, d'A. Jammot.

« Storm warning » (Alerte à l'ouragan), de St. Heisler (1950), avec G. Rogers...

« Les Klux Klan », de Richard Brooks, est resté inédit en France.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 24 MARS

M. Michel Durafour, ministre du travail, répond à dix questions posées par France-Inter...

M. Paul Lombard est interrogé par Pierre Desgraupes au sujet des « greffes d'organes hors la loi »...

« Le Grand-Orient » expose son point de vue à la tribune libre de FR 3...

MARDI 25 MARS

Le Mouvement éco-politique exprime son opinion à la tribune libre de FR 3...

« Participation et autogestion » est le sujet de « dialogue » entre MM. Léo Hamon et Gilles Martini...

« Le Ku Klux Klan » est le thème du débat des « Dossiers de l'écran »...

LES PROGRAMMES

LUNDI 24 MARS

22 h. 25 Ballet : « Comme la princesse Salomé est belle ce soir »...

CHAÎNE III (couleur) : FR 3

19 h. Pour les jeunes : Osmond Brothers et Initiation au tennis.

19 h. 40 Tribune libre : Le Grand-Orient.

20 h. Émissions régionales.

20 h. 30 Prestige du cinéma : « Les Misérables », de J.-P. Le Chanois (1877)...

FRANCE-CULTURE

20 h. Indéfini futur, par C. Dupont : Internationalisation des ressources naturelles...

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.). Festival estival de Paris 1974, concert donné en la Chapelle par le Florissant Musicum...

FRANCE-CULTURE

20 h. Dialogues, Émission enregistrée en public, par R. Pillaultin...

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.). Récital Guy Tournon, Deuxième prix de « Printemps de Prague »...

FRANCE-CULTURE

20 h. 30 (S.). Récital Guy Tournon, Deuxième prix de « Printemps de Prague »...

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.). Récital Guy Tournon, Deuxième prix de « Printemps de Prague »...

FRANCE-CULTURE

20 h. 30 (S.). Récital Guy Tournon, Deuxième prix de « Printemps de Prague »...

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.). Récital Guy Tournon, Deuxième prix de « Printemps de Prague »...

RADIO-TÉLÉVISION

SPECTACLES

Conventions historiques

Une série chassé l'autre, le samedi, sur Antenne 2. A peine est-on débarrassé des « Charnes de l'été »...

« Le Grand-Orient » expose son point de vue à la tribune libre de FR 3...

Accord de principe sur la fusion d'« Entreprise » et des « Informations »

Un accord de principe est intervenu le vendredi 21 mars pour la fusion...

Le conflit du « Parisien libéré »

La situation n'a pas évolué au « Parisien libéré », dont le tirage est toujours limité...

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

Le conflit du « Parisien libéré »

En bref

Cinéma

Deux dessins animés chinois

Deux petites héroïnes de la aloppe (1965) contes la véritable histoire, survenue un an plus tôt...

La révolution culturelle et divers événements politiques récents semblent, au contraire, avoir influencé le second dessin animé...

La couleur est plus contrastée, le graphisme militant comme sur les posters...

Galeries

Babou : vue sur les toits

Ce n'est pas la première fois que Babou s'en prend aux signes extérieurs de richesse...

Galeries

Babou : vue sur les toits

Ce n'est pas la première fois que Babou s'en prend aux signes extérieurs de richesse...

Galeries

Babou : vue sur les toits

Ce n'est pas la première fois que Babou s'en prend aux signes extérieurs de richesse...

Galeries

Babou : vue sur les toits

Ce n'est pas la première fois que Babou s'en prend aux signes extérieurs de richesse...

Galeries

Babou : vue sur les toits

Ce n'est pas la première fois que Babou s'en prend aux signes extérieurs de richesse...

Galeries

Babou : vue sur les toits

Ce n'est pas la première fois que Babou s'en prend aux signes extérieurs de richesse...

Ce n'est pas la première fois que Babou s'en prend aux signes extérieurs de richesse...

MECCARILLOS, la gourmandise du fumeur de brunes.

مركزنا الأصلي

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

< La Salamandre > en tournée

Pendant que Gildas Bourdet, nouveau directeur du Centre dramatique du Nord, et toujours directeur de La Salamandre voyage de Tourcoing à Paris pour préparer « l'Ombre » d'Eugène Schwarz, qui sera créée au Festival d'Avignon, le reste de l'équipe joue en tournée « Profolding folles ».

La tournée a commencé à Marseille, au Nouveau Gymnase, parce que le spectacle est une coproduction de l'Action culturelle du Sud-Est. Il a rayonné dans la région (Marseille, Aix-en-Provence) avant de remonter sur Le Havre, pour un adieu au quai des Brumes, où la Salamandre est née.

« Profolding folles » est une comédie musicale pour enfants. Comédie musicale : elle comporte beaucoup de chansons et même quelques danses. Pour enfants : elle dure une heure dix, se joue le matin, l'après-midi et le samedi soir. Mais on ne saurait trop conseiller aux parents de prendre une heure dix sur leur temps et d'accompagner leur progéniture. Ils pourront apprécier mieux encore que les petits l'avalanche de gags, de clips d'œil ironiques, les décors en hommage à Magritte, les deux espions industriels, clowns-clochards transformés en explorateurs du cosmos, un ordinaire plus perfectionné que celui de « l'Odyssée de l'espace » — car il ne s'agit rien moins que d'une personne humaine, — et un professeur Profolding qui fait irrésistiblement penser à Jules Berry.

La fable est simple et tend à montrer que si tout le monde sait que l'argent ne fait pas le bonheur, peu de gens envisagent sérieusement de partager ce qu'ils ont. A partir de là, les comédiens ont décidé de s'amuser, s'en donner à cœur joie, puisant leur style burlesque, saut, gambade, tombent, font éclater des bombes, suffisamment de fois pour faire éclater de rire les enfants et en même temps ils nous entraînent dans un monde de fantaisie proche de Méliès, aussi délicatement beau, aussi poétique.

Avec ses airs qui chantent bien à l'oreille, sa vitalité en forme d'hymne à la joie, « Profolding folles » abat sans douleur le mur des générations. Un spectacle pour enfants, pour adultes, un bon spectacle tout simplement. — C. G.

M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a déclaré, lors de la cérémonie de réouverture du Musée du cinéma au palais de Chaillot, samedi 22 mars, qu'il ne laisserait pas mourir la Cinéma-thèque française et que « l'action entreprise depuis quelques années pour poursuivre et intensifier » le rôle de la Cinéma-thèque française « a été rendue hommage à Henri Langlois, souhaitant que « les rapports entre l'Etat et la Cinéma-thèque soient clarifiés et de tout ce qui a pu dans le passé

Cinéma

Le phénomène Marjoe

Enfant prodige de la prédication, Marjoe Gortner a été pendant toute son enfance et son adolescence l'instrument de ses parents, à qui il a rapporté la coquette somme de 3 millions de dollars en répétant dans les églises, sous les chapiteaux de l'Ouest américain, la leçon apprise. D'une certaine manière, cela lui plaisait d'être « preacher » : par la façon d'entrer en transe en s'appuyant sur des astuces, sur des « gimmicks » comme l'évocation de Jésus, en utilisant des attitudes scéniques empruntées à Mick Jagger, la manière de marcher, de sautiller sur place, de courir presque, puis de s'arrêter net, dans un flash, de se heurter comme à l'invisible et de jeter sa violence, son trop-plein de

L'évangélisme et ses dupes

Vêtu de candeur et d'un pull blanc, ses longues jambes recroquevillées sous lui, Marjoe (de Marie et Joseph) Gortner contourne de jouer son rôle. Mais lequel ? Celui de singe dressé, comme lorsqu'il avait quatre ans ? De jeune Savonarole vitupérant les foules ? Ou de cynique démontant les ruines de sa supercherie et riant de la naïveté des gens ? Ici ce sont la sincérité, la modestie qui triment. Ce film est une confession publique douloureuse, faite pour démasquer une duplicité qui ne saurait durer. Un film lucratif ? « Il a coûté 190 000 dollars à faire et il a déjà rapporté 4 millions de dollars aux Etats-Unis », dit Marjoe modestement. « Mais j'en ai encore touché peu ». Un sourire. « Et j'aurais pu gagner encore beaucoup plus comme prédicateur ».

Dans ce film, vous dites qu'à aucun moment vous n'avez cru en Dieu ou en vos pouvoirs « miraculeux ». Et vos parents ? — Ils étaient sincères à leur manière. C'est vrai que je représentais la quatrième génération de prédicateurs. Mon grand-père était missionnaire en Afrique. Mes parents étaient évangélistes ambulants quand ils se sont mariés. Mais je connais trop les ficelles du métier pour y croire. Ma mère buvait et je n'aurais pu gagner beaucoup de sous à dénoncer l'alcool comme diabolique.

A quatre ans, vous en avez eu assez et vous êtes parti. Pourquoi être revenu sept ans plus tard à votre ancien « métier » ? — On a dit que c'était uniquement pour l'argent, mais ce n'est pas tout à fait vrai. Après plusieurs années, où j'ai enfin découvert la vie, l'amour — car je n'ai pas eu de véritable enfance — je suis allé au collège où j'ai fréquenté des mouvements politiques. J'ai manifesté contre la guerre, contre le racisme. C'est alors que j'ai eu l'idée de retourner à l'église pour prêcher l'évangile social, la révolution. Ce fut un désastre ! Le public était muet, et, après mon sermon, le pasteur m'a dit : « Ici on ne mélange pas religion et politique ». Le lendemain, ils m'étaient que trente à venir écouter. Alors j'ai décidé de

les perturber ». La réouverture du musée coïncidait jour pour jour au quatre-vingtième anniversaire de la première projection publique d'un film des frères Lumière.

Le réalisateur et acteur allemand Paul Verhoeven est mort samedi 22 mars. Il était âgé de soixante-quatorze ans. Paul Verhoeven avait été en scène plus de cinquante films et dirigé depuis 1963 le théâtre Kammertheater de Munich.

Jazz

« WEATHER REPORT »

En empruntant, il y a un lustre, le chemin du secret. La route de la méditation calme, Miles Davis laisse tomber sa dépouille, sa vieille peau. Wayne Shorter et Joe Zawinul — beaucoup d'autres qui font le « jazz rock » — relevaient alors de la troupe, de la chapelle. Les disciples ont multiplié : spores, parasites, tenants de la doctrine. Le « Weather Report » de Shorter et Zawinul, que nous avons écouté, samedi et dimanche, à l'Olympia de Paris, déconne du « Silent Way » de Milis.

« Weather Report » fait se rassembler trois mille cinq cents jeunes, amateurs de musique avant toute chose, et capables de se détourner des chansons soyes, voire des chansons moins nigrides, comme des cérémonies aryennes-mystificatrices, encore que le groupe, timidement parfois, inroque les esprits et les espaces de madame Soleil, sans vrinsier et voire.

Cet ensemble qui devient, en Amérique et en France, aussi prisé que le « Muhavvahu » a interprété son répertoire connu, à l'exception d'un seul nouveau morceau, après Jangle Book II réhabilité, comme les familles Hancock, McLaughlin, Corea, le rythme cosmique des musiciens élitistes avaient abandonné au nom d'une liberté folle, aliénante pour le joueur et pour l'auditeur.

Wayne Shorter perçoit le chant de John Coltrane, à l'improvise duquel il semble se plus possible ou se plus volontairement échapper. Le quatuor allié, comme il est de mise maintenant, le bument moderne, anglo-son, déployé par les instruments électrisés, et le rythme archaïque afro-latino-américain que résume la palésion folklorique du « be-cim-bau ».

Cet art organisé, arrangé, garde l'apparence de l'improvisation et l'esprit de l'improvisé. Mais il est vrai, comme le disait un jour Ellington à Henri Renaud, que l'improvisation la plus belle, ainsi que le crime réussi, est toujours préméditée.

La grande tristesse réside en ce que cette musique américaine ne connaît aucune diffusion — ou presque — sur les antennes des radios, sauf en des émissions « underground ». On la paronne, on l'annonce, on la promet, puis on l'écroule, ou la tient sous le boisseau. En ce domaine, comme en d'autres, l'oppression continue.

Propos recueillis par ALAIN WOODROW.

LUCIEN MALSON.

Festivals

Quarante-deux créations à Royan

(Suite de la première page.)

Déjà, le Festival nous a apporté une confirmation majeure, celle du compositeur anglais Brian Ferneyhough (1943), tiré de l'ombre l'on passé par Harry Halbreich et révélé à Royan. Ses « Sonates pour quatuor à cordes » (1971) apparaissent comme une œuvre d'une concentration et d'une intensité peu communes. Quarante-deux minutes d'une musique rayonnante à partir d'un matériau fondamental traité de vingt manières pour atteindre à un « univers discursif complet ». Mais cette recherche formelle, sans l'ombre d'effets extérieurs, capture une musique de grande profondeur que l'on n'hésite pas à comparer à celle du « Quatrième Quatuor » de Beethoven, par exemple. Difficile à saisir, cette œuvre ne vous lâche pas une seule minute, décharrée et cependant frémissante, abstraite et pourtant nourrie d'une substance intérieure, jaillissant entre les plis des quatre archers de l'excellent et jeune Quatuor de Berne.

Elle faisait un peu pâlir, au même concert, les « Derivazioni », de Sandro Gorli (1948), études d'attaques et de sonorités, tantôt rudement sabrées, tantôt en minuites, d'une écriture cependant subtile et intéressante, et surtout le « Quatuor » de Heinz Holliger (1939), au schéma formel trop volontaire (de l'agitation et de l'extrême aigu à l'immobilité et à l'extrême grave), où les instruments semblent le support d'une fresque à la manière de l'électroacoustique et non pas le matériau d'un langage intérieur. Les effets sont souvent spectaculaires.

Au premier concert donné par l'Orchestre national de Radio-France, sous la direction véhémente du hollandais Lucas Vis, qui ne protège pas suffisamment ses solistes contre les agressions des masses décharrées, deux œuvres surtout retiennent l'attention : d'abord « Sables », de Tristan Murail (1947), grande vague ou cyclone au déferlement suspendu, où tout se transforme sans cesse selon une très belle trajectoire, des variations d'intensité et de timbres mystérieuses et où l'on retrouve une sorte de maîtrise comique propre à l'auteur.

Après un « Concerto pour piano », de Giuseppe Sinopoli (1946), grosse œuvre violente et confuse, on attendait beaucoup des extraits de « Mahler opus 20 », grand cycle entrepris par René Koeber (1940), avec Michel Butor dans « les mêmes régions affectives que celles de Mahler » : lectures de lettres du compo-

teur, beaux poèmes de Butor, lui ou chantés, composant un édifice complexe et attachant avec le brûlant lyrisme de Koeber. Mais ce lyrisme ne semble pas avoir les moyens formels de s'exprimer au-delà du cri, de l'expression brute d'un certain génie très mâhlerien des timbres. Mises à part quelques mélodies prenantes, admirablement chantées par Elise Ross, et d'assez étonnantes solos fantomatiques de violoncelle par Alain Menuier, trop souvent la machine orchestrale semble s'étouffer à vouloir survoler ce lyrisme, faute de trouver l'expression simple et abrupte. Pourtant on reste impressionné par la puissance volcanique qui gronde au-delà des notes.

JACQUES LONCHAMPT.

INSTITUT

A l'Académie des sciences morales et politiques

LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE

L'Académie des sciences morales et politiques a élu Adolphe André-Brunet, inspecteur général des finances, professeur honoraire au Conservatoire national des arts et métiers et secrétaire général des Annales de l'Entreprise, ses travaux ont notamment porté sur le développement de l'information économique dans l'entreprise et l'introduction du temps dans la mesure des opérations de gestion.

Il est né à Paris le 8 mai 1902, Adolphe André-Brunet est inspecteur général des finances, professeur honoraire au Conservatoire national des arts et métiers et secrétaire général des Annales de l'Entreprise. Ses travaux ont notamment porté sur le développement de l'information économique dans l'entreprise et l'introduction du temps dans la mesure des opérations de gestion.

L'Académie a ensuite entendu une communication de M. François Bloch-Lainé sur l'évolution des notions de patrimoine et de responsabilité à propos de la réforme de l'entreprise. Pour réagir contre la tendance poussant à identifier l'entreprise à la société de capitaux, à confondre la totalité de son patrimoine avec l'avoir des actionnaires, on propose tantôt de transférer cet avoir à l'Etat, tantôt de détacher l'entrepreneur de son assise patrimoniale.

Selon l'orateur, ne convient-il pas plutôt d'élargir la notion de patrimoine pour y faire entrer les éléments autres que financiers dont résulte aussi la valeur de l'entreprise ? Un patrimoine intégré poursuivrait-il le reste nécessaire pour identifier l'entreprise, la finaliser, la rendre indépendante.

Aux économistes, aux juristes, aux sociologues, la tâche de chercher les formules appropriées, les derniers devant découvrir une « conscience collective » de l'entreprise, dont aucune des catégories composantes — actionnaires, salariés, cadres, dirigeants — ne peut avoir l'exclusivité.

Les Rencontres de La Rochelle organisent, du 29 juin au 2 juillet, un concours international de chant pour la musique contemporaine. Inscriptions avant le 25 mai, à la Recherche artistique, 104, rue de la Toir, 75016 Paris.

MARBEUF (8) - STUDIO DES URSULINES (5)

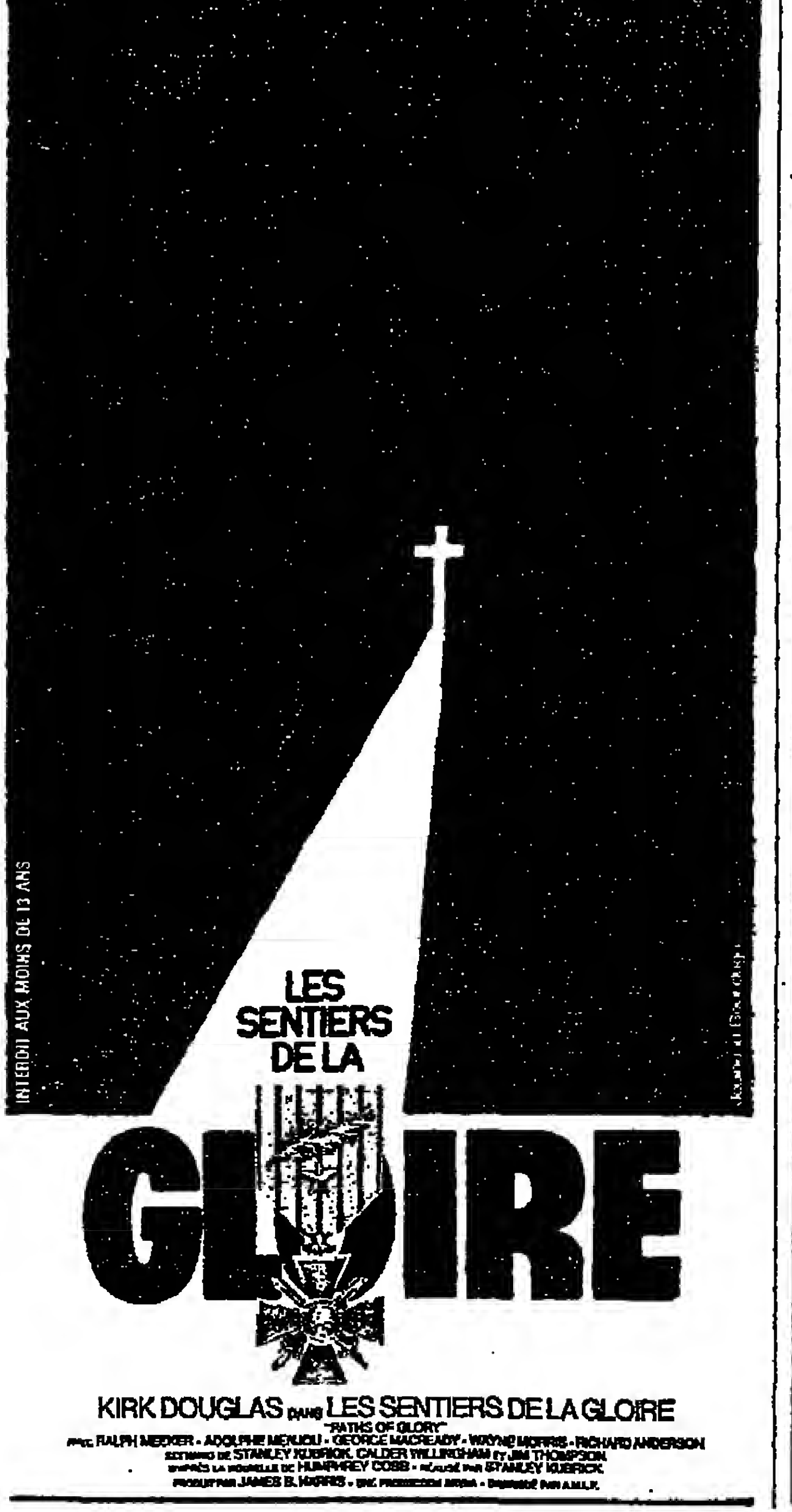
ENTRE BORGÈS ET JOHN FORD... UNE ÉPOPEE DE LA FOLIE, PAR LE RÉALISATEUR ALLEMAND LE PLUS GÉNIAL DEPUIS FRITZ LANG.



AGUIRRE LA COLÈRE DE DIEU un film de WERNER HERZOG avec KLAUS KINSKI distribué par MICHELE DIMITRI FILMS

MERCREDI

UN FILM DE STANLEY KUBRICK



LES SENTIERS DE LA GLOIRE KIRK DOUGLAS dans LES SENTIERS DE LA GLOIRE

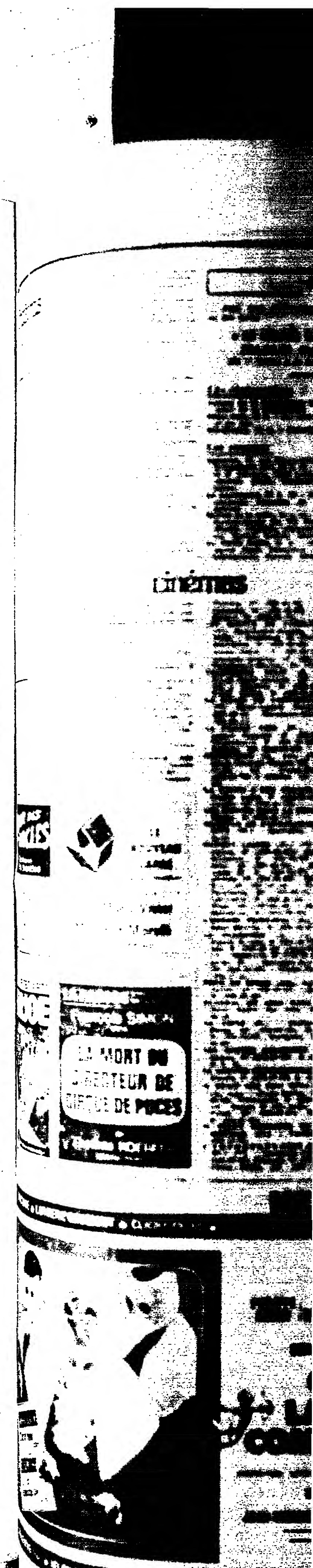
THROMPRE - PARAMOUNT MONTPARNASSE

PARAMOUNT MARLOT - CAPRI GRANDS BOULEVARDS - PLAZA

LE FILM-CHAMPION DE TOUTE L'HISTOIRE DU CINÉMA FRANÇAIS



Emmanuelle 1.525.000 spectateurs un chiffre jamais atteint!



50 كذا من الأصل

SPORTS

AUTOMOBILISME

AU CHAMPIONNAT DU MONDE DES MARQUES

Première course, première victoire pour le prototype Renault à turbo-compresseur

De notre envoyé spécial

Mugello. — Le nouveau prototype Renault à turbo-compresseur a réussi son entrée à Mugello (Italie) dans le championnat du monde des marques. Il est exceptionnel dans ce genre de compétition qu'une voiture d'un type inédit obtienne pour ses débuts une victoire d'autant plus probante que la concurrence disposait de bons atouts...

La Réorie s'était lancée avec une discrétion voulue dans la course de prestige et, avec beau coup de réserve officielle, a remporté le franchi un pas important. Le fait est que pour ce coup d'essai, qui aurait pu n'être qu'un simple galop d'entraînement ou une séance de mise au point, l'équipe Alpine Renault a battu des « écuries » disposant de l'appui expérimenté de constructeurs tels qu'Alfa-Romeo et Porsche. Actuellement depuis le retrait de Maza et le désintéressement de Ferrari, aucune référence ne saurait être meilleure. C'est toujours la qualité de l'adversaire qui fait les grandes victoires.

A vrai dire, il y avait de l'heureuse surprise dans le clan Renault quand Gérard Larrousse, qui formait équipage avec Jean-Pierre Jabouille, a franchi la ligne d'arrivée de Mugello. C'est que Renault affûtait ses premières armes, en course, avec son prototype à trois portes, qui est l'inconnu, c'est-à-dire le manque d'expérience pour ce genre de technique, pouvait réserver tous les pièges. Il faut croire que la compétence et la capacité des équipes affectées au châssis et au moteur ont permis de gagner du temps et d'éviter des étapes intermédiaires de rodage et de démontage.

Si la preuve a été apportée que le turbo-compresseur était vraiment compétitif par rapport aux moteurs à litres conventionnels les plus puissants c'est le cas du 12 cylindres d'Alfa-Romeo, tous les ennemis inhérents à cette solution n'ont cependant pas été surmontés. Ainsi Larrousse et Jabouille ont-ils connu quelques difficultés dans la trajectoire de la course, comme ils ont dû accepter des accrochages assez récents sur la piste souillée d'huile, donc glissante.

Ce sont les inconvénients du turbo-compresseur dont la plage d'utilisation est assez réduite et qui se situe en haut de régime. Pour schématiser, une telle voiture proposée en réalité deux moteurs au tout au moins deux puissances bien différentes. Lorsque le pilote pour les raisons

SKI

L'italien Gustavo Thoeni et l'autrichienne Anne-Marie Moser-Proell vainqueurs de la Coupe du monde

La saison des compétitions de ski est terminée. Gustavo Thoeni (vingt-trois ans), champion olympique 1972 et champion du monde 1974, a remporté sa quatrième Coupe du monde dimanche 23 mars à Val-Gardena, dans le Haut-Adige, non loin de son pays natal de Taufers. Et c'est justice, car l'Italien avait intelligemment saisi sa chance en descendant au début de l'année, avec notamment sa place de deuxième sur la descente de Kitzbühel derrière Klammer.

Franz Klammer (vingt et un ans), l'invincible descendant autrichien, ayant gagné samedi sur la piste de Saaslong sa deuxième course de la saison et étant revenu, grâce à cette victoire, à la hauteur de Thoeni et du Suédois Stenmark, co-laureats de la Coupe du monde, la finale du dimanche 23 mars en slalom parallèle, disputée en matches à deux, comme les courses de vitesse cyclistes sur piste, était riche de suspense. Klammer fut éliminé sans appel en seizièmes de finale. Il manque encore à ce grand champion de s'imposer entre deux nations avec le succès qui démontrerait des costauds comme ses compatriotes Schranz et Zimmermann (il manque cruellement aussi à l'Autriche des skieurs purs comme Riender ou Stiegler).

Quant au Suédois Ingemar Stenmark (dix-neuf ans), dont la récente campagne en Amérique avait été éblouissante, il parvint par protection en finale, après avoir été en fait éliminé en demi-finale par le Polonais Bachleda. L.A. Thoeni ne lui fit pas de quartier, et ce fut la victoire. Stenmark, en skiant si merveilleusement au terme de la compétition. La formule du slalom parallèle, challenge favori du ski professionnel, aura ainsi connu sa première et dernière application en Coupe du monde. Autant qu'on puisse en juger sur une seule expérience, elle favorise le skieur précis et le skieur rapide, et contraint trop souvent à forcer leurs talents dans l'ardeur du coude à coude.

Le bilan de la saison est particulièrement satisfaisant pour les Français et les Françaises. Celles-ci, au départ de la saison, avaient pour chefs de file des indisciplinées : Françoise Serret, championne du monde, Jacqueline Rouvier et Danielle Debernard, deux excellentes descendantes. Mais il ne faut pas dissimuler la réalité. En cette forme, manquant de punch ou blessées, ce qui est plus grave, elles ne « marchèrent » pas et furent incapables de leur niveau, tant que les skieuses suisses, ébranlant la suprématie de la grande Autrichienne Anne-Marie

VOLLEY-BALL

La Coupe du printemps UN CHAMPIONNAT DE DILETTANTES

Du 22 au 28 mars, se dispute en France la Coupe du printemps réservée aux équipes nationales de volley-ball des pays de l'Europe occidentale, auxquelles se sont joints les représentants d'Israël et de la Turquie. Grâce à ses victoires sur le Danemark par 3 à 2 (15-6, 15-3, 15-9) et l'Espagne par 3 à 2 (15-7, 10-15, 13-15, 15-13), l'équipe de France est virtuellement qualifiée pour la poule finale de ce tournoi, qui se jouera au stade Pierre-de-Coubertin à Paris à partir du 26 mars.

Si on se réfère aux définitions données dans les dictionnaires au mot « dilettante » (« personne qui s'adonne à une occupation en amateur pour son seul plaisir »), la Coupe du printemps aurait mérité d'être dénommée Coupe de l'entraîneur dilettante. Depuis les premiers championnats d'Europe disputés à Rome en 1962, ou l'équipe de France s'adjoignait la deuxième place, bien des choses ont changé dans la préparation des volleyeurs à la haute compétition. Tandis qu'au

Japon — où, avec plus de cinq millions de licenciés, le volley-ball est le premier sport par son nombre de pratiquants — et dans les pays socialistes européens les meilleurs éléments peuvent, dans le cadre de l'équipe corporative de leur entreprise, consacrer deux à trois heures par jour à leur entraînement. Devant ce déséquilibre sans cesse croissant, constaté dans toutes les compétitions, les fédérations de l'Europe occidentale avaient le choix entre trois attitudes :

— Opter pour le professionnalisme. — Se retirer des grandes compétitions. — Créer une épreuve réservée aux pays où le volley-ball est pratiqué par des dilettantes. La Fédération internationale de volley-ball a renouvelé le 20 mars à Paris ses menaces de radier à vie tout athlète ou officiel qui abandonnerait le statut d'amateur, à la suite d'informations sur la création d'une organisation de volley-ball professionnel aux Etats-Unis, avec tentative d'extension au Canada, au Mexique et au Japon.

Comme la pratique sportive est trop étroitement liée à celle de compétition pour pouvoir rompre sans dommages les rencontres internationales, quelques fédérations européennes ont décidé en 1962 de créer un tournoi de l'Occident, devenu par son extension géographique, la Coupe du printemps. Quatre nations seulement figurent à ce jour au palmarès : la Belgique (sept victoires), la France (en 1968) et l'Italie (en 1973). Quatrième en 1974 à Ankara, l'équipe de France a, cette année, l'ambition de rétablir sa suprématie en Europe occidentale.

L'organisation par la France de la quatorzième Coupe du printemps peut aider dans cette tâche mais devrait surtout favoriser le remarquable essor de la Fédération française de volley-ball, qui comptait à peine vingt-sept mille pratiquants en 1971, et vient de faire, symboliquement, de son cinquante millionsième licencié son invité d'honneur pour toute la durée de la Coupe du printemps. JACQUES AUGENDRE. GÉRARD ALBOUY.

CYCLISME

CRITÉRIUM NATIONAL DE LA ROUTE

Une victoire de Jacques Esclassan dans le style d'André Darrigade

De notre envoyé spécial

Saint-Etienne-du-Harcouët — Il est difficile d'être favori, et Raymond Delisle, le meilleur coureur français du début de saison, l'a vérifié à ses dépens. Il s'est classé quarante-septième et dernier du Critérium national de la route, dimanche 23 mars, à Saint-Etienne-du-Harcouët. Celui que les pronostiqueurs citaient en priorité à l'heure de la course, avait pourtant gagné le championnat du monde 1974, ainsi que Bernard Hinault et Sylvain Vasseur, les deux premiers Français de Paris-Nice.

Qui s'est-il donc passé sur les routes de Basse-Normandie ? Tout simplement ceci : les coureurs les plus représentatifs du peloton, victimes de leurs rivalités, et de l'absence de leur entraîneur, n'ont jamais réagi efficacement pour enrayer l'attaque déclenchée par les jeunes des premiers kilomètres. Les coureurs ont été incapables de dissimuler la réalité. En cette forme, manquant de punch ou blessées, ce qui est plus grave, elles ne « marchèrent » pas et furent incapables de leur niveau, tant que les skieuses suisses, ébranlant la suprématie de la grande Autrichienne Anne-Marie

Il est intéressant de s'attarder un instant sur la composition de ce groupe de tête pour remarquer que Corbeus, originaire de Saint-Etienne-du-Harcouët, était inscrit l'hiver dernier sur la liste des chômeurs, et que Chassang, de Saint-Pourçain-sur-Sioule, vient seulement d'obtenir sa licence professionnelle, tout comme Michel Laurent, qui avait distancé Morche la semaine passée sur les pentes du mont Ventoux. En définitive, le classement du Critérium national reflète une certaine cohérence. Il confirme le renouveau du cyclisme français et la poussée des jeunes qui s'était déjà manifestée durant Paris-Nice. D'autre part, le succès obtenu par Jacques Esclassan n'a pas surpris les observateurs. Grâce à sa régularité dans les performances, à sa vélocité surtout, ce routier sprinter venu de la région Noire devait, dès son départ, s'imposer. Pour le faire, il n'a pas compté uniquement sur sa rapidité aux arrivées. Il a choisi l'attaque et il a gagné à la manière de Darrigade. Nous sommes enclin à conclure que celui-ci a enfin trouvé un successeur. JACQUES AUGENDRE. GÉRARD ALBOUY.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

1000 KILOMÈTRES DE MUGELLO 1. Larrousse-Jabouille (Alpine-Renault turbo), les 768 kilomètres en 1 h. 43 min. 46 sec. 2. Mercatello (Alfa Romeo 33 TT 12) 3. Müller-Van Lennep (Pescarolo-Bell turbo) 4. 2. Tour, 74 : 3. Le Mans, 70 : 4. Antibes et Caen, 67 : 5. Bagnolet, 65 : 6. Chalons, 61 : 7. Niça, 59 : 8. Berny, 58 : 9. Fontenay, 56 : 10. Dornay et Lyon, 53.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (vingt-sixième journée) *Roanne b. Bercé 82-78 *Caen b. Monaco 75-73 *Châlons b. Lyon 75-75 *Tours b. Bourdeaux 85-80 *Niça b. Dornay 85-87 *Villeneuve b. Agen 85-82 *Antibes b. Le Mans 85-82 *Bagnollet b. Vichy 85-82

Boxe

CHAMPIONNATS DE FRANCE AMATEURS A GREIL FINALES *M-mouche : Jean Leroy b. Joseph Sinot, Montebello : Babat Kholouf b. Alain Hardy, Coq : Aldo Casanovi b. Ouséine Domingo, Plume : Serge Thomas b. Abdel Kerzazi, Légers : Charles Guittet b. Guiry, Moyens : Super-Légers : Christian Gracia b. Jean-Glaude Rula, Mi-moyens : Alain Martin b. Louis Anarès, Super-moyens : Jean-Louis Ampeletti b. Christian Lobjols, Moyens : Jean-Pierre Malvarat b. Jean-Louis Martin, Mi-lourds : Huguine Tafer b. Christian Féretat, Lourds : Laurent Zardy b. Vincent Rafoa.

Cyclisme

CRITÉRIUM NATIONAL DE LA ROUTE 1. Esclassan, les 214,688 km en 4 h. 43 min. 46 sec. 2. Corbeus ; 3. Chassang ; 4. Laurent, m. 1. ; 5. Le Ouilhoux.

Football

Le dernier match de la trentième journée du championnat de France de première division, disputé le 23 mars, a été gagné par Metz, qui a battu Saint-Etienne par 3 à 0.

DEUXIÈME DIVISION (vingt-sixième journée)

GROUPE A *Grenat et Boulogne 1-1 *Antibes b. Angoulême 1-0 *Paris F.C. b. Lorient 1-0 *Amiens b. Laval 2-0 *Luzern b. Guingamp 1-0 *Pontaléon b. Cambrai 4-0 *Rouen b. Haguenau 2-0 *Dunkerque et Sedan 0-0 *Valenciennes 1-1 *Brest 2 pts ; 2. Valenciennes, 25 ; 3. Lorient et Guingamp, 24 ; 4. Angoulême et Dunkerque, 22.

GROUPE B

*Nancy b. Metz 4-1 *Arles-Avignon b. Béziers 4-0 *Châteauneuf b. Tours 2-0 *Montpellier b. Toulon 2-1 *Epinal b. Chaumont 3-1 *Bagnole b. Blois 3-0 *Bourges b. Caen 3-0

Hippisme

Le prix du Président de la République, disputé à Auteuil et servant de support aux Jeux olympiques et francs, a été gagné par Aurzol, suédois, qui a battu le favori, le français, dans une combinaison gagnante le 14-15-18.

Jeux à XIII

COUPS DE FRANCE (seizièmes de finale) A Villeneuve : Toulouse bat Casseville 15-1 A Toulouse : Saint-Gaudens bat Bordeaux... 7-2 A Limoux : XIII Catalan bat Pamiers... 13-5 A Avignon : Lézignan-Carpenat... 6-1 (match arrêté à la 24e minute)

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE (seizièmes de finale) A Toulouse : Béziers bat Clermont... 25-6 A Béziers : Toulouse bat Clermont... 18-9 A Cahors (après pro) : A Mont-de-Marsan : Tarbes b. Romans... 19-15 A Agen : Agen bat Mont-de-Marsan... 20-4 A Limoges : Montperrand b. La Rochelle... 14-6 A Bergerac : Agen b. Agen... 10-10 A Agen : Agen b. Agen... 15-8 A Agen : Agen b. Agen... 20-6 A Agen : Agen b. Agen... 9-3 A Agen : Agen b. Agen... 21-4 A Agen : Agen b. Agen... 17-9 A Agen : Agen b. Agen... 19-0 A Agen : Agen b. Agen... 9-3 A Agen : Agen b. Agen... 19-10 A Agen : Agen b. Agen... 10-6

SKI

COUPE DU MONDE A VAL-GARDENA Slalom parallèle féminin. — 1. Käsner (Aut.) ; 2. Giordani (It.) ; 3. Serret (Fr.) ; 4. Nadig (Suis.) ; 5. Proell (Aut.) ; 6. Sackl (Aut.) ; 7. Jasot (Fr.) ; 8. Gelfner (Aut.) ; 9. Fjeldstad (Norv.) ; 10. Evi Pörr (Aut.).

Slalom masculin. — 1. Thoeni (It.) ; 2. Stenmark (Aut.) ; 3. Klammer (Aut.) ; 4. Nafziger (Aut.) ; 5. Stenmark (Norv.) ; 6. Hinterseher (Aut.) ; 7. J. A. Roche (Fr.) ; 8. Serret (Fr.) ; 9. Hinterseher (Aut.) ; 10. Hinterseher (Aut.).

Volley-ball

COUPE DU PRINTEMPS POULE A (Paris) France b. Danemark 3-0 Espagne b. Espagne 3-0 Danemark b. Espagne 3-0 France b. Espagne 3-0 Classement. — 1. France, 4 pts (6-0) ; 2. Espagne, 3 pts (5-3) ; 3. Danemark, 2 pts (3-2) ; 4. Espagne, 2 pts (0-6).

POULE B (Roubaix)

Belgique b. France Espoirs 3-0 Israël b. Pays-Bas 3-0 Israël b. France Espoirs 3-1 Belgique b. Pays-Bas 3-0 Classement. — 1. Belgique, 4 pts (6-0) ; 2. Israël, 3 pts (6-1) ; 3. France Espoirs, 2 pts (1-6) ; 4. Pays-Bas, 2 pts (0-6).

POULE C (Bourg-en-Bresse)

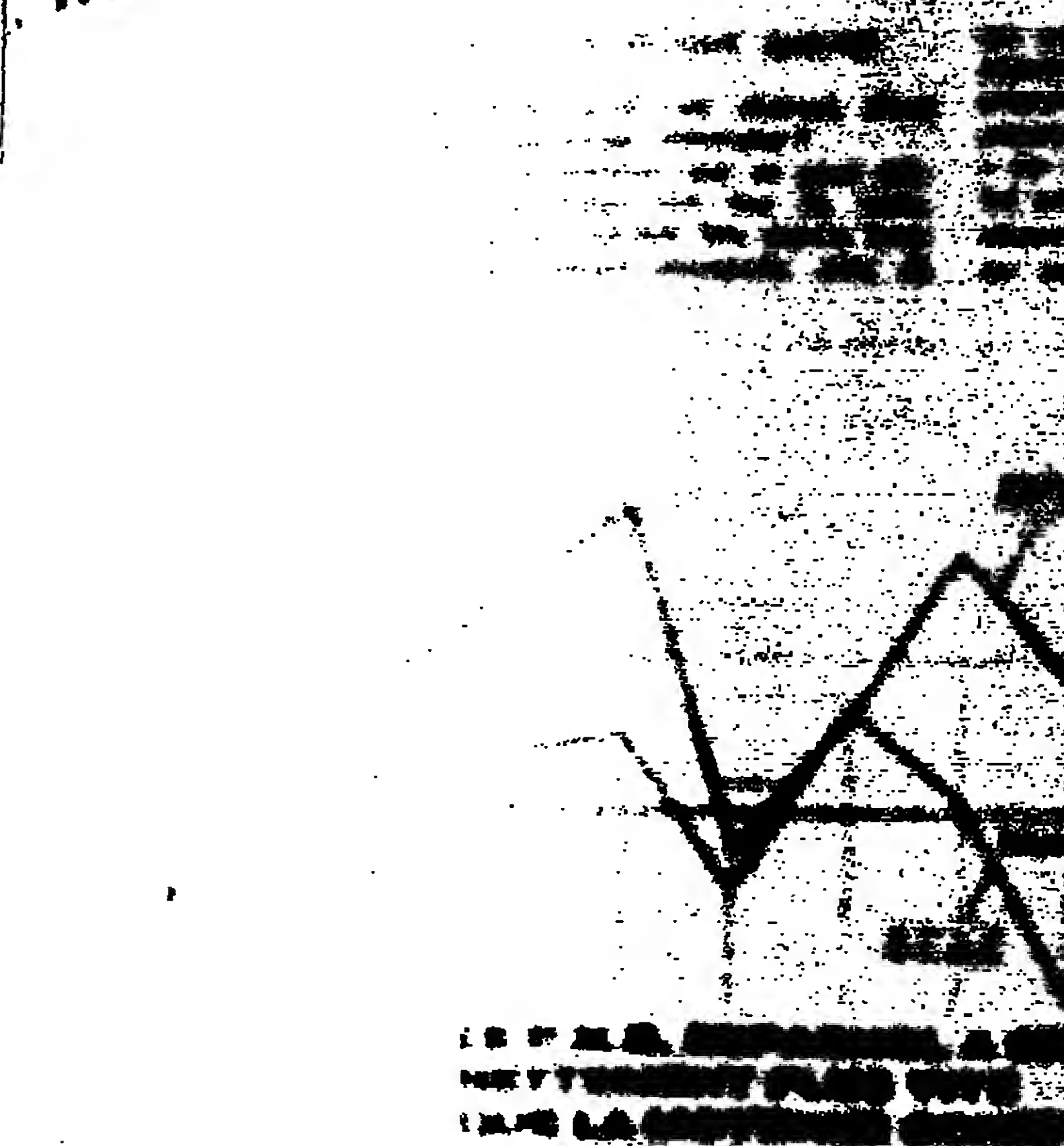
Grèce b. Autriche 3-0 Italie b. Suède 3-0 France b. Grèce 3-0 Classement. — 1. Grèce, 4 pts (6-0) ; 2. Italie, 3 pts (6-1) ; 3. France, 2 pts (1-6) ; 4. Suède, 2 pts (0-6).

POULE D (Andover)

Turquie b. Finlande 3-2 R.F.A. b. Angleterre 3-0 Finlande b. Angleterre 3-0

Le Monde

Malgré sa vitalité... économie espagnole... pouvoir politique... Japon — où, avec plus de cinq millions de licenciés, le volley-ball est le premier sport par son nombre de pratiquants — et dans les pays socialistes européens les meilleurs éléments peuvent, dans le cadre de l'équipe corporative de leur entreprise, consacrer deux à trois heures par jour à leur entraînement.



Comme la pratique sportive est trop étroitement liée à celle de compétition pour pouvoir rompre sans dommages les rencontres internationales, quelques fédérations européennes ont décidé en 1962 de créer un tournoi de l'Occident, devenu par son extension géographique, la Coupe du printemps. Quatre nations seulement figurent à ce jour au palmarès : la Belgique (sept victoires), la France (en 1968) et l'Italie (en 1973). Quatrième en 1974 à Ankara, l'équipe de France a, cette année, l'ambition de rétablir sa suprématie en Europe occidentale.

Naturellement nous parlons français à bord d'Air Canada. La prochaine fois que vous envisagez un voyage d'affaires en Amérique du Nord, n'oubliez pas que nous parlons français à bord d'Air Canada. Air Canada dessert 30 villes du Canada, et assure également la liaison avec 8 grandes villes des U.S.A. Nous pouvons aussi vous réserver une chambre d'hôtel ou une voiture de location. Pour plus de renseignements, adressez-vous à votre agent de voyages ou à Air Canada.

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Malgré sa vitalité propre

L'économie espagnole aurait besoin d'un pouvoir politique ouvert aux réalités

De notre envoyé spécial

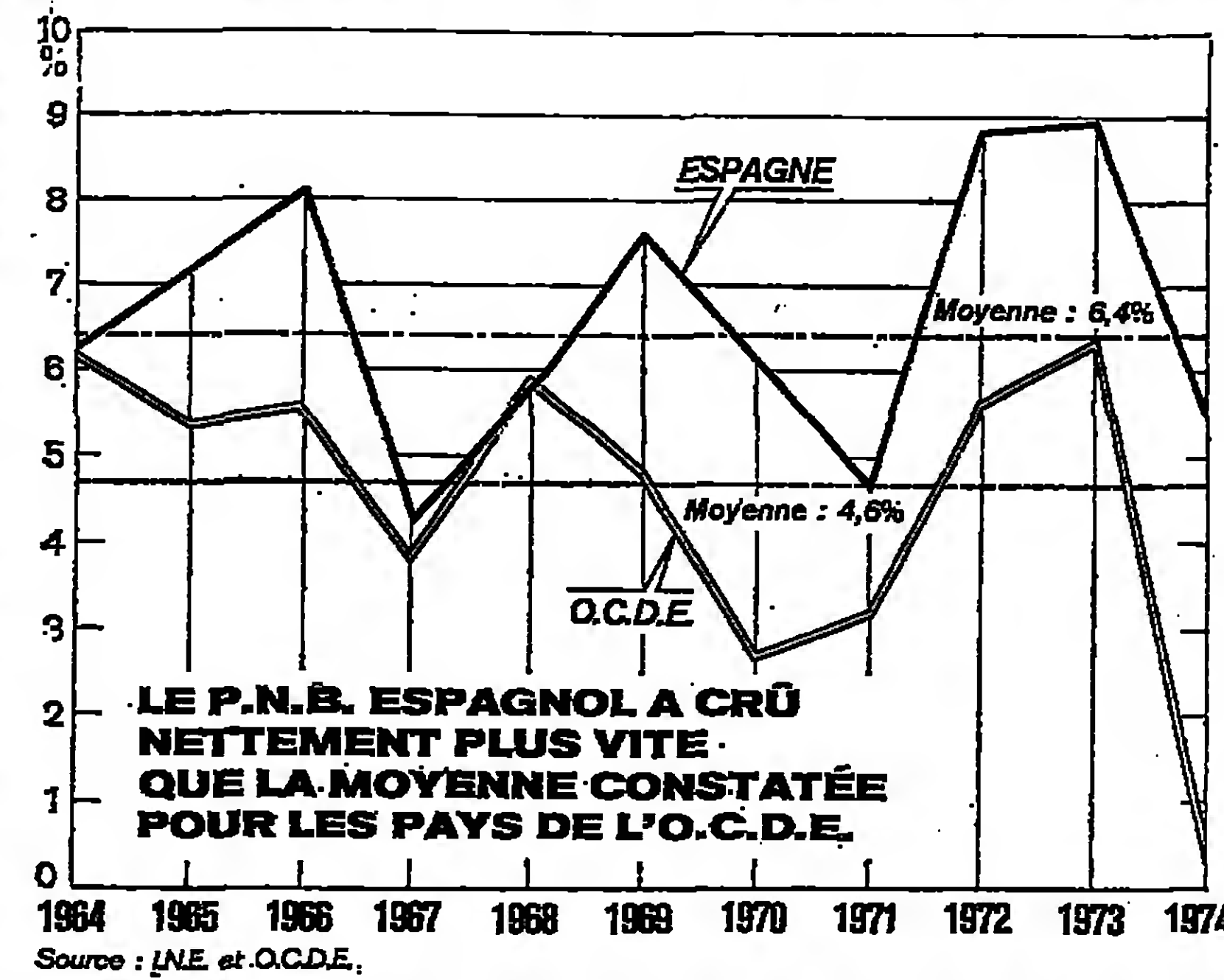
Madrid. — Ici, me disait un ancien ministre, ce qui conviendrait le mieux à la plupart des entrepreneurs, c'est que le général Franco ait aujourd'hui cinquante ans. Par sa boutade, notre interlocuteur ne voulait pas dire que les chefs d'entreprise, dans leur majorité, restent étrangers aux aspirations vers la démocratie, ou sont congénitalement hostiles à la libéralisation du régime. Au contraire, on trouve dans la nouvelle classe des « managers » dont la vitalité et la compétence constituent certainement un des atouts essentiels du pays, maints esprits ouverts aux idées libérales et convaincus de la nécessité d'un changement profond. Mais comment ne pas regretter les années passées au cours desquelles l'Espagne a connu un extraordinaire taux de croissance, grâce à un encouragement méthodique à la formation du capital, à l'acceptation (prudente) de la concurrence extérieure ?

Pendant longtemps, le climat général favorable aux affaires avait paru d'autant mieux assuré que la « politique » était bannie en apparence de la vie publique au bénéfice de l'efficacité technocratique. Aujourd'hui, le long règne du Caudillo touche à sa fin, et, pour reprendre les paroles d'un banquier catalan bien connu pour ses sentiments régionalistes, le pays tout entier, à commencer par les milieux dirigeants de l'industrie et de la finance, sait d'expérience que « cette dictature n'a plus aucune autorité véritable ».

« Nous n'avons plus la capacité de traiter les problèmes réels », renchérit un autre, grand entrepreneur. C'est pourquoi toutes les conversations que l'on peut avoir à Barcelone ou à Madrid, dans les milieux économiques ou financiers, dérivent vers une interrogation inquiète, de plus en plus inquiète — l'exemple du Portugal voisin y est pour quelque chose — mais jamais tout à fait dénuée de fascination, sur la politique. Mais de celle-ci peut-on attendre une reprise de contact avec la réalité alors que, au fur et à mesure

de la tempête, les chances d'une succession ordonnée diminuent ? Telle est la question que se pose chacun. Les optimistes font état de l'existence, pour la première fois depuis longtemps, d'une nation espagnole, sûre de

bre s'est soudainement gonflé à partir de septembre dernier, représente encore une proportion relativement faible de la population active, de l'ordre de 2,5 % ; « Ce chiffre atteindra facilement 5 % si les employeurs se sentaient libres de leurs mouvements. C'est non seulement la loi qui les retient de réduire leur personnel,



sa propre vigueur : « Même si l'État se délite, disaient, cette nation saura bien trouver ses propres solutions pour continuer à se développer. » Les pessimistes ne voient pas comment ce cheminement pourra se faire dans l'état d'impréparation ou même de désagrégation dans lequel se trouve la société.

mais aussi la crainte d'avoir encore les comptes sociaux à un moment où l'émigration vers la France, l'Allemagne et les autres pays européens a pratiquement cessé », dit-on dans les milieux industriels. Cette situation pourrait devenir encore plus difficile si, comme on peut le craindre, les travailleurs espagnols partis à l'étranger commencent à rentrer en grand nombre. Le mouvement de repli a été jusqu'à maintenant de faible ampleur.

PAUL FABRA.
(Lire la suite page 18, 1^{re} col.)

Les illusions de la « politique compensatoire »

Dans ce climat, les erreurs d'appréciation des dirigeants qui, sur les affaires économiques, ne sont souvent pas plus graves que celles que l'on commet ailleurs, sont mises en évidence par l'incapacité du régime à aux nouvelles circonstances, et contribuent à aggraver encore le malaise, dans l'indéfinissable atmosphère d'attente que semble susciter comme à plaisir un gouvernement dont les remaniements ministériels, à n'en pas douter, retardent, donnent lieu à des rumeurs sans fin (on chuchote les nouveaux noms qui, le lendemain, sont déjà remplacés par d'autres) et prennent presque l'allure de complot.

C'est ainsi qu'un événement aussi général que la crise que traverse le monde industrialisé revêt en Espagne une signification particulière, comme si elle venait à point pour faire tomber, après bien d'autres, une fiction. Pendant le premier semestre de l'année dernière, l'activité économique avait continué à se développer très rapidement sur sa lancée. Mais, comme en France, la récession n'avait été que retardée. Le retournement de la conjoncture, qu'on a constaté à partir de septembre dernier, a été aussi brutal et ne cesse non plus de s'accroître depuis lors : dans la plupart des secteurs, la production est actuellement en forte diminution, de 10 % à 40 %, et les stocks s'accumulent toujours.

Toutefois, l'arrêt soudain de l'expansion ne s'est accompagné en Espagne ni d'un réajustement de la balance des paiements courants — qui continue à accusé d'importants déficits — ni d'un ralentissement de la hausse des prix. C'est que le gouvernement espagnol, semble-t-il, n'a pas voulu ou n'a pas pu prendre les mesures d'assainissement qui s'imposent, notamment dans le domaine du crédit (dont le volume a augmenté de 28 % en 1974 et de 30 % en 1975) et de la monnaie.

En dépit d'une timide tentative de stabilisation faite au mois de mai (le ne parlons pas de politique d'austérité, puisque celle-ci n'existe pas), note tel ancien ministre, P.-D. G. de la filiale d'un groupe multinational), on continue à s'accrocher à Madrid

à l'idée réconfortante que le dynamisme remarquable dont a fait preuve depuis le début des années 60 l'économie espagnole suffirait à lui seul à résoudre tous les problèmes. Une expression tout aussi forgée pour donner à ce parti pris d'inaction l'apparence du contraire : on parla de « politique compensatoire » (politica compensatoria), qu'on peut ainsi définir : l'Espagne ayant un potentiel de développement considérable encore inutilisé, il faut et il suffit, pour absorber l'effet du renchérissement des produits énergétiques et pour combattre l'inflation, de poursuivre la croissance ; les progrès de productivité et l'augmentation du P.N.B. permettront de faire face — et au-delà — aux nouvelles charges.

Les faits, toutefois, ne se conformèrent pas à ce schéma (auquel bien d'autres que les Espagnols se sont laissés prendre dans un passé récent). Aujourd'hui, les prix montent plus vite que jamais — l'indice a fait un bon de près de 4 % pendant les deux premiers mois de l'année, — après que l'évaluation du coût de la vie pour 1974 a été évaluée officiellement à 17,9 %. Bien rares sont ceux qui ajoutent foi aux prévisions officielles, tablant sur une hausse moyenne de 14 à 15 % pour l'année en cours.

Certains grosses affaires se plaignent de la politique menée par le gouvernement en matière de change, qui consiste à lier la peseta au dollar. En principe, cette politique leur procure pourtant certains avantages à l'exportation, mais elle les gêne, disent-ils, dans la mesure où elle fait apparaître de grandes variations de cours entre la peseta et les monnaies des autres pays européens qui sont les principaux partenaires commerciaux de l'Espagne.

Insistons ici sur le fait que le rattachement de l'Espagne à la zone dollar revient, dans les circonstances actuelles, à accepter une dépréciation quasi continue de la devise nationale et ne peut manquer, par conséquent, d'avoir des effets fortement inflationnistes. C'est un des signes les plus évidents que les autorités de Madrid ne sont pas réellement déterminées à s'attaquer aux racines du mal.

Hausse des salaires : + 28 %

L'an dernier, les salaires ont augmenté de 28 %, la majoration la plus forte ayant eu lieu à la fin de l'année, au moment même où l'activité commençait à baisser. Si l'on compare ce pourcentage à celui de la hausse des prix, on est tenté de conclure que le pouvoir d'achat des salariés espagnols a progressé de 9 %, ce qui leur aurait fait de sa plaigne de l'inflation. Cependant les statistiques ne révèlent qu'une partie de la réalité. La diminution et, dans de nombreux secteurs (dont la construction),

la suppression des heures supplémentaires, l'extension du chômage malgré la quasi-intervention légale de licenciés, la réduction des envois d'argent par les travailleurs émigrés, tout cela a eu pour effet non seulement de ralentir la progression des revenus de maintes familles, mais souvent de les réduire purement et simplement. Les fonctionnaires de l'État, pour leur part, ont vu leurs rémunérations décroître en termes réels.

Les effectifs mis à pied, dont le nom-

AUX ÉTATS-UNIS

Quelques rayons de soleil ne font pas le beau temps

De notre correspondant

New-York. — Courbe en V ou courbe en U ? C'est la grande question où semblent mener toutes les observations de la conjoncture économique aux États-Unis. Autrement exprimées, la question est de savoir si la production va continuer à chuter brutalement et le chômage à s'aggraver jusqu'à ce que, les conditions d'une reprise étant fournies par l'État, la courbe qui représente l'évolution de l'activité économique effectue un brusque et total changement de direction, dessinant ainsi une lettre « V ». On bien si, le niveau d'activité étant déjà bien bas et l'économie « refroidie » marquant un temps de repos, la courbe va prendre d'elle-même une forme arrondie, à fond plat, qui finira par ressembler à un « U ».

Les indicateurs d'une évolution qui se dessine actuellement l'emportent. Un premier signe serait que la liquidation des inventaires accumulés au début de la crise s'effectue assez rapidement, un peu plus rapidement, en fait, qu'on ne l'avait prévu. Dès janvier, et cela

pour la première fois en quatre ans et demi, le volume global des inventaires des entreprises a commencé à diminuer au niveau de la distribution. Plusieurs industries enregistrent, maintenant, ce résultat au niveau de la production, en particulier l'industrie du papier, qui prévoit une reprise d'activité dès le mois de mai.

L'automobile est un des secteurs où la situation des inventaires vient de s'améliorer légèrement. Du moins cela est-il vrai de certains modèles de voitures. La General Motors va réembaucher 6 800 ouvriers au mois d'avril ; Ford en a rappelé 3 000 la semaine dernière ; American Motors accélère la fabrication d'un petit modèle.

Les plus récents chiffres de source officielle indiquent que le chômage a atteint 8,2 % pour l'ensemble du pays. Il est généralement admis que, la récession touchant de nouveaux secteurs, le chômage puisse atteindre un maximum de 8,5 %, voire 9 %, d'ici à l'été (1).

Les syndicats surveillent la productivité

Dans les industries où les ouvriers sont le mieux protégés, les allocations de chômage peuvent être perçues pendant un an et une contribution syndicale rajoutée aux fonds publics, si bien que les chômeurs ont souvent des ressources suffisantes pour attendre la réembauche sans chercher plus loin. Lorsque la période des allocations est terminée, les chômeurs sont classés parmi les économiquement faibles et ne plus, alors seulement, l'emporter. Un premier signe serait que la liquidation des inventaires accumulés au début de la crise s'effectue assez rapidement, un peu plus rapidement, en fait, qu'on ne l'avait prévu. Dès janvier, et cela

encore inférieur de 13 % au montant des contrats signés en janvier 1974. Pour les seuls logements d'habitation, la régression était de 30 %. La construction de bâtiments industriels et commerciaux, qui s'était maintenue jusque-là, amorçait un déclin.

Dans le domaine du logement, on attend une reprise assez vigoureuse d'ici un mois ou deux. Y contribueront à la fois les disponibilités de crédit, un certain déclin des coûts de construction et des matériaux et les aides spéciales que le Congrès pourrait accorder.

Il est certain que l'évolution des prix est l'élément-clé, car les familles dont le chef a ou la bonne fortune de conserver son emploi voient leurs revenus réels s'améliorer peu à peu. Le rythme annuel de l'inflation n'a été que de 7,2 % au mois de janvier, ce qui ne représentait que la moitié de l'inflation qui sévissait en août 1974. On estime officiellement que l'inflation sera réduite au rythme annuel de 6 % au mois de juin, tandis que certains optimistes la voient déjà tomber à 2 % ou 3 % cet été, au nadir d'une courbe en V.

Dans la construction comme pour les autres industries, l'avenir immédiat va aussi dépendre des taux d'intérêt. Les taux ont diminué beaucoup, et rapidement, au cours des derniers mois, mais il semble exclu que cette tendance dure. Avec la récession, l'économie américaine était devenue plus « liquide », les particuliers et les sociétés s'étaient organisés pour économiser le « cash » et différer les investissements, les taux d'intérêt avaient fondu, tant et si bien que le Bourse retrouvait même la faveur du public. (Depuis le 6 décembre, point bas, l'indice Dow Jones du prix des valeurs mobilières est remonté de 30 %.)

Pour différentes raisons, cette situation pourrait désormais changer. D'une part, les agences du gouvernement américain — qui d'ailleurs rendent en bonne partie responsables de la détérioration des marchés financiers juste avant la crise — semblent destinés à demeurer de très gros emprunteurs. Cela est vrai du gouvernement fédéral aussi bien que des États et des municipalités. Les emprunteurs publics ont une concurrence redoutable au secteur privé pour des capitaux de toutes sortes, alors que de très nombreuses grandes entreprises ont prévu l'émission d'obligations et autres formes d'emprunts au cours du printemps 1975. Quels que soient les efforts déployés par le conseil de la Réserve fédérale pour dégrayer, par ses différentes formes d'intervention, des ressources suffisantes, le volume de la demande devrait maintenir les taux d'intérêt, au mieux, aux environs de leur niveau actuel. Car, bien que le marché soit actuellement « liquide », ses réserves pourraient être rapidement épuisées.

D'autre part, les taux prévalant sur les marchés financiers américains sont suffisamment inférieurs aux rendements qui peuvent être obtenus en Europe ou au Japon pour avoir occasionné une fuite de capitaux dont on a pu voir les effets sur la valeur du dollar à l'étranger au cours des derniers mois. Dans ces conditions, la « Fed », qui pratique actuellement un taux de réescompte de 6 1/4 % seulement, hésitera certainement à provoquer une nouvelle baisse au détriment du dollar.

JAY McCULLY.
(Lire la suite page 18, 4^e col.)

(1) Toutefois, les statistiques américaines se rapportent au nombre total de demandes d'emploi non matriquées, y compris celles des jeunes quittant l'école, et ne sont donc pas strictement comparables à celles d'autres pays.

Malgré le flottement du franc LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET RESTE DÉTERMINÉE PAR LE MARCHÉ DES CHANGES (Lire page 18.)

BULLETIN

L'UNITÉ DE COMPTE EUROPÉENNE

Faisant montre d'un optimisme sans doute un peu forcé, le ministre de l'économie et des finances a déclaré qu'en créant une unité de compte définie à partir d'un panier composé uniquement de monnaies communautaires (deutschemark, franc français, livre sterling, lire, florin, franc belge, couronne danoise, franc luxembourgeois, livre irlandaise), les Hauts se sont engagés dans « un processus qui, à terme, conduira à la création d'une monnaie européenne ».

pas approché d'un pas vers l'unité monétaire.

Depuis que le marché existe, il est doté d'une unité de compte que les auteurs du traité de Rome avaient définie par un poids d'or — comme cela était normal du temps où les accords de Bretton-Woods étaient en vigueur. Un certain nombre d'emprunts, lancés sur l'ouromarché, ont été par la suite libérés en cette unité de compte. On ne sache pas qu'il en soit résulté le moins du monde un début d'utilisation entre les systèmes monétaires des pays faisant partie du Marché commun.

Une unité de compte, comme son nom l'indique, n'est qu'un instrument plus ou moins commode pour exprimer la valeur d'un bien ou d'un service qu'on veut acheter ou qui sert de moyen de règlement. Il s'agit donc d'une construction purement abstraite dont l'utilité, à notre époque de flottement monétaire généralisé, est de diluer l'effet des variations de cours. Si, par exemple, le deutschemark a constamment tendance à s'apprécier et le livre sterling à se déprécier, il est plus commode d'exprimer le budget de la C.E.E. en une unité dont le cours varie en fonction de toutes les monnaies des pays qui en font partie, plutôt qu'en l'une de ces monnaies.

En réalité, ce qu'on cherche la France et la Banque européenne d'investissement. Dans une étape ultérieure, son usage pourra être étendu à des opérations financières effectuées par la C.E.E. Un jour peut-être les prix agricoles seront-ils définis en « euros » ou en « ecu » (le nom reste à trouver), tandis que le budget des Communautés et ses ressources propres seront exprimés en cette nouvelle unité de compte. En serait-il ainsi que l'Europe n'aurait

Il est probable que sous l'expression « à terme », M. Jean-Pierre Fourcade entend une longue période de temps, l'espace d'une génération, par exemple. Mais là n'est pas la question. C'est faire la part trop belle à la déflation — par ailleurs heureuse — prise à Bruxelles par le conseil des ministres que d'y voir l'annonce d'un développement quelconque vers cette union monétaire de l'Europe, si souhaitable en principe, mais dont personne, après les espoirs injustifiés nourris au début de cette décennie, n'attend plus la réalisation dans un avenir prévisible.

L'unité de compte dont il s'agit servira seulement pour commencer à exprimer les comptes de deux institutions qui relèvent des Communautés européennes, le Fonds européen de développement et la Banque européenne d'investissement. Dans une étape ultérieure, son usage pourra être étendu à des opérations financières effectuées par la C.E.E. Un jour peut-être les prix agricoles seront-ils définis en « euros » ou en « ecu » (le nom reste à trouver), tandis que le budget des Communautés et ses ressources propres seront exprimés en cette nouvelle unité de compte. En serait-il ainsi que l'Europe n'aurait

صكنا من الأهل

VOLLEY-BALL
Le Coupe du printemps
UN CHAMPIONNAT DE DILETTANTES

Le 20 et 21 mars en soirée à 20h30, au Palais des Sports de la Touraine, 10-12 rue de France, 37000 Tours. Les équipes de France et de la région de la Touraine se rencontreront à 20h30, le 20 mars, et à 20h30, le 21 mars.

CYCLISME
NATIONAL DE LA ROUTE
Le 20 et 21 mars en soirée à 20h30, au Palais des Sports de la Touraine, 10-12 rue de France, 37000 Tours.

LAURENT AUBREY

Naturellement nous parlons français à bord d'Air Canada

Partez en Amérique sans parler français. Air Canada vous aide à apprendre la langue anglaise. Nous préparons aussi des repas à votre goût. Pour plus de renseignements, vous appelez le 101-4111.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

AIR CANADA

صكنا من الأهل

La nomination de M. Jean-Pierre Brunet à Tokyo

UN DIPLOMATE DE L'ÉCONOMIE

C'EST un homme qui a participé directement à la définition — et à l'exécution — de la politique économique et financière de la France qui va la représenter auprès de la troisième puissance économique du monde. Le nouvel ambassadeur à Tokyo, M. Jean-Pierre Brunet (« Le Monde » du 22 mars), occupe depuis 1966 le poste de directeur des affaires économiques et financières, auquel il succéda à son ami Olivier Wormser. Il allait y poursuivre la grande tradition inaugurée par son prédécesseur.

Déjà, quand il était à Bruxelles représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes (de 1961 à 1966), Jean-Pierre Brunet n'était pas tout à fait un fonctionnaire comme les autres. Sa connaissance des dossiers, sa liberté, sa clarté d'esprit et, pourquoi ne pas le dire, le charme de sa personne faisaient de lui l'ami autant que le collaborateur de ses chefs, dont le ministre des affaires étrangères de l'époque, M. Maurice Couve de Murville.

Parlant parfaitement l'anglais et l'allemand, il est, pendant toute cette période ou les positions de la France irritent tant nos partenaires de la Communauté et les « Anglo-Saxons », un des rares Français capables, dans les occasions les plus diffi-

ciles, de maintenir le contact avec les dirigeants anglais, allemands ou américains les plus prévenus contre elle. Lui qui est, sur le chapitre de l'Europe, des relations (commerciales, monétaires, financières, etc.) avec les États-Unis, de la politique vis-à-vis du tiers-monde, un des artisans de la « doctrine » française soit l'exposer avec une grande conviction, mais aussi un respect sans feinte de l'interlocuteur quel qu'il soit qui étonne parfois de la part d'un représentant du Quai d'Orsay. Récemment, il même à bien un difficile entretien avec les dirigeants américains en ayant l'idée de préparer à leur intention un memorandum aussi « direct » que possible sur la position française en matière de politique de l'énergie.

Le futur ambassadeur auprès de l'empire nippon n'est pas venu directement à la carrière. Ancien élève de l'École navale, il s'engage dans les Forces françaises navales libres à vingt ans. Il fait la guerre comme officier dans un sous-marin. Sans doute, pour être un vrai diplomate, faut-il être autre chose qu'un diplomate. Beaucoup plus que par son expérience militaire, dont il ne parle jamais, M. Jean-Pierre Brunet est marqué par la sympathie qu'il porte aux hommes de toutes conditions.

P. F.

TOUT EN MÉNAGEANT LES INTÉRÊTS ÉTRANGERS

Le Sénégal prend progressivement le contrôle de ses richesses économiques

De notre correspondant

Dakar. — M. Babacar Ba, ministre sénégalais des finances et des affaires économiques, et président en exercice de la conférence des pays non alignés détenteurs de matières premières, poursuit d'importantes négociations avec les dirigeants des huteries du Sénégal, en vue de constituer une société d'économie mixte qui aura le monopole de la commercialisation de l'huile et des tourteaux d'arachides.

En dépit d'une diversification croissante (phosphate, pêche, tourisme, industries diverses), l'économie sénégalaise demeure largement dominée par la culture, la transformation et la vente des arachides et de leurs dérivés, qui représentent, en année normale, près de la moitié des recettes d'exportation du pays.

Dès les premières années de l'indépendance, les dirigeants sénégalais, soucieux de mettre un terme à l'« économie de traite », ont interdit aux commerçants privés — les particuliers, nationaux ou étrangers, et les anciennes sociétés coloniales — d'intervenir dans l'achat de la graine aux cultivateurs, et ils en ont confié la tâche à un organisme d'Etat, l'Office national de commercialisation agricole et de développement (ONCAD), qui contrôle un réseau de coopératives couvrant l'ensemble du pays et qui a le monopole de la vente aux huteries.

Mais ces dernières, au nombre de cinq, qui disposent d'une capacité de trituration et de raffinage suffisante pour traiter, même en année exceptionnelle, la totalité de la récolte sénégalaise, sont toujours, à l'excepti-

on d'une seule, où l'Etat a pris il y a deux ans une participation minoritaire, la propriété exclusive d'intérêts étrangers, essentiellement français, ce qui interdit au Sénégal de contrôler réellement la transformation et la commercialisation de sa principale richesse.

M. Babacar Ba s'efforce de mettre un terme à cette situation, tout en affirmant hautement son souci de préserver les intérêts de ses partenaires. Dès que le projet en cours de discussion aura vu le jour, ceux-ci deviendront de simples « opérateurs à façon » au stade industriel du circuit, tout en conservant la possibilité de commercialiser comme ils l'entendent, au stade final, le quota dont ils se seront portés acquéreurs auprès de l'organisme central de vente. Mais l'Etat sera désormais en bonne position pour imposer une équitable répartition à son profit des bénéfices réalisés.

Une nouvelle étape s'heurte

Ainsi va être franchie sans heurts une nouvelle étape dans la prise de contrôle progressive de ses richesses nationales par le Sénégal, qui entend ne pas s'aliéner pour autant les investisseurs privés étrangers. C'est dans le même esprit qu'au terme de conversations aussi discrètes il avait amené,

Il y a quelques mois, les représentants des intérêts européens dans ses mines de phosphates à s'associer à lui, au sein de sociétés d'économie mixte. Ayant acquis la moitié du capital de ces affaires, il a obtenu que ses partenaires se contentent désormais d'une honnête répartition de leurs capitaux et de leur technologie, et lui abandonnent presque en totalité les plus-values découlant de la haute conjoncture qui prévaut depuis le début de l'an dernier sur le marché mondial de ce produit. Alors que les bénéfices de ses associés au sein de la Compagnie des phosphates de Taïba se trouvent plafonnés pour l'année en cours, à 2 milliards de francs G.F.A., soit 40 millions de francs français, il s'attend à retirer de l'exploitation près de 20 milliards de francs C.F.A. (400 millions de francs français), soit dix fois plus.

C'est également cette formule de la société d'économie mixte qu'il est question de mettre peu à peu en œuvre dans la plupart des autres secteurs-clés de l'économie sénégalaise (par exemple, celui des ciments), ainsi que, d'une façon générale, dans tous les grands projets industriels et miniers (raffinerie géante de pétrole, usine d'ammoniaque et d'urée, nouvelles exploitations de phosphates) actuellement à l'étude, tandis que, pour les raisons évoquées ci-dessus, l'étatisation complète n'est envisagée qu'à titre tout à fait exceptionnel, comme ce fut le cas, il y a trois ans, pour l'eau et l'électricité, dont les anciens concessionnaires furent d'ailleurs convenablement indemnisés.

PIERRE BIARNES.

Depuis 30 ans, le journal spécialisé "Les Annonces" est toujours le N°1 pour l'achat et la vente de fonds de commerce boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc... En Vente Partout I F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

Les chemises Lanvin ou la "juste mesure" Lanvin, 15, Faubourg St-Honoré, Paris. 263 14-40

DEMOISELLE de sens prévenant se moquer de leur première chemise. C'est leur affaire. Chez Lanvin, au contraire, on attache beaucoup d'importance à la première chemise d'un client. Le moindre détail compte, le moindre pli, la moindre couture : il faut qu'elle soit parfaite. Car c'est elle qui sert ensuite de modèle pour réaliser toutes les autres. Et on la baptiserait volontiers « prototype » si le terme n'était pas aussi souvent employé dans l'industrie moderne.

Quatre-vingt-cinq ans de tradition, que d'admiration pour les prodigieuses synthétiques de notre temps. Il suffit pour en juger d'écouter le maître des lieux, M. Van Hangel, et de regarder cette lueur scintiller au fond de son œil quand, parlant de l'origine des treize cents tissus précieux qu'il détient, il évoque ces tisseurs de Lombardie ou du Nord à qui il rend visite chaque année.

Quarante couturières Vos mesures prises, et si vous êtes homme à poser des questions, vous pourrez monter un instant au troisième étage pour voir. Car c'est là, au fond, que se passe l'essentiel. Dans cet atelier, sans doute le dernier du Faubourg, quarante couturières piquent au

point de fée des coutures presque invisibles. Et c'est sous leurs doigts, qu'à partir d'un patron de papier, naît votre première chemise. Certaines sont là depuis plus de vingt ans. Et elles ont autant l'art que la manière. Car la tenue d'un col - détachable ou non - le tombé d'un plastron, les épaules, les manchettes... tout cela ne se fabrique pas, mais s'invente, se crée et se peaufine.

Un mois et six chemises Votre première chemise achevée, il vous faudra la porter, puis la faire laver, de préférence chez soi et bien sûr à la main. Et puis il faudra la rapporter. Patience. De nouvelles mesures seront prises, des corrections apportées. Et c'est alors que pourra être enfin réalisée votre première série de trois ou six chemises. Au total, cela prend parfois près d'un mois. Mais rassurez-vous, par la suite, il suffira de choisir les étoffes, car vos mensurations au millimètre près seront conservées parmi celles de tous les habitués de la maison. Sept mille hommes de par le monde ont la une trace, dans la pièce à côté, Têtes couronnées, chefs d'Etat, « jet-set », M. Van Hangel aurait tellement de choses à vous raconter... Mais discrétion oblige.

Un dernier point. Chez Lanvin, la « juste mesure » n'est pas seulement affaire de millimètres, mais aussi de nuances, de subtilité des teintes que l'un vous proposera. Comme ce bleu voilé pour une chemise de ville dont le charme discret constitue à lui seul une griffe de la maison. Comme ces dessins fantaisie que l'on ne trouve nulle part ailleurs.

Mais au fait... Comment fait-on faire sa première chemise chez Lanvin ? Un peu par privilège, un peu par vocation. Jamais du jour au lendemain. G.L.

APPEL D'OFFRES LE CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES lance un appel d'offres restreint pour désigner la Société qui sera chargée des opérations de transport et de transit de matériels entre l'Europe et la Guyane et vice versa (pour une période de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 1976). Certains de ces matériels, très encombrants ou spéciaux, nécessiteront des transports particuliers ou délicats. Volume approximatif pour la 1^{re} année : 2.600 t en maritime, 300 t en aérien. Les sociétés intéressées sont priées de se faire connaître, avant le 31 mars 1975 (date limite), en écrivant au :

CENTRE SPATIAL DE TOULOUSE - D.A.F.R./S.G. 18, avenue Ed.-Belin - 31055 TOULOUSE CEDEX

Renseignements à fournir :

- Importance et implantation de la Société.
- Correspondants en Guyane et en métropole.
- Expérience et références.
- Chiffre d'affaires.
- Effectif de la Société.

Le C.N.E.S. se réserve le droit de ne pas donner suite à certaines candidatures.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES TEXTILES

La Société Nationale des Industries Textiles (Sonitex) procède à une consultation internationale pour la fourniture des équipements de production pour une « Couverture et Gros Fil ».

Le délai de remise des offres est de deux (2) mois à compter de la date de parution de cette annonce.

Les cahiers des charges sont à retirer à :

Sonitex - Division des Projets 5, rue Abane-Ramdane. — ALGER.

une suggestion pour vos repas d'affaires le restaurant club QBG

Un parfait équilibre obtenu par l'alliance d'une ambiance raffinée, celle d'un club confortable, et de la valeur gastronomique d'une très bonne table.

Au cœur du quartier Opéra, le Q B G est le rendez-vous de ceux qui cherchent à faire partager une certaine notion de confort et de qualité.

- le restaurant, le bar,
- salons pour réunions, cocktails ou banquets.

Monsieur GOJJAT, le Directeur, vous reçoit et vous conseille.

Le Q B G 3, rue Taitbout - Paris 9^e - Tél. : TAL 82.78

AURICE... [Illegible text and graphics in the right margin]

LE MONDE DES AFFAIRES

<MAURICE>: ni sauveur ni magicien...

Maurice Bidermann, l'un des premiers fabricants français de confection masculine, vient de prendre congé...

Depuis une quinzaine d'années, il a absorbé (ou en a absorbé) un certain nombre de très petites entreprises...

On est loin de la petite affaire familiale, presque artisanale, dont « Maurice » est entré en 1953, à gré...

« Maurice » n'est certes pas ce qu'il est convenu d'appeler un patron « social », et il s'en vante.

« Maurice » n'est certes pas ce qu'il est convenu d'appeler un patron « social », et il s'en vante.

Depuis une quinzaine d'années, il a absorbé (ou en a absorbé) un certain nombre de très petites entreprises...

On est loin de la petite affaire familiale, presque artisanale, dont « Maurice » est entré en 1953, à gré...

« Maurice » n'est certes pas ce qu'il est convenu d'appeler un patron « social », et il s'en vante.

« Maurice » n'est certes pas ce qu'il est convenu d'appeler un patron « social », et il s'en vante.

« Maurice » n'est certes pas ce qu'il est convenu d'appeler un patron « social », et il s'en vante.

VERONIQUE MAURIS.

Le ralentissement des investissements a des causes profondes qui risquent de le prolonger

TROIS des six mesures de « soutien de l'économie » annoncées la semaine dernière par M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, ont pour but d'encourager les investissements des entreprises...

Ce sont surtout leurs difficultés de trésorerie qui expliquent la réticence des dirigeants de sociétés à se lancer dans de nouvelles entreprises ou à renforcer leurs capacités de production.

« L'ensemble ne s'est pas amélioré, au contraire, dans les trois mois qui viennent de s'écouler. On en trouve confirmation dans deux phénomènes non encore quantifiés, mais dûment constatés par les services de la Banque de France...

Un alourdissement des charges financières

Au ministère de l'économie et des finances, les statistiques en cours d'élaboration pour 1974 semblent aussi indiquer que les besoins de financement des entreprises, qui sont passés de 77 à 97 milliards dans l'année, ont dû être plus largement que jamais couverts par des ressources qui leur étaient extérieures...

Un exemple est caractéristique: celui de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson. On le cite d'autant plus facilement que ce groupe ne cache pas une situation qui n'est guère différente de celles d'autres firmes comme Pechiney-Ugine-Kuhlmann ou Rhône-Poulenc...

Des entreprises aléatoires

Provisoirement ou durablement? Le fait que l'encadrement du crédit ne représente pour ainsi dire plus un véritable obstacle en faveur de la seconde hypothèse. Les banques semblent avoir retrouvé une assez nette marge de manœuvre par rapport à leurs normes...

La dégradation de la structure financière des sociétés françaises est récente. Dans le monde industrialisé, elles sont de celles qui, par tradition, ont résisté le plus durablement aux tentations du crédit.

VIDÉO ET TÉLÉDISTRIBUTION 14/18 avril 1975. Rappel des stages: 19/23 mai: TV et magnéscope au service de la Formation. 26/30 mai: Stago Photo. Renseignements: G.E.F., 3, rue du Départ - 75014 PARIS. Téléphone: 326-27-56/36-39.

JACQUELINE GRAPIN. (1) Informations tirées de l'INSEE, n° 31 du 24 février 1975. Situation de trésorerie dans l'industrie. Enquête de décembre 1974.

Les sociétés moyennes ont le plus profité des fusions

L'ACCORD entre Peugeot et Michelin au sujet Citroën ouvre une nouvelle ère aux concentrations d'entreprises françaises, apparemment ralenties en 1973. Il ne s'agit plus seulement, comme en 1972, de compléter certaines restructurations déjà largement amorcées.

De récentes publications, fondées sur des recherches très étendues, permettent de mesurer les transformations réalisées depuis qu'en 1965, sur l'initiative de G. Pompidou, des mesures ont été prises pour encourager les fusions.

Continuant les études publiées par le professeur Housiaux dans la revue Direction, M. A. P. Weber (2) n'a pas seulement signalé, après 1965, une montée en flèche du nombre des fusions. La taille des entreprises absorbées et aussi la rémunération moyenne de leurs actifs, entre 1961 et 1969, se sont multipliées à peu de chose près par six en francs courants, alors que le pouvoir d'achat du franc, dans la même période, baissait d'un quart environ.

Les grandes entreprises ont pris la tête du mouvement. A elles seules, en vingt ans, les cent premières d'entre elles ont réalisées plus de 40 % des opérations. De 1965 à 1970, les fusions les plus importantes ont abouti à la réalisation du plan sidérurgique, à la restructuration des banques et des assurances, à la formation de groupes chimiques polyvalents. Vivement recommandée par les pouvoirs publics, la constitution de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, en 1972, a abouti à une organisation monopolistique et à l'élimination de l'antagonisme entre fournisseurs et transformateurs d'aluminium.

L'accélération des fusions à partir de 1966 a été largement attribuée à l'influence des dispositions déjà mentionnées, qui ont allégé le coût des fusions et permis, notamment, aux entreprises absorbantes, d'échapper sur plusieurs années le paiement des impôts sur les plus-values. Des pressions des pouvoirs publics ont contribué. Surtout, note M. A. P. Weber, lorsqu'elles étaient exercées de façon convergente par plusieurs ministères.

Cela dit, les circonstances économiques ont joué un rôle important. Aux Etats-Unis, il a été depuis longtemps observé que, dans les périodes de crise, les trusts peuvent éliminer d'installations tout équipées à des prix si bas que, parfois, ils ne dépassent pas le dilemme de leur valeur de remplacement. En France, la baisse de la Bourse, continue du mois d'avril 1962 au mois d'août 1967, a permis aux sociétés de premier plan d'absorber, elles aussi, à des prix avantageux, un nombre dérisoire de certaines affaires de moindre gabarit. Dans quelle proportion la taille des entreprises s'est-elle accrue depuis 1964, année qui a précédé la réforme?

Les statistiques de la direction générale des impôts, dont la publication a été reprise après une interruption, fournissent à

ce sujet, jusques et y compris l'année 1971, des renseignements vérifiés et complets. Résultat du dépouillement de questionnaires adressés aux entreprises de toute forme et de toute importance, elles offrent de bonnes vues d'ensemble. Une restriction toutefois. Les chiffres fournis sont libéraux en francs courants et non en francs constants, ce qui oblige à une certaine prudence dans les commentaires.

Si l'on ne tient pas compte de la dépréciation de la monnaie, on voit qu'entre 1964 et 1971 le chiffre d'affaires total des entreprises a doublé ou un peu plus (la progression exacte a été de 104 %). Mais si l'on a égard aux fluctuations monétaires,

vent presque toujours les fusions, ont eu, même en temps de prospérité, des répercussions sociales pénibles. Elles seraient en période de crise une redoutable cause de chômage et de désespoir n'avaient pas été prises pour rendre les licenciements plus difficiles et aussi plus onéreux.

Des échecs ont été notés. En matière de fusions, une réalité a été récemment observée dans les secteurs originellement peu concentrés aux incitations des pouvoirs publics (4). Les fusions, pour réussir, doivent associer des affaires suffisamment saines et comporter des avantages réciproques. Comme l'a précisé le 16 mai 1945 un jugement fondamental de la onzième

LA PART PRISE PAR LES GROSSES ENTREPRISES DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL A AUGMENTÉ

Table with 4 columns: Nombre, Montant du C.A. en millions, Pourcentage en 1964, Montant du C.A. en millions, Pourcentage en 1971. Rows include Non déclaré, Moins de 10 millions, Entre 10 et 50 millions, Entre 50 et 100 millions, Plus de 100 millions.

Le tableau ci-dessus ne retient que les entreprises imposées sur leur bénéfice réel. Il est établi en francs courants ce qui fausse le résultat. C'est ainsi que si l'on tient compte de la dépréciation du franc entre 1964 et 1971, on s'aperçoit que le chiffre d'affaires total est de 56 % et non pas de 104 % (1 528 285 F par rapport à 743 106 F). La progression est beaucoup plus forte que le chiffre d'affaires des entreprises (sans plus de 100 millions de chiffre d'affaires, qui passe, en francs courants, de 240 664 F à 641 833 F. Elle est de 165 %). Si l'on tient compte de la dépréciation du franc, le pourcentage d'augmentation est de 103 %.

et si l'on convertit les francs de 1971, on s'aperçoit que la progression réelle n'a été que de 56 %, soit 8 % par an. C'est encore fort beau.

Autre observation: divisées en quatre branches suivant leur chiffre d'affaires, les entreprises ont pu passer d'une tranche à l'autre par le seul effet de la dépréciation du franc. L'activité des entreprises a été fonction, dans une large mesure de leur taille. Le chiffre d'affaires des grandes entreprises a progressé, celui des petites affaires a diminué et celui des moyennes affaires, en francs courants au moins, s'est maintenu. Ce maintien est-il dû pour une grande part à des fusions? M. Jacques La Fol, qui a eu la charge du bureau des fusions jusqu'à sa suppression en août 1944, a pu constater, par les exemples nombreux, que souvent les entreprises employant de deux cents à huit cents personnes sont celles qui, au double point de vue du volume des affaires et de la rentabilité, ont le plus gagné aux fusions. Il est très utile, pour elles, de dépasser un certain seuil (3).

Compressions sévères, révélation méthodique des méthodes de gestion; ces conséquences du soulèvement de la rentabilité, qui

chambre du tribunal correctionnel de Paris, elles exposent les dirigeants des sociétés à des sanctions pénales pour abus de droit si, au lieu d'être conçues dans l'intérêt des entreprises, elles n'ont pour objectif que le seul intérêt personnel des dirigeants. Une mise en garde adressée pour l'avenir à des brasseurs d'affaires qui, qualifiés en Angleterre de « prédateurs » ou même de « boas constrictors » sont habituellement désignés en France en des termes moins brutaux et plus indulgents.

ANDRÉ VÈNE.

(1) En 1971, selon le troisième rapport de la C.E.E. sur la concentration, il y avait en France treize entreprises dont le chiffre d'affaires annuel dépassait un milliard d'unités de compte contre dix-huit en Allemagne et quinze en Angleterre. (2) A.-F. Weber: Les Concentrations Industrielles dans la France contemporaine, Bordes, 1971. (3) A la recherche d'une meilleure dimension pour l'entreprise; colloque organisé par M. La Fol, ministère de développement industriel 1970. (4) P. Jenny et A.-P. Weber Economie et Statistique, n° 60, octobre 1974. (5) Lamy Sociétés, juillet-août 1974.

ENAGÉANT... PROGRESSIVEMENT... LE MONDE DES AFFAIRES... Les sociétés moyennes ont le plus profité des fusions...

APPEL D'OFFRES LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES... CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES 18, avenue de l'Observatoire - 75014 PARIS

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

une suggestion pour vos repas d'affaires le restaurant club RBC... Les repas d'affaires sont une nécessité, c'est pourquoi RBC vous propose des repas d'affaires de haut niveau...

مركز الأمل

Boomerang pétrolier

NOTRE formation d'esprit nous a habitués à des raisonnements linéaires sur des phénomènes physiques : autrement dit, à n'entrevoir que des effets simples à partir d'une cause. Et nous avons tendance instinctivement à transposer ces raisonnements, sans y prendre garde, à des phénomènes beaucoup plus complexes, en particulier économiques. Ce qui entraîne des erreurs de prévision nombreuses et qui sont presque classiques et systématiques : c'est l'abondance qui revient au moment où l'on organise la pénurie, ou vice versa...

Et pourtant nous continuons... sans voir que certains excès engendrent par eux-mêmes leurs contre-réactions, parfois très rapides. Ainsi commença-t-il à en être avec la crise pétrolière. Il y a six mois à peine, on prévoyait que le prix du brut allait augmenter d'une manière accélérée, de par la volonté des pays pétroliers et sous la pression de l'inflation et de l'indexation. Et la Banque mondiale prédisait qu'à l'horizon 1980 nous allions être submergés par une masse de 1 200 milliards de dollars inutilisés par les producteurs. Sonnet effarant à maints égards : pourtant elle n'aurait guère que les deux tiers du produit national des États-Unis.

Mais ces prévisions sont dès maintenant remises en cause car déjà sur-prix (10 dollars/baril) et surplus beaucoup plus modestes (40 à 60 milliards de dollars pour l'année 1974) commencent à provoquer de nombreux effets.

Et l'on n'en est qu'au début. Les consommations ont baissé de 10 à 15 % suivant les pays (il est vrai qu'un hiver clément y a été pour quelque chose), et

les stocks sont à des niveaux exceptionnellement élevés. D'où difficultés de vente pour tous les producteurs et produits moins bien placés : c'est le cas du pétrole méditerranéen qui s'écoule plus difficilement (1). C'est le cas des compagnies pétrolières qui commencent à être encombrées par certains produits. Un autre contre-effet important résulte de la pression qu'exerce cette masse de monnaie que les pays producteurs forcent les Occidentaux à créer, et qu'ils laissent ensuite en grande partie liquide sans la transformer en biens et services, qu'ils ne peuvent absorber, ou en immeubles ou sociétés qu'ils hésitent à acheter par crainte de représailles ou de nationalisation (à chacun son tour).

Plus on crée de dollars, plus leur valeur baisse : c'est ce qui est en train de se produire avec la chute considérable que connaît cette devise. Ce qui rogne donc automatiquement, et dans la même proportion, les revenus des émirats. Et, notons-le en passant, favorise des monnaies comme le franc : c'est là une des explications du miracle de la balance commerciale française.

On peut donc parler d'un boomerang pétrolier, qui, lancé par les pays producteurs, est en train de se retourner contre eux, sans qu'ils voient encore encore bien la parade. Des pays comme l'Algérie ou l'Irak fulminent contre les pays capitalistes coupables d'avoir soigneusement provoqué ces chutes en réévaluant leurs stocks d'or.

En vérité, il ne s'agit pas de l'action d'un pays ou d'un autre, mais tout simplement d'une puissante main invisible, qui, en retournant l'arme, est en train de rappeler à la raison des pays trop poussés aux excès.

La main invisible

Premier pas dans cette voie, la dernière conférence des pays producteurs a été beaucoup plus modérée que les précédentes, puisque le prix du baril a été finalement maintenu au niveau nominal pour toute l'année. Autrement dit, avec une inflation occidentale persistant à 10 ou 12 %, sa valeur réelle baisse d'autant.

Mais il faut aussi éviter d'aller trop loin dans la baisse, sinon on bloque la mise en œuvre de nouvelles ressources énergétiques. Et notre boomerang risque de revenir en sens inverse, comme il l'a déjà fait dans la première partie de la crise pétrolière : en effet, dans les années 60, les pays industrialisés, en maintenant le prix du pétrole trop bas et en laissant simultanément leurs monnaies perdre leur valeur, avaient préparé de toute pièce l'explosion qui s'est produite avec le détonateur de la guerre d'octobre. Il faut donc aider et guider un peu cette main invisible. C'est ce que va

tenter, avec beaucoup de difficultés, la conférence des pays producteurs et consommateurs. Simultanément, elle essaiera aussi de désamorcer d'autres boomerangs économiquement beaucoup plus modestes, bien que politiquement sensibles : ceux de toutes les autres matières premières, qui, ayant atterri brusquement dans le camp occidental, sont repartis tout aussi vite dans le camp des pays producteurs, à quelques exceptions près.

Malheureusement, il est à craindre que l'on n'y arrive beaucoup moins bien que pour le pétrole.

MAURICE BOMMENSATH, directeur de Copeo-Economia.

(1) C'est bien le cas de la dite pétrolière depuis le 9 février l'annonce de la Tapline, celui-là les champs pétroliers de l'Arabie Saoudite au littoral libanais de la Méditerranée, est fermé (le Monde du 19 février).

صكنا من الامل

MALGRÉ LE FLOTTEMENT DU FRANC

La politique des taux d'intérêt reste déterminée par le marché des changes

par MICHEL FLEURIET *)

DANS le rapport de la Banque de France pour l'exercice 1974, le gouverneur de l'institut d'émission analysait ainsi la politique des taux d'intérêt sur le marché monétaire : « L'influence des facteurs extérieurs, qui avait été déterminante pendant la plus grande partie de l'année 1972, s'est trouvée largement atténuée dès le mois de mars 1973, à la suite du flottement du dollar et de la limitation des marges de fluctuation entre les principales monnaies européennes. Aussi les considérations internes ont-elles exercé un rôle prépondérant dans l'orientation des taux d'intérêt sur le marché monétaire. » (1)

On pouvait croire, en parcourant le rapport annuel de la Banque de France, que le système de taux de change flottant permet aux autorités monétaires de mener une politique de taux d'intérêt à court terme de façon relativement indépendante des marchés internationaux. En effet, un système de taux de change flottant permet d'endiguer les mouvements de capitaux, car le cours du change, déterminé par des mécanismes de marché, s'ajuste de façon à réduire les hématémies de capitaux. Les autorités monétaires, n'ayant plus de parité à défendre, peuvent mener une politique de taux conforme aux nécessités de l'économie nationale.

En régime de changes fixes, les autorités monétaires françaises devaient souvent accorder la préférence aux considérations extérieures dans leur politique de taux. Le niveau des taux français dépendait ainsi des taux pratiqués sur les autres marchés. De plus, il était important de conserver un certain niveau de réserves de change officielles, puisque les réserves permettent de maintenir le taux de change. Les considérations internes passaient ainsi au second plan. Ce fut le cas, notamment, dans les deux premiers mois de l'année 1973 au cours desquels l'institut d'émission s'est efforcé de limiter les hausses excessives des taux monétaires, afin d'éviter d'attirer les capitaux étrangers, qui auraient pu se produire compte tenu de la faiblesse momentané du dollar.

Le flottement du dollar qui intervint en mars 1973, puis la décision de laisser flotter le franc qui a été prise en janvier 1974, auraient dû donner plus de liberté à la Banque centrale pour déterminer sa politique de taux. C'est du moins la constatation que faisait le gouverneur de la Banque de France dans le rapport pour 1973.

Or l'examen des statistiques semble démentir cette conclusion. Il découle de ce qui précède que l'on devrait observer une relation inverse entre les réserves officielles de change et le taux au jour le jour avant mars 1973 et que cette relation...

(1) Compte rendu présenté au président de la République, mars 1974, Banque de France, p. 29.

tion devrait être moins nette pour la période qui suit. Pendant la première période, en effet, les autorités monétaires défendaient la parité franc-dollar en achetant de la monnaie nationale (ce qui entraîne une réduction des réserves de change), mais aussi en maintenant à un niveau élevé les taux monétaires français. La politique était inverse en période de force relative du franc vis-à-vis des principales monnaies. Après la décision de laisser flotter le dollar que les autorités monétaires américaines ont prise en mars 1973, la liaison aurait dû être moins nette dans la mesure où la politique de taux aurait dû être influencée surtout par des considérations de politique interne.

Or l'examen de l'évolution des soldes (fin de mois) des réserves nettes de change et des taux de l'argent au jour le jour sur effets privés en fin de mois sur les trois années 1972, 1973 et 1974, conduit à une tout autre constatation. Il apparaît que la corrélation inverse entre variation des réserves nettes de change et variation des taux monétaires est très forte après mars 1973, et non pas avant cette date comme l'on pouvait s'y attendre. Il semble que depuis le flottement du

dollar la Banque de France suit une politique de taux qui dépend étroitement de la tenue du franc sur le marché des changes. Contrairement à ce que déclare le gouverneur de la Banque de France dans le rapport de 1973, le taux monétaire ne peut pas être considéré en France comme un outil de la politique monétaire interne.

On peut, en effet, faire l'hypothèse suivante : l'institut d'émission essaie de maintenir la parité de la monnaie nationale à un niveau jugé souhaitable. Pour ce faire, les autorités monétaires agissent à la fois sur le marché monétaire intérieur et sur le marché des changes. Lorsque la valeur d'échange du franc avec les principales monnaies tombe au-dessous du niveau souhaité, elles font monter le taux à court terme et achètent la monnaie nationale, ce qui entraîne une baisse des réserves officielles. La double politique est inverse lorsque le cours du franc est trop élevé.

Nous sommes en régime de changes flottants, mais les autorités entendent respecter la ligne de flottement. Fluctuat nec magister, le franc flotte mais ne doit pas passer au-dessous.

(*) Professeur de finance au C.E.S.A. (Centre d'enseignement supérieur des affaires).

SIGNES DE REPRISE AUX ÉTATS-UNIS

(Suite de la page 15.)

Reste un facteur sensible, difficile à évaluer : l'effet à court terme sur la demande pour les biens durables et l'allègement des mesures de détaxation et d'allègements fiscaux. La date de la mise en vigueur des allègements fiscaux, et leur montant, sont des inconnues à ce jour en raison des positions profondément divergentes en cette matière, du gouvernement Ford et du Congrès à majorité démocrate. Si un allègement des impôts 1975, voire un remboursement partiel de l'impôt 1974, devait être décrété avant le mois de mai, le plat de la courbe en « U » pourrait s'en trouver raccourci. Si, au contraire, les dispositions de la loi finalement adoptées par le Congrès sont à ce point inacceptables que le président Ford y oppose son veto, ou même seulement en retarde l'exécution, l'« U » prendra la forme d'une courbe en « V », la reprise se faisant plus lentement.

Quoi qu'il en soit, le déficit du budget 1975 (exercice se terminant le 30 juin 1975) sera phénoménal, mais encore léger en comparaison des prévisions pour l'année suivante. Les quelque 50 milliards de dollars de déficit dont on

parlait lorsque le président présenta son budget — proposant des allègements fiscaux pour un total de 16 milliards, mais aussi certaines économies — font désormais place à une estimation de 70 à 80 milliards si l'on devait adopter et mettre en exécution les programmes d'aide au chômage (création d'emplois publics et autres), d'aide à la construction (5 % ou 2 000 dollars de crédits d'impôt à chaque contribuable qui achète un logement), et autres aides fiscales (y compris 10 ou 12 % de crédits fiscaux aux nouveaux investissements) proposées et adoptées à ce jour par les commissions de la Chambre et du Sénat.

Ainsi que la « reprise » semble à beaucoup de gens trop lente ou lointaine, il en est aussi qui s'inquiètent déjà des conséquences inflationnistes possibles de certaines mesures de relance. Parmi ceux-ci, M. Alan Greenspan, chef des conseillers économiques, pour qui le fonds spécial de près de 6 milliards de dollars pour la création de 500 000 emplois — et l'achat de plusieurs centaines de milliers d'automobiles pour le parc des services publics — adopté par les démocrates à la Chambre, est à la fois inutile et dangereux. M. Greenspan, indubitablement l'homme le plus écouté à la Maison Blanche lorsqu'il s'agit de problèmes économiques, aime bien la courbe en « U », mais il est un peu responsable. Il redoute un « V » qui, à son sens, ne serait qu'une porte ouverte à l'inflation excessive. On peut compter qu'il use de toute son influence pour éliminer les grands programmes coûteux, pour réduire les déficits et, par là, limiter les recours du Trésor au marché des capitaux qui compromettent, selon lui, les progrès en vue dans le secteur productif privé.

JAY McCULLEY.

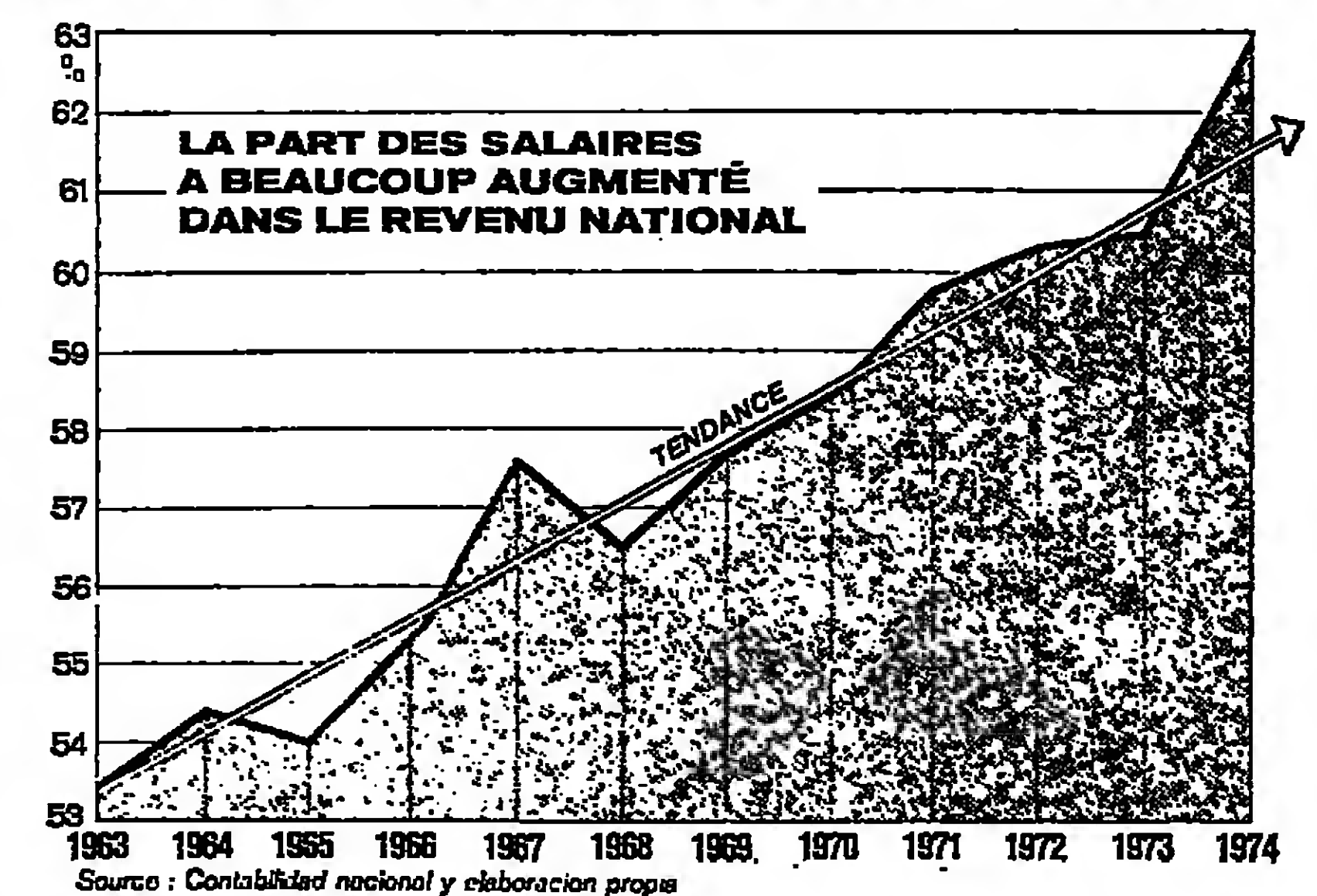
L'ÉCONOMIE ESPAGNOLE

(Suite de la page 13.)

« Notre gouvernement a tous les complexes d'un gouvernement de droite », me dit le président d'un chantier naval de Bilbao dont le siège social est à Madrid. Et d'ajouter : « La seule consigne que nous recevons d'autorités qui ont peur d'être débordées par la multiplication des grèves,

ministre du travail fasse allusion à une modification du droit sur ce point pour que soit exigée sa démission, il y a eu, l'an dernier, quatorze millions d'heures

de la croissance prévisible de la consommation de courant. Comment faire admettre par l'homme de la rue, dans la monde moderne tel qu'il est,



Source : Contabilidad nacional y elaboración propia

perdus par fait de grève et plus de deux mille conflits sociaux répertoriés. Un nouveau président vient d'être nommé à l'INI (Instituto Nacional de la Industria), holding d'Etat qui regroupe les principales entreprises appartenant au secteur public : c'est le quatrième depuis le début de l'année. Cette instabilité est une autre manifestation de l'incertitude croissante d'un pouvoir qui se rassure en affirmant plus haut que jamais sa fidélité aux principes, ce que les Espagnols interprètent comme son incapacité croissante à composer et à ouvrir le dialogue (par essence, ce régime n'est pas pacifiste, dit-on).

Parmi les principes non écrits, mais fondamentaux, figure en bonne place l'intangibilité de la propriété privée. Sera-t-elle remise en cause, sous la pression des faits, par l'aille marchande des dirigeants d'entreprise ? La question peut paraître insolite. Elle est pourtant virtuellement posée. La quasi-totalité de la production électrique relève du secteur privé ; or cette industrie se trouve dans une situation que les professionnels qualifient de « dramatique ». Pourquoi ? Essentiellement parce que l'Etat, « par démagogie », lui refuse les moyens dont elle aurait besoin pour entretenir ses installations et investir en vue de

voit plus admettre que pour l'exécuter on puisse passer par le relais d'intérêt privé. Résultat : les majorations de tarifs auxquelles nous sommes autorisés à procéder sont beaucoup trop faibles : 4-7 % en 1974. De même on nous refuse les exonérations fiscales et les autres mesures qui pourraient compenser jusqu'à un certain point l'insuffisance de nos recettes. Dans ces conditions, je me demande, malgré mes préférences, si la solution ne passe pas par une nationalisation au moins partielle. »

Ces propos, je les ai entendus de la bouche d'un chef d'entreprise influent. Les difficultés auxquelles il fait allusion, remarque-le en passant, ne sont pas propres à l'Espagne : aux États-Unis, les public utilities (entreprises privées qui exploitent les centrales à électricité) sont également menacées de « décapitalisation » et leurs dirigeants posent eux-mêmes la question de leur rachat par l'Etat (le Monde du 11 février 1975).

L'Etat espagnol est-il prêt à en discuter ? Sans doute pas sur le plan général. Mais la presse a récemment annoncé la conclusion imminente d'un contrat entre la filiale espagnole de l'INI, ENAGAS, et la société quasi-monopole dans cette industrie en tant qu'importatrice du gaz naturel libyen et algérien. En vertu de ce contrat, la société Gas Natural ne serait plus que distributrice du gaz naturel par toute l'Espagne, les activités en amont — importation, stockage... — relevant désormais de la responsabilité de l'ENAGAS.

La passion pour la technologie

En délimitant les responsabilités respectives du secteur public et du secteur privé, l'accord serait un exemple de « pacifisme », dont certains espèrent qu'il pourrait aider à « débloquer » la situation difficile dans laquelle se trouve un vaste secteur de l'industrie de base du pays. La société Gas Natural recevrait une importante et équitable indemnité (3 000 millions de pesetas), qu'elle a, semble-t-il, l'intention de dépenser en Catalogne dans la recherche et le développement de techniques de pointe : métallurgie, industrie alimentaire (protéines), traitement des déchets, etc., menées selon le cas en association (joint ventures) ou non avec des groupes étrangers. Le projet est ambitieux. Il ne vise à rien de moins, dans l'esprit de ses promoteurs, qu'à ouvrir la voie à la « deuxième révolution industrielle catalane » (la première datant du dix-neuvième siècle).

Voilà un autre facteur qui illustre le renouveau industriel de l'Espagne : la passion pour la technologie qui s'est emparée d'entreprises de plus en plus nombreuses, désireuses de ne plus dépendre exclusivement des brevets étrangers. Quelles que soient les difficultés du moment, l'économie espagnole apparaît animée par une vitalité que rien ne parvient à entamer. A fixer exclusivement son regard sur les principaux indicateurs du tableau de bord conjoncturel — augmentation des salaires voisine de 30 %, hausse des prix proche de 20 %, débrayages continus... — on serait tenté d'y voir l'amorce d'une situation « à l'italienne » ou, si l'on préfère, « à l'italienne ». L'impression qui se dégage sur place est qu'il s'agit d'une crise de croissance, qui ne compromet nullement la croissance à long terme elle-même.

PAUL FABRA.

UN DÉFICIT EXTÉRIEUR DE 3 MILLIARDS DE DOLLARS

L'Espagne a connu, en 1974, un important déficit de sa balance des paiements courants, de l'ordre de 3 milliards de dollars (déficit de 7 milliards pour la balance commerciale, partiellement compensé par un excédent de 4 milliards de dollars au titre des services et des transferts). En 1972, il y avait eu un excédent de 570 millions de dollars.

Une fraction seulement du déficit a été financée par prêtement sur les réserves de change, lesquelles sont passées de 4,6 milliards de dollars au début de l'année dernière à 6 milliards au 31 décembre.

L'Espagne a fait largement appel aux emprunts à moyen et à long terme sur le marché international des capitaux pour un montant d'environ 2,3 milliards de dollars. La dette extérieure représentée actuellement 58 % des réserves de change, en comptant l'or, comme il l'est encore actuellement, au cours fictif de 42,22 dollars l'once (les réserves métallurgiques de la Banque d'Espagne s'élevaient à quelque 608 millions de dollars).

c'est de lâcher devant les revendications. Il arrive souvent que tel ou tel dirigeant du syndicat officiel soit en fait un militant communiste, mais nous ne pouvons rien faire contre lui... Dans ce pays où la grève est illégale et où il a suffi qu'un

Les politiques de stabilisation
E. Alphandery
G. Delauphe
192 pages — 32 F.

SCM PUBLICATIONS
99, Avenue du Roale
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : 624-94-05

PHIT LEXIQUE DE TERMES FINANCIERS AMERICAINS, par A. LETULLIER

Tout homme d'affaires, tout ingénieur, toute équipe de gestion, de production ou de contrôle financier, pressés par le temps, trouveront là un indispensable outil de travail.
52 pages | 22,40 HT (par. avrill) | 24,00 TTC

LES HYDROCARBURES DANS L'ECONOMIE ALGERIENNE, par H. MAZZI

Remarquable synthèse et perspective de l'énergie pétrolière, en Algérie et dans le monde, examen pratique et comparatif des échanges économiques actuels et en gestation, cet ouvrage, accessible au grand public, va de la place du pétrole et du gaz dans l'économie moderne, à la nécessité d'une entente entre États producteurs et États consommateurs.
263 p. 20,5 x 26,5 | 150,00 HT (par. avrill) | 160,50 TTC

CRAWFORD'S DIRECTORY OF CITY CONNECTIONS, 2e édition augmentée donnant la liste des 1900 premières entreprises anglaises et de leurs principaux agents de change et banques d'affaires. Un outil utile adapté aux besoins des banques, des agents de change et des spécialistes financiers.
369 pages | 300,00 HT (disponible) | 321,00 TTC

estiers
vos goûts

des taux d'intérêt par le marché des changes

MICHEL FLAURIET
L'impact des taux d'intérêt sur le marché des changes...

LES DE REPRISE AUX ÉTATS-UNIS

Les élections des représentants étudiants aux conseils d'administration...

LE

Les élections des représentants étudiants aux conseils d'administration...

SCM PUBLICATIONS

SCM PUBLICATIONS
Collection LAURENCE PERNOUD Stock

L'HISTOIRE ET LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

« Le vrai problème, c'est celui de l'objectivité » déclare M. René Haby

Développer les sciences économiques et sociales n'est pas une façon de faire disparaitre l'histoire et la géographie...

L'UNEF (ex-Renouveau) obtient près de la moitié des voix aux élections des CROUS de la région parisienne

Les élections des représentants étudiants aux conseils d'administration de onze centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Paris, Créteil et Versailles...

700 métiers selon vos goûts par Yves Renaud et Thérèse Guillon. Collection LAURENCE PERNOUD Stock.

Aux journées d'études de l'I.N.R.D.P. sur l'enseignement de l'informatique

L'équipement des lycées en ordinateurs pose des problèmes financiers

Point-à-Mousson. — Environ cent quatre-vingt professeurs des lycées et collèges ont participé récemment à Pont-à-Mousson...

De notre envoyé spécial

La méthode était bonne puisque et expérimenté dans toutes les directions de l'enseignement...

A Dijon

Grève d'étudiants en faveur d'un assistant en sociologie

Dijon. — Les étudiants de psychologie et de sociologie de première et deuxième années de l'université de Dijon ont fait grève...

LES INSTITUTEURS ENSEIGNANT DANS LE PREMIER CYCLE SECONDAIRE OBTIENNENT DES GARANTIES D'EMPLOI.

M. René Haby, ministre de l'éducation, dans une lettre au Syndicat national des instituteurs (SNI)...

La visite de M. Cloutier à Paris

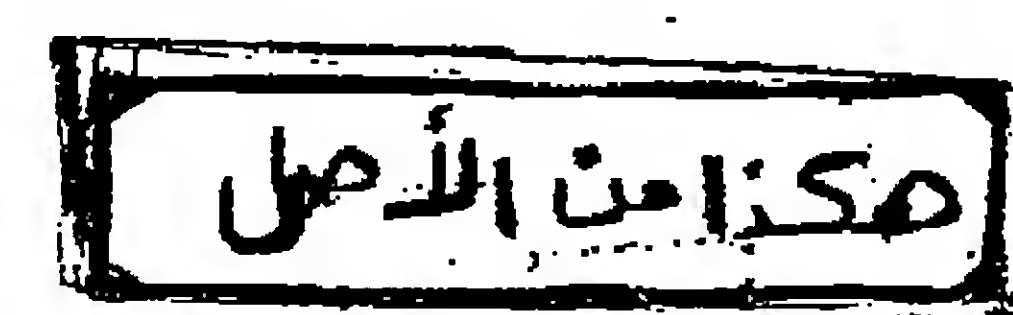
Cent vingt professeurs québécois vont venir en France s'initier au vocabulaire technique

M. François Cloutier, ministre de l'éducation du Québec, a exposé les résultats des entretiens qu'il a eus à Paris...

Voyage culturel PÉROU, BOLIVIE, COLOMBIE

du 26 avril au 17 mai 1975 accompagnés par Mme M. MASDUPUY

Demandez-lui vite POURQUOI? (à votre marchand de journaux) le numéro de mars de POURQUOI? la revue de l'éducation permanente, est paru.



صحة من الأهل

SCIENCES

Avec leur tête pour seul bagage

(Suite de la première page.)

Faut-il conclure qu'est heureux le scientifique qui s'expatrie, malheureux celui qui cède à l'appel de la terre natale ?

Depuis 1960, quelque trois cent mille personnes ont quitté les pays en voie de développement pour gagner les pays évolués, dont 15 % de spécialistes: cinquante mille... L'exode des cerveaux ne saurait se ramener à une image d'Épinal. Pas davantage, on ne saurait voir dans tous ces migrants que de nouveaux apatrides, ou de modernes mercenaires.

Ceux qui migrent avec leur tête pour seul bagage posent des problèmes complexes: ne vont-ils pas être les intermédiaires qui transformeraient la crise économique des pays évolués en crises politiques dans les pays en voie de développement ?

Le chirurgien général des États-Unis, après bien d'autres, n'en est pas particulièrement fier: « Le système américain de santé, a-t-il déclaré il y a trois ans déjà, est en plein chaos. »

« C'est une honte nationale », lui faisait récemment écho devant l'Association américaine des chirurgiens le docteur Chase, de l'université de Stanford, en rappelant la raison, d'ailleurs connue de tous, de cette situation: si les États-Unis ont manqué de scientifiques et de techniciens, il y a une pénurie chronique de médecins... et il faut en importer, à quitta à priver d'autres nations de soins.

Pière dans le passé d'être une terre d'immigration, l'Amérique est maintenant la proie d'un complexe de culpabilité. Pendant longtemps, elle ne tenait pas à savoir qui étaient ceux qu'elle accueillait. Maintenant, elle connaît leur origine. En ouvrant plutôt ses portes à ceux qui pouvaient lui être utiles qu'à ceux à qui elle pourrait être utile, elle s'est persuadée qu'elle brimait leurs pays d'origine.

Est-ce au moins ce qu'ils ressentent? Oubliions le néon qui, aux États-Unis, l'on dit, tous les bureaux pour cette pénurie dans laquelle se cachent tous les locaux administratifs de New-Delhi, oublions l'inévitable café à l'américaine pour accepter le thé de rigueur: derrière cet Himalaya de documents qui fait l'Inde d'aujourd'hui aussi sûrement que le Taj-Mahal celle d'hier, voici M. Nayadamma, le directeur du Conseil indien pour la recherche scientifique et industrielle. Poliment, il s'étonnera: « Mais où est le mal? »

« Chaque année, dit-il, 10 % des scientifiques que nous formons envisagent de se rendre à l'étranger. La porte leur est ouverte. Ils peuvent partir! »

Alors, certains, aux États-Unis, éprouvent mauvaise conscience à importer massivement des spécialistes étrangers, le plus important des pays exportateurs, et il n'est pas le seul à adopter cette attitude, affiche une superbe indifférence à l'égard de ses ressortissants qui le fuient. Il est vrai que, comme les États-Unis, l'Inde est favorable à la libre circulation des hommes.

Ainsi, les uns, terre d'immigration par vocation et maintenant par nécessité, viennent à tendre la main à l'autre, terre d'émigration par nécessité et demain peut-être, qui sait, par vocation. Américains et Indiens ont aussi ceci de commun qu'ils ont besoin ou croient avoir besoin de avantages de scientifiques, d'ingénieurs et de médecins. Mais les premiers peuvent créer les emplois correspondants, non les seconds.

Des besoins illimités une demande limitée

Une des caractéristiques des pays en voie de développement, c'est le contraste entre le besoin et la demande d'hommes. Le besoin exprime toute la différence existant entre le sous-développement où ils se trouvent et la situation à laquelle ils aspirent pour le bien-être de leur population et par orgueil national. La demande résulte des possibilités d'emploi existant à un moment donné, compte tenu de l'état du développement.

Entre ce besoin virtuel et cette demande effective, il y a toute la différence entre le rêve et la réalité. Si l'on se place du point de vue du « besoin », généralement considérable, l'existence de l'émigration ne fait que rendre sa satisfaction plus difficile. Dans l'optique de la « demande », au contraire, elle facilite l'ajustement du nombre des emplois offerts à celui des postulants. Dans le premier cas, donc en adoptant une vue à long terme, tout émigrant doit être considéré comme une perte, et c'est évidemment d'autant plus vrai que le sous-développement est plus prononcé. Dans le second cas, limitant l'analyse au présent, l'émigrant ne fait figure que de

Les statistiques de la N.S.F. montraient en effet que, en 1971 et 1972, respectivement 8 748 et 7 143 médecins se sont inscrits comme immigrants, avec, cette fois, un taux de provenance des pays en voie de développement de 83 %, dont le quart pour la seule Inde.

Un tel mouvement ne prend pas corps en un jour! Tandis que, de 1959 à 1970, le nombre total des praticiens exerçant aux États-Unis augmentait de 39 %, ceux qui avaient effectué leurs études hors des États-Unis devenaient trois fois plus nombreux. A l'heure actuelle, près d'un médecin sur cinq est d'origine étrangère. En 1970, sur 63 000 médecins hospitaliers, 28 000 étaient d'origine étrangère, soit plus d'un sur trois.

Le chirurgien général des États-Unis, après bien d'autres, n'en est pas particulièrement fier: « Le système américain de santé, a-t-il déclaré il y a trois ans déjà, est en plein chaos. »

« C'est une honte nationale », lui faisait récemment écho devant l'Association américaine des chirurgiens le docteur Chase, de l'université de Stanford, en rappelant la raison, d'ailleurs connue de tous, de cette situation: si les États-Unis ont manqué de scientifiques et de techniciens, il y a une pénurie chronique de médecins... et il faut en importer, à quitta à priver d'autres nations de soins.

Pière dans le passé d'être une terre d'immigration, l'Amérique est maintenant la proie d'un complexe de culpabilité. Pendant longtemps, elle ne tenait pas à savoir qui étaient ceux qu'elle accueillait. Maintenant, elle connaît leur origine. En ouvrant plutôt ses portes à ceux qui pouvaient lui être utiles qu'à ceux à qui elle pourrait être utile, elle s'est persuadée qu'elle brimait leurs pays d'origine.

Est-ce au moins ce qu'ils ressentent? Oubliions le néon qui, aux États-Unis, l'on dit, tous les bureaux pour cette pénurie dans laquelle se cachent tous les locaux administratifs de New-Delhi, oublions l'inévitable café à l'américaine pour accepter le thé de rigueur: derrière cet Himalaya de documents qui fait l'Inde d'aujourd'hui aussi sûrement que le Taj-Mahal celle d'hier, voici M. Nayadamma, le directeur du Conseil indien pour la recherche scientifique et industrielle. Poliment, il s'étonnera: « Mais où est le mal? »

« Chaque année, dit-il, 10 % des scientifiques que nous formons envisagent de se rendre à l'étranger. La porte leur est ouverte. Ils peuvent partir! »

Alors, certains, aux États-Unis, éprouvent mauvaise conscience à importer massivement des spécialistes étrangers, le plus important des pays exportateurs, et il n'est pas le seul à adopter cette attitude, affiche une superbe indifférence à l'égard de ses ressortissants qui le fuient. Il est vrai que, comme les États-Unis, l'Inde est favorable à la libre circulation des hommes.

Ainsi, les uns, terre d'immigration par vocation et maintenant par nécessité, viennent à tendre la main à l'autre, terre d'émigration par nécessité et demain peut-être, qui sait, par vocation. Américains et Indiens ont aussi ceci de commun qu'ils ont besoin ou croient avoir besoin de avantages de scientifiques, d'ingénieurs et de médecins. Mais les premiers peuvent créer les emplois correspondants, non les seconds.

Des besoins illimités une demande limitée

Une des caractéristiques des pays en voie de développement, c'est le contraste entre le besoin et la demande d'hommes. Le besoin exprime toute la différence existant entre le sous-développement où ils se trouvent et la situation à laquelle ils aspirent pour le bien-être de leur population et par orgueil national. La demande résulte des possibilités d'emploi existant à un moment donné, compte tenu de l'état du développement.

Entre ce besoin virtuel et cette demande effective, il y a toute la différence entre le rêve et la réalité. Si l'on se place du point de vue du « besoin », généralement considérable, l'existence de l'émigration ne fait que rendre sa satisfaction plus difficile. Dans l'optique de la « demande », au contraire, elle facilite l'ajustement du nombre des emplois offerts à celui des postulants. Dans le premier cas, donc en adoptant une vue à long terme, tout émigrant doit être considéré comme une perte, et c'est évidemment d'autant plus vrai que le sous-développement est plus prononcé. Dans le second cas, limitant l'analyse au présent, l'émigrant ne fait figure que de

surplus — dans la mesure, bien sûr, où toute demande locale est satisfaite en priorité.

Une calamité ou un bienfait ?

Cette distinction en recoupe une autre, peut-être plus classique, qui s'impose à tous ceux qui ont fait le voyage de Brighton, en Grande-Bretagne, pour débiter du *brain drain* avec les chercheurs de l'université de Sussex, un haut lieu pour l'étude des problèmes de l'outre-mer.

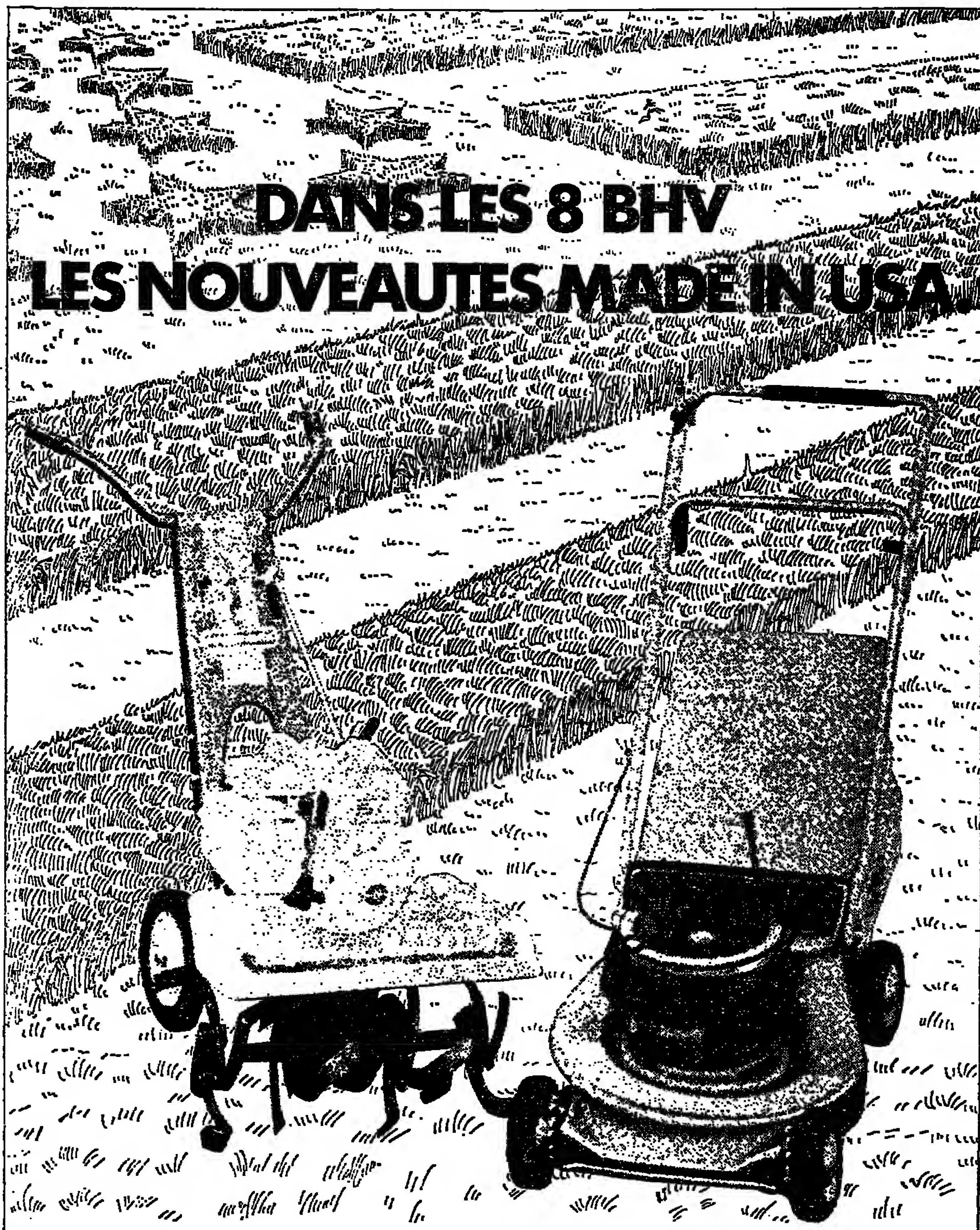
Pour eux, il y a deux façons de considérer l'exode des cerveaux.

On peut tout d'abord le situer dans le cadre des mouvements, sur le marché mondial, d'un capital humain tout aussi essentiel au processus du développement et de la production économique que le capital financier. Comme l'argent, l'homme chercherait à s'investir là où on lui ménagerait des conditions satisfaisantes de rentabilité et de sécurité. En assurant sa formation, tout Etat contribuerait donc au bon fonctionnement d'un processus international et il se trouverait automatiquement payé en retour par sa participation à un système générateur d'expansion.

Au total, la migration des spécialistes s'intégrerait dans un processus mondial d'expansion dont elle constituerait l'un des moteurs, ou elle concourrait au sabotage de l'effort national. Un bien ou un mal.

Mais, optique du « besoin » ou de la « demande », sobriété internationaliste ou nationaliste, toutes ces approches souffrent d'un défaut commun: elles oublient celui dont elles traitent avec aisance: le migrant.

NICOLAS VICHNEY.
Prochain article: LA FUITE



Tondeuse NOGAMATIC US 15 - puissance 3,5 CV - 4 temps B. et S. - largeur de coupe 51 cm - hauteur de coupe réglable - châssis tôle renforcée - éjection arrière - grand bac récupérateur 1150 F.

Motobèche NOGAMATIC MB 15 - puissance 5 CV - 4 temps B. et S. - équipée de 4 fraises - largeur de travail 65 cm - roues stabilisatrices arrière - transmission par courroies - réducteur à vis - équipée d'une marche arrière 1 650 F#

Non représentée: Tondeuse NOGAMATIC UST 25 - auto-tractée - puissance 4 CV - 4 temps B. et S. Spécial - largeur de coupe 56 cm - hauteur de coupe réglable - châssis magnésium - traction arrière - roues avant montées sur roulements - éjection arrière - grand bac récupérateur 1 750 F.

Jusqu'à épuisement des stocks.

UN SERVICE APRÈS-VENTE COMPLET A VOTRE DISPOSITION
Double garantie: Pièces et main-d'œuvre pendant 1 an, contre tout vice de fabrication.
Notre atelier répare et entretient tous les matériels: tondeuses, motoculteurs, tronçonneuses, taille-haies.
Un devis gratuit peut être étudié sur demande.
Sur simple coup de téléphone, le BHV reprend votre tondeuse, la répare et la livre à domicile.
Notre station-service, 13, rue de la Verrerie, Paris 4^e, assure la vente de pièces détachées et tient à votre disposition pendant la pleine saison un mécanicien confirmé pour vous aider à résoudre vos problèmes dans les meilleurs délais.

CRÉDIT COURT PAR COFINOGA (à souscrire aux conditions d'usage, 3 versements sans intérêts, perception forfaitaire de 8F)

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE **BHV**

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants: Jacques Favret, directeur de la publication, Jacques Saragat.
Imprimerie du « Monde » 5, rue des Mathis, PARIS-13^e
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Advertisement for BHV (Bazar de l'Hotel de Ville) featuring various agricultural machinery like tractors and mowers, with detailed specifications and contact information for their service center in Paris.

مركزنا للأعمال

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,89
REPRESENTAT. : Demandes	30,00	35,02
Offres	15,00	17,21
Offres d'Emploi "Piscards Encadrés"	30,00	35,02
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.S.
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING
Société SUD-OUEST recherche

UN LICENCIÉ EN DROIT SPÉCIALISTE ASSURANCES
pour prendre en mains l'ensemble des problèmes d'assurances de la Société en France et à l'étranger. Ce poste, très actif, exige d'excellents contacts humains.

UN JURISTE COMMERCIAL
de Formation Sciences Po. en Droit ayant 35 ans minimum, 2 à 3 ans minimum d'expérience industrielle et parlant couramment l'ANGLAIS. Attaché à la Direction Commerciale Générale, son rôle consisterait à conseiller les responsables commerciaux des différents services (rédaction de contrats, contacts à haut niveau, etc.).

DES INGÉNIEURS OU CADRES TECHNICO-COMMERCIAUX
de formation Supérieure et parlant parfaitement l'ANGLAIS, ayant l'habitude des contacts à haut niveau, tant auprès Sociétés Privées que de Grandes Administrations, et connaissant l'Engineering général. Leur rôle consisterait à :
- effectuer la prospection commerciale de la Société ;
- négocier les contrats ;
- assurer le suivi commercial général.

Prête d'écrire avec curriculum vitae détaillé et prétentions à n° 89.380, CONFESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cédex 01, qui te.

Nous sommes un très gros utilisateur télétraitement d'IMS en FRANCE,
Nous disposons du matériel IBM suivant :

- 2 x 370/168 - 3000 K chacun,
- 1 x 370/158 - 3000 K
- 300 terminaux téléprocessing à ce jour.

Vous êtes :

- chefs de projet
- analystes
- ingénieurs système
- programmeurs

Vous êtes intéressés par les bases de données et le téléprocessing.

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS !

ECRIVEZ-NOUS !

Service du Personnel (sous référence 6360 M)
Tour Franklin - Cédex 11
92081 - PARIS La Défense.

GIE

Le Groupe DELALANDE
(C.A. consolidé 74 : 315 M.F. dont 80% en pharmacie)

Recherche
un MEDECIN

intéressant à l'évolution thérapeutique, doué de bonnes capacités de synthèse et de présentation, bon pédagogue pour diriger le

BUREAU d'ETUDES et de DOCUMENTATION MEDICALES
avec les responsabilités suivantes :

- Etudes de synthèse sur des domaines nouveaux pour le Groupe
- Recueil & analyse de l'information sur les médicaments du Groupe
- Participation à la rédaction de l'information et à la formation des délégués médicaux
- Prise en charge de la documentation et du tableau de bord de la Direction Médicale, des réponses aux demandes d'information médicale internes et externes

Riche en possibilités de formation, ce poste peut permettre un bon développement de carrière et conviendrait notamment à un médecin renonçant à poursuivre une carrière médico-hospitalière et intéressé à la fois par les problèmes scientifiques et de promotion.

Adresser candidatures et C.V. :
Directeur de l'Encadrement DELALANDE S.A.
32 Rue Henri Régnaud, 92402 COURBEVOIE

DIRECTION FINANCIERE GROUPE INTERNATIONAL
RECHERCHE

LE CHEF COMPTABLE
de l'une de ses filiales

- De formation supérieure ce cadre devra justifier d'une bonne expérience des comptabilités générale et analytique.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo sous réf. 5387 à :

GANIDE
GESTION ANIMATION DEVELOPPEMENT
19, r. de Montmorency
75003 PARIS
Chargé du recrutement

L'UN DES PREMIERS CABINETS EUROPEENS
recherche

1^{er} - SPECIALISTE
qui sera chargé du montage juridique des

EURO EMISSIONS et EURO CREDITS

- Langue maternelle française mais parfaite connaissance de l'anglais écrit et parlé.

2^{er} - JURISTE FINANCIER
pour assister sa clientèle dans des

NEGOCIATIONS DE FUSIONS

Prises de participation - Restructuration

- Connaissances approfondies droit et fiscalité des sociétés - financement - évaluations.

Dans les deux cas :

- Expérience pratique nécessaire dans grand Cabinet de Conseils, Banque ou Grande Entreprise.
- Le candidat devra en outre pouvoir assurer une activité de conseil permanente en droit fiscal ou droit des sociétés.

Envoyer C.V. manuscrit à n° 3555
SPERAR, 12, rue J. Jaurès 92807 PUTEAUX qui trans.

Agence Financière de Bessin
« SEINE NORMANDIE »
Division « Ressources »
3, rue Saint-Charles - 75015 PARIS
recherche

INGÉNIEUR-HYDROGÉOLOGUE
(Formation E.N.S.G. ou 3^o CYCLE)

Le candidat aura pour tâche de promouvoir et de faire évoluer les études. Une solide expérience d'un dixième d'année dans le domaine de l'HYDROGÉOLOGIE est nécessaire.

LIBRE RAPIDEMENT

Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions.

INTEC
INTEC
INFORMATIQUE
recherche

INGÉNIEURS DE VENTE

Ingénieur diplômé, ayant une grande expérience des relations avec sociétés de services et d'ingénierie et des négociations avec les secteurs public et privé.

Une excellente connaissance des systèmes de gestion temps réel sur mini-ordinateurs sera appréciée.

La rémunération sera fonction de l'expérience et assortie d'un intéressement.

Plusieurs postes sont à pourvoir au sein de la Direction Commerciale France.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurateur d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant référence annonce 545 à Direction du Personnel

INTEC INFORMATIQUE - 78370 - PLAISIR

LE PROFIL

des postes que nous offrons exige une sélection rigoureuse liée à l'important déphasage observé entre les besoins, l'éducation, la formation des

JEUNES HOMMES ET JEUNES FEMMES

que nous nous proposons de rencontrer, et l'ensemble des contraintes imposées aux plans matériel, professionnel et intellectuel par la conjonction harmonieuse d'une carrière dans le Département pilote de nos Sociétés.

NOTRE TRÈS IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCE
(Secteur Privé)
DIFFUSÉ

dans un segment de clientèle à revenus confortables, des produits de sécurisation, d'épargne ou d'investissements valorisables ou indexés. Ces produits sont totalement originaux, distincts des services offerts par l'ensemble du marché des Assurances et étroitement adaptés aux motivations du public simultanément au plan des unités de compte, qui garantissent leurs prestations.

NOUS CONNAISSONS LES DIFFICULTÉS ACTUELLES DU MARCHÉ DU TRAVAIL : NOUS ENGAGEONS CÉPANDANT FERMEMENT NOS CORRESPONDANTS À NE NOUS CONTRACTER QU'APRÈS AVOIR LECTURE ATTENTIVE DE NOTRE ANNONCE EN S'ASSURANT LOYALEMENT QU'ILS RÉPONDENT AU MOINS À NOS EXIGENCES MINIMALES :

- Ils ont au moins 21 ans, sont libres de tous engagements à partir du 1/4/75.
- Ils disposent d'une formation générale soignée et sont disposés à embrasser une carrière de vendeur, puis de manager de réseau de distribution.
- Ils présentent les caractéristiques essentielles de l'homme d'action dans la conception la plus dynamique du terme.

TOUJOURS ET TOUJOURS QUI REFUSE L'ACTION DIRECTE ET SES CONTRAINTES EST INCOMPATIBLE AVEC LE PROFIL DU POSTE.

Notre Groupe assure intégralement la formation initiale (remuérérée), la formation continue, l'insertion (assistée), l'appui logistique (fichiers prospect-clientèle, contacts, méthodologie), la promotion professionnelle (rapide) et une rémunération largement tributaire de l'efficacité d'un niveau élevé à tous les postes de responsabilité.

Ecr. avec photo et c.v. à M. Le Dizez, n° 2000, B.P. n° 5, Saint-Cyr-sur-Mer 77501, qui transmet.

Directeur des Ventes
SECTEUR INDUSTRIEL

Filleule française d'un groupe multinationale - C.A. : 100 millions - nous fabriquons et diffusons un produit dont les applications sont variées et concernent toutes les branches industrielles.

Vous serez l'un de nos trois Chefs de Département, responsable, à l'échelon national, du développement des ventes dans le secteur industriel.

Vos objectifs : diriger et animer ce réseau de vente (28 représentants exclusifs - 3 chefs de ventes régionaux), participer à l'élaboration de la politique commerciale, la mettre en œuvre et en contrôler l'exécution.

Homme d'expérience, vous avez déjà exercé des responsabilités similaires dans les domaines de mécanique technique, vous connaissez déjà la clientèle industrielle et vous savez dialoguer avec un technicien.

Notre Siège est en proche banlieue parisienne, votre futur point d'attache.

garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier (lettre man., C.V. détaillé), sous référence M. 22.416, 33, quai Gallieni - 92153 SURESNES.

sélé CEGOS

Revue Médicale recherche

médecin rédacteur
AIHP

Travail mi-temps, 5 après-midi par semaine, excellente culture médicale exigée.

Ecrire avec c.v., photo (retournée) et prétentions sous réf. 36003 à Navas Contact 156, Bd Haussmann 75008 Paris. Discrétion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE BANLIEUE SUD
équipée d'un 380/65 - 758 K sous DOS
recherche

analyste confirmé
(niveau IRT minimum)

- 2 à 3 ans d'expérience d'analyse de gestion,
- pratique du COBOL-ANS,
- expérience de base de données très appréciée.

programmeur système
(niveau IRT)

- 2 ans d'expérience minimum Système DOS,
- expérience pratique du COBOL-ANS,
- expérience appréciée sur FORTRAN et base de données (TOTAL).

Adresser c.v., photo et prétentions, réf. 35939 à Navas Contact 156 Boulevard Haussmann 75008 Paris qui transmettra.

Société Internationale d'Équipement Pétrolier et Chimique
RECHERCHE

INGÉNIEUR TECHN.-COMMERCIAL

MATÉRIEL CONTRÔLE ET RÉGULATION

- Age 30 ans minimum
- expérience dans domaine similaire souhaitée ;
- connaissance de l'Anglais.

Ce poste nécessite une personnalité dynamique ayant assumé des responsabilités et esprit d'initiative.

Adr. curriculum vitae détaillé à M. J. GRUPPER, INTERPEC S.A., 16, rue Beudin. - 92008 Levallois.

BERTIN et Cie

Recherche, Développement, réalisations industrielles, cherche pour son

DÉPARTEMENT SYSTÈME

1 INGÉNIEUR CONFIRMÉ

désire évoluer vers la fonction d'ingénieur d'affaires généraliste, dans les domaines suivants : étude, mise au point de prototype et développement de matériels divers à technologie avancée (aérospatial, spatiale...), analyse et optimisation de systèmes.

DÉPARTEMENT STRUCTURE
nucléaire, aéronautique, spatial

1 INGÉNIEUR

DE HAUT NIVEAU SCIENTIFIQUE

souhaitant conduire des études et recherches appliquées dans les domaines de mécanique des structures et des MATÉRIAUX COMPOSÉS.

Ecrire à C. LEMAIGNAN - BERTIN et Cie, B.P. n° 1 - 92070 FLAÏER.

DEVELOPPEMENT

CABINET de PSYCHOLOGIE APPLIQUÉE A LA GESTION du PERSONNEL
recherche

Psychologue Clinicien Diplômé

afin de lui confier à moyen terme un rôle de CONSULTANT auprès des Entreprises qu'il conseille dans la gestion des ressources humaines : Engagements, Promotions, Mutations, Counseling.

Une expérience en entreprise ou Cabinet-Consultant qui dure 5 ans est absolument indispensable.

Ecrire en présentant votre expérience à

DEVELOPPEMENT
membres de l'ANCCRP, service M. 894
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

MERLIN GERIN

recherche pour son département
REALISATION D'ENSEMBLES à LEVALLOIS

PLUSIEURS INGÉNIEURS ELECTRICIENS

DIPLOMES GRANDE ECOLE auxquels seront confiés des postes d'Ingénieurs Technico-Commerciaux d'affaires

Ces postes exigent :

- une expérience de 3 ans au moins dans le domaine équipements ou installations électriques.
- une bonne connaissance des langues allemande, et/ou anglaise.

Adresser CV détaillé MERLIN GERIN au Service Recrutement Cadres 83X - 38041 GRENOBLE CEDEX.

chef de produits

COLLABORAT

2000 de F

im

DIPLOM

صكرا من الاصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Ingénieur Export
L'EXPORT CHEZ NOUS OCCUPE UNE PLACE PRIVILEGIEE
VOUS : Etudes supérieures mécaniques ou électroniques.
Expérience de la vente export dans une Société d'électro-mécanique ou d'instrumentation.

MANAGEMENT
BILINGUES FRANÇAIS-ANGLAIS
Une importante société américaine élargit ses opérations internationales. Nous recherchons des collaborateurs imaginatifs et objectifs qui estiment que leur situation actuelle n'offre pas les possibilités ou les occasions dont ils ont besoin pour se réaliser pleinement et, finalement, pour obtenir des gains financiers importants.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
BANLIEUE SUD
recherche
TRADUCTEUR-TRADUCTRICE
TECHNIQUE
LANGUE MATERNELLE AMÉRICAIN (OU PARFAITEMENT BILINGUE)
A TEMPS PLEIN

SOCIÉTÉ DE PRESSE
Quartier Opéra - Palais-Royal
recherche
Secrétaire
excellente sténo-dactylo, réelle maîtrise du secrétariat. Horaires chargés (46 h. par semaine) mais avantages divers. Position cadre sup. par. probatoire. Ecr. S.G.P., 13, av. de l'Opéra, Paris-1^{er} ou tél. 06-25-22.

ecoppe
Groupe de sociétés de distrib. recherche pour Paris
CADRE
titulaire en droit ou Sciences Po
EXPERIENCE
EN MATIÈRE SOCIALE
Ecr. F.N.C.C., Serv. du person., 89, rue La Boétie, PARIS (8^e)

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL
Quartier Gare de Lyon
recrute
RÉDACTEUR JURIDIQUE
Spécialiste questions sociales et Droit du travail
Licence en Droit, D.E.S., spécialité : Étude de la législation sociale et de la jurisprudence. Rédaction de notes d'information et rubrique hebdomadaire destinées aux adhérents.

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche le
DIRECTEUR NATIONAL DES VENTES
qui prendra en charge le marketing et la promotion commerciale d'une gamme complète de calculateurs électroniques à hautes performances.

GRANDE ENTREPRISE NATIONALE
recherche
jeunes ingénieurs ou universitaires
dégagés des obligations militaires
Connaissant les méthodes de prévision.
Adressez C.V. détaillé et présentations à : PUBLIPRESS (sous référence 54136) 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris.

2 INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX (avec diplôme, français en France).
2) Rép. Provence-Côte d'Azur.
Une formation supérieure et une expérience de l'auto-contrôle, de même qu'une pratique préalable de la vente, de préférence de produits de haute technologie. Adressez lettre manuscrite, C.V. et références à : B.P. 65, 78140 VELIZY.

AFNOR
Association Française de Normalisation
recherche pour son DEPARTEMENT APPLICATION
INGENIEUR
OU CADRE TECHNIQUE
Age 28 ans minimum, niveau licence ou sciences de l'école d'ingénieur.

PICKER COOPERATION
SUCCURSALE A PARIS
installée dans nouveaux locaux
15 Place de la Nation Paris 11ème
recherche
INGENIEURS
TECHNICO-CIAUX
Pour :
Stimulateurs cardiaques,
Matériel nucléaire médical.
Ecrire CV détaillé avec références et prétentions à l'adresse ci-dessus.

Société Internationale
recherche
« COST ACCOUNTANT »
POUR
Comptabilité analytique.
Suivi rentabilité par produit.
Gestion des stocks.
NIVEAU D.E.C.S. EXIGE
Salaire 55.000 à 60.000 F par an selon expérience
Envoyer curriculum vitae, prétentions et photo à : MINET PUBLICITE, n° 38.552 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris, qui transmet.

SAUTER
recherche
1 Responsable d'Agence
2 Ingénieurs Technico-Commerciaux
Pour ses Agences de LILLE-MULHOUSE-PARIS
28 ans minimum. Formation BEGGUST-ESME ou équivalent. Espoir de carrière dans le domaine de la réalisation ou de ses applications en Climatologie. Stages de formation de 2 à 6 mois dans la Région Parisienne.
Envoyer candidature et C.V. à SAUTER, 9, rue du Commandant-Pilot, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

INTERCONSEIL
Société d'expertise comptable,
recherche
UN COLLABORATEUR
Niveau équivalent supérieur de révision pour gestion de portefeuille clients. Adressez C.V. et références à INTERCONSEIL, 35, rue d'Amsterdam 75008 PARIS.

TECHNICAL
TRANSLATOR
French-English. Experience in aerospace absolutely required, for work in ARGENTINA.
VELIZY or EVRY.
Mail, resume and references to : I. F. A. S. S. I. N. G. E. I. 17, rue J.-P. Timbaud, 95100 Z.I., Arsenville. Tél. 982-91-34.

Impte Société d'Assurances
recherche
DIPLOMÉ (ÉE)
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
(DAUPHINE - I.S.A. - ISSUP - S.C. ECO...)
Pour études sur la gestion de l'entreprise (statistiques, gestion prévisionnelle, études de coûts, etc.,...).
Stage en entreprise apprécié.
Lieu de travail : LA DÉFENSE
Adr. C.V. manuscrit, photo et présent., n° 99.781, CONTESSÉ Publ., 23, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

MOYENNE ENTREPRISE
EN EXPANSION DANS INDUSTRIE MÉCANIQUE DE HAUTE PRÉCISION (VAL-DE-MARNE)
recherche
INGÉNIEUR
CHEF DES MÉTHODES FABRICATION
Formation C.N.A.M. ou équivalent ayant plusieurs années d'expérience
Connaissances pratiques affirmées en usinage mécanique - tournage frausage - rectification pour fabrication prototypes petites et moyennes séries.
Adressez lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à : 99.897, CONTESSÉ Publicité, 23, avenue de l'Opéra, - PARIS (1^{er}).

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE GRANDE SÉRIE
500 PERSONNES
recherche
Directeur de la Comptabilité
35 ans minimum
DECs au niveau expert comptable, au courant gestion sur ordinateur.
Sera chargé comptabilité clients et fournisseurs, bilans, comptabilité analytique et prix de revient.
Lieu de travail : PARIS LA DÉFENSE
Ecr. av. C.V. SAUDEL 94 rue LA FAYETTE 75010 PARIS qui transmette

VOUS POSSEDEZ LE
BTS
EN ELECTRONIQUE
et un minimum de 4 à 5 ans d'expérience.
VOUS AVEZ le sens du commandement et VOUS AIMEZ les contacts humains
VOTRE CANDIDATURE NOUS INTERESSE
Adressez votre C.V. complet avec photo (obligatoire) à : 99.818, CONTESSÉ PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

ORG. SEC. SOC. rech.
CADRES
diplômés en psych. si poss. extér. cond. sémin.
CONDITIONS :
- 25 ans minimum.
- Séries de cours, travaux.
- Sens des relations humaines, du groupe et de la pédagogie.
Les fonctions entraîneront de fréquents déplacements hors Paris. Possibilité carrière.
Les candidatures devront être envoyées sous pli fermé, revêtu ment « Confidential », à : M. le Directeur de l'UCANSS, 44-46, bd de Grenelle, 75015 PARIS.

SOCIÉTÉ DE SERVICE EN INFORMATIQUE (Service Bureau)
recherche
dans le cadre de l'utilisation d'un système informatique de comptabilité
COMPTABLE
expérimenté pour remplir des fonctions de caractère technico-commercial consistant à :
Assurer la mise en place du système auprès des utilisateurs
Assurer une liaison constante avec ces utilisateurs et les assister ;
Préparer le travail et contrôler les résultats.
Envoyer C.V. à SOGECIM, 5, rue Raspail, 82100 - MONTREUIL.

JEUNE SOCIÉTÉ PHARMACEUTIQUE FRANÇAISE
NÉE D'UN GRAND PRODUIT
recherche
FOUR ASSURER LA DIRECTION DU SERVICE MEDICAL
MEDECIN
aimant vivre dans une équipe dynamique et sachant innover
LE POSTE COMPRET :
- l'INITIATION et le SUIVI des EXPERIMENTATIONS CLINIQUES ;
- la FORMATION et la PERFECTIONNEMENT des INFORMATIQUES MEDICAUX ;
- les RELATIONS MEDICALES ;
- la PARTICIPATION à la STRATEGIE PROMOTIONNELLE ;
- expérience Industrie pharmaceutique Indienne.
Adressez curric. vitae, sous réf. n° 42.000, EUPAC, 34, rue Balard, - 75015 PARIS, qui transmetra.

CHAÎNE HOTELIÈRE rech.
DIRECTEURS
SOUS-DIRECTEURS
pour ses exploitations saisonnières, établissements de 50 à 200 chambres et 4 étages. Hommes dynamiques, expérience de gestion hôtelière de 3 années minimum, bonnes connaissances de la gestion, langues étrangères indispensables. Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 7.604, P. LICHOU S.A., 10, rue Lavoisier, 75003 PARIS Cedex 02, qui transmettra. Discretion assurée.

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DE PARIS
recherche
POUR SERVICE SOCIAL
SECRETARE
Titulaire baccalauréat F. & A.
Adr. lettre et C.V. détaillé à : Madame le Chef du Personnel, 17/19, rue de Flandre - 75935, PARIS Cedex 12.
Caisse de Retraite Cadres recherche pour son service Social
ADJOINT
AU CHEF DE SERVICE de formation I.U.T.
Espoir dans la profession pour section administrative (Prés, frais médicaux, courses, bilans, séjours de vacances).
Env. C.V. prêtée à : 99.840, SIPEP, 3, r. Chatelet, Paris-2^e 5^e Industrielle, 300 personnes, en expansion, recherche
CONTROLEUR GESTION
30 ans min., format. comptab. supérieure. Préf. sera donnée à candidat ayant exercé avec succès les fonctions de Chef de Service de comptabilité pendant 2 à 5 ans. Lieu de trav. Rueil. Ecr. avec C.V. et prétentions à : 210 B. B. B. 17, rue Lebel, 92 Vincennes.

STE NEGOCE INTERNATIONAL
de NEUILLY-SUR-SEINE
recherche :
SECRETARE
DIRECTION
- Bilingue français-anglais ;
- Excellente sténo-dactylo ;
- Très haut salaire.
Adr. dem. manuscrite et C.V. à : 99.821, CONTESSÉ PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

GRUPE PRIVE D'ASSURANCES
recherche pour PARIS
INGENIEURS
A.M. - T.P. ou autres techniques
Débutant moins de 5 ans d'expérience pour une CARRIERE dans une fonction technique et d'encadrement.
Les candidats seront libérés des obligations militaires. Leur formation ASSURANCES sera réalisée par nos soins.
Adressez curriculum vitae et photo sous réf. 746, Publicité Rennais, 112, bd Voltaire, - 75011 Paris.

ASNIÈRES
IMPTÉ SOCIÉTÉ MÉCANIQUE GÉNÉRALE
NORD-OUEST DE PARIS
recherche
chef ou Département TURBINES
CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES
Ce poste comprendra à un Ingénieur diplômé A.M. ou équivalent :
Ayant 40 ans minimum.
Une grande expérience en bureau d'études.
Il sera chargé sous l'autorité du Directeur Technique de coordonner les travaux des dessinateurs avec ceux des ingénieurs du Service Technique.
Adressez C.V. manuscrit très complet et indiquez prétentions à : CAMBÉREL n° 932, B.P. 37, 75824 PARIS, CEDEX 17, qui transmettra.

TUYAUX BONNA
91, rue Foa-St-Honoré, Paris-8^e.
Fabrication et pose canalisations béton pour adductions d'eau et assainissement, activités en France et à l'étranger.
C.A. 350.000.000 de F. Effectif 2.000 personnes, recherche
INGENIEURS
AM - ION - ENI - ETP
Intéressés par les problèmes de composition et de mise en œuvre des bétons de radioprotection. Déplacements fréquents en prov. Ecr. avec C.V., photo et prêt., B.P. 37-26, 75246 Paris Cedex 06.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
près Saint-Augustin,
cherche
JEUNE COMPTABLE
Titulaire Brevet professionnel
2 à 3 ans d'expérience.
Indiquer prétentions et env. C.V. détaillé avec photo à : 99.819, VICHY-TOURNAI, Paris-16^e, qui transmettra.

SOCIÉTÉ NEUILLY-S-SEINE (Pont-de-Neuilly)
recherche :
SECRETARE
DE DIRECTION
- Trilingue français-anglais-espagnol ;
- Si possible langue maternelle anglaise ;
- Excellente sténo-dactylo ;
- Haut salaire.
Adr. dem. manuscrite et C.V. à : 99.821, CONTESSÉ PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE BIENS D'ÉQUIPEMENT
Sous conditionnement d'air transport
recherche un
Électromécanicien
INGENIEUR débutant ou TECHNICIEN
avant 2 ou 3 ans d'expérience. Formation et expérience en froid industriel soviétique. Anglais souhaité.
Adr. C.V. détaillé à n° 243, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
près Saint-Augustin,
cherche
JEUNE COMPTABLE
Titulaire Brevet professionnel
2 à 3 ans d'expérience.
Indiquer prétentions et env. C.V. détaillé avec photo à : 99.819, VICHY-TOURNAI, Paris-16^e, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
près Saint-Augustin,
cherche
JEUNE COMPTABLE
Titulaire Brevet professionnel
2 à 3 ans d'expérience.
Indiquer prétentions et env. C.V. détaillé avec photo à : 99.819, VICHY-TOURNAI, Paris-16^e, qui transmettra.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE BIENS D'ÉQUIPEMENT
Sous conditionnement d'air transport
recherche un
Électromécanicien
INGENIEUR débutant ou TECHNICIEN
avant 2 ou 3 ans d'expérience. Formation et expérience en froid industriel soviétique. Anglais souhaité.
Adr. C.V. détaillé à n° 243, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

INFORMIÈRES D.E.
POUR BLOC OPERATEUR
Formation poss. pr D.E.
SALAIRE INTERESSANT
Tél. pour rendez-vous : 337-00-98.

LA SOUDURE AUTOGENE FRANÇAISE
recherche pour ses Services Centraux à proximité PONTOISE
JEUNE INGENIEUR
MEME DEBUTANT (AM - ICAAM - ECL - EP)
Formation électromécanique et si possible ESSA,
avant quatre années de formation technique commerciale auprès clientèle pilote pour matériels et produits nouveaux.
Adr. C.V. man. déta. av. réf. et prêt. à : Direction de Personnel de la S.A.F., B.P. 24, 92310 SAINT-OUEN-L'AUMOISE.

GRUPE INDUSTRIEL LAGNY (77), recherche :
CONTROLEUR INTERNE
Format. supér. comptable (D.E.C.S. ou équivalent). Quelques années minimum d'expérience d'audit dans un cabinet d'audit-séjour.
Adr. C.V. prêt. à : C.F.C. Service du personnel, 1, rue du Charlot-d'Or, 77400 LAGNY.

LA SOUDURE AUTOGENE FRANÇAISE
recherche pour ses Services Centraux à proximité PONTOISE
JEUNE INGENIEUR
MEME DEBUTANT (AM - ICAAM - ECL - EP)
Formation électromécanique et si possible ESSA,
avant quatre années de formation technique commerciale auprès clientèle pilote pour matériels et produits nouveaux.
Adr. C.V. man. déta. av. réf. et prêt. à : Direction de Personnel de la S.A.F., B.P. 24, 92310 SAINT-OUEN-L'AUMOISE.

PROMOTION ARTISTIQUE
Champs-Élysées, recherche pour librairie d'art H. ou P. pour second directeur, bonne formation artistique, esprit d'initiative, excellentes connaissances art modernes, sens des responsabilités. Anglais ou allemand souhaités. Adr. C.V. + prêt à : C.F.P., 2, rue de la Saunerie, PARIS-2^e, qui transmettra.

ASSEMBLEURS I.B.M. 240
2 ans d'exp. en montage. Cabot et/ou O.S. appréciées.
Env. C.V. déta. et prêt. à : 99.820, 12, rue des Reims M - MAISONS-ALFORT.

Centre
PROMOTION ARTISTIQUE
Champs-Élysées, recherche pour librairie d'art H. ou P. pour second directeur, bonne formation artistique, esprit d'initiative, excellentes connaissances art modernes, sens des responsabilités. Anglais ou allemand souhaités. Adr. C.V. + prêt à : C.F.P., 2, rue de la Saunerie, PARIS-2^e, qui transmettra.

ANNONCE
L'immobilier
exclusif

سكزامن الاصل

ANNONCES CLASSEES

La ligne	La ligne T.C.	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	IMMOBILIER	
OFFRES D'EMPLOI	30,00	Achat - Vente - Location	24,00 28,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	AUTOS - BATEAUX	22,00 25,58
Offres	30,00	PROPOSITIONS COMMERC.	
Offres d'Emploi "Placeards Encadrés"	30,00	CAPITAUX	60,00 70,05
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	OCCASIONS	22,00 25,88

L'immobilier

bureaux

PROPRIETAIRE
tous 1 ou plusieurs bureaux de
immeuble neuf. Tél. : 738-1110

A. MAILLOT Spéc. Des. 1961
Loux et pas de nord. 115 m.
307-55-33 + 522-19-10

échanges

P. a. p. n. 85 m+170 m. 100
m. à la Défense contre
P. 167. 177. Neuilly. Boulogne.
Téléphone : 75-03-11.

propriétés

A VENDRE Port Deauville MA-
RINA avec appartement pour
bateau de 8 m. Prix intéressé.
Sortie de Caen. rte de Paris
MAJOR 100 x 200 m. terr.
à volonté de 7.000 à 37.000 m.
Px intéressé. description assur.
Ecr. n° 8222 au Monde - Pub.
S. r. des Italiens. 75427 Paris-9.

terrains

DANS LA FORET
du HAUT PYLA
sur le BASSIN D'ARCACHON
15 Terrains à bâtir entièrement viabilisés
de 1.000 à 1.200 m²
de 77.000 à 99.000 F

Pour tous renseignements :
S.A. BUREAU CASTELVIN,
ou à BORDEAUX (56) 80-90-30
ou à BORDEAUX S.A. CASTELVIN,
boulevard Alfred-Danoy - 33000 BORDEAUX.

villas

COTE D'AZUR Saint-André
petit village provençal do-
minant la mer et l'hippo-
drome avec piscine et
son terrain au calme 37 vil-
las seulement. 170 m² de
terrasses. 4 terrasses. 4 vil-
las. 2 à 3 pièces. 170.000
à 200.000 F. très beaux
châteaux. Cagnes/Mer 31-29-72.

fonds de commerce

Vendu ou échangé par 8 ans de
gestion fonds ambulants, broc-
quetterie, murs, pots surfaces de
vente, café, dépositaire, etc. Saloon
d'été, sans concurrent, pays
en plein essor, région Sud-Est.
Ecr. n° 8224 au Monde - Pub.
S. r. des Italiens. 75427 Paris-9.

viagers

VIAGER LIBRE
Part. à part. vd. 100 m² à 150 m².
part. cave, if. com. if. impéc.
pne. rés. calme. Anselme-Barris.
70.000 + 550. 1.870 F. a. T.É.
(59) 84-25 ou 84-27-57.

pensions

Reconn. N°. pens. demi-pens.
sd cit. TV, calme, larg. quart.
résid. 100 m. de Maitland (17).

vilégiatures

A louer Corsé, proche Porto-
Vecchio : VILLA à personnes.
700 m. plage. Hill-top 3.000 F.
967. 1.500 F. Tél. (81) 80-98-17.

exclusivités

bureaux

HERON BUILDING
MONTPARNASSE

20.000 m² de bureaux à louer
disponibles depuis 1975

18 étages de bureaux modernes
et fonctionnels dans le dernier né
des quartiers d'affaires de Paris

Richard Ellis
17, rue de la Baume,
92000 Paris.
Tél. : 523-27-80/359-29-93

constructions neuves

CHALLOT - COLLINE
Aberly (territoire du Trocadéro)
Au pied de la colline
Luxe, résidence CHARDIN
6-8, rue Chardin. 100 m².
Resto, exposition soleil
un superbe duplex à P. 120 m².
terrasse de 100 m². 2 balcon.
un 2 pièces + jardin
Habitations fin mars 1975.

appartem. vente

Paris
Quartier Latin placement
studios et P. 100. réserves
ODE 15-10

châteaux

EN SAINTONGE
ET PERIGORD VERT
Petit château restauré XIX-XV
à 30 km de Bordeaux. Parc
Verdoyant. 70 ha de terres
cultivées. 10 ha de bois.
5-3 m. bureau. If. cit. 200 m².
20 ha. 200 m². 20 ha. 200 m².
bons P. châteaux. (pos. meubles
anc. comp. et acquit. poss. 200 ha
complet) 3 chbr. 100 m².
Bau bois Saintongeais : vue
sur Estuaire.
Royaumont. 100 m². 100 m².
10 chbr. 100 m². 100 m².
garage. dépend. garage. parc
2 ha. arbr. cent. clos.

appartem. achat

Recherche Paris 15^e. 7^e arr.
pr bons clients, appts très surf.
et immobiliers. FAUCON. C. D. P.
cette Jean Fournier, 5, rue A.
Barthold (5^e). Tél. : 579-27-27.

domaines

CHATEAU-Donnée élevée en
S.C.I. (Périgord) 250 ha. partie
irrigable. Très beaux châteaux
XIV^e et XV^e, partie état. partie
classée. 700 m². 700 m².
vastes immenses. 200 m².
ville (exportation) et tracteurs
système. 14-19 ha (1^e dimanche).
Rensais. à acquérir sérieux.

locations non meublées

Paris (14^e)
15, rue des Belles-Feuilles
de 100 m² à 200 m². cuis. double.
+ bus. Tél. mod. 3^e calme 2 ch.
71 m². Lib. 1^e mai. 2000 F. + ch.
Rédresser au service 1477 h.
KLE 71-43

pavillons

Champs de courses ENGLISH
Cousin à 5 km. 100 m². 100 m².
+ 50 chbr. cuis. 2 de des-
garage. Joliet. 175.000 F. mod.
3.000 F. com. - 89-21-24

appartem. achat

Paris (14^e)
15, rue des Belles-Feuilles
de 100 m² à 200 m². cuis. double.
+ bus. Tél. mod. 3^e calme 2 ch.
71 m². Lib. 1^e mai. 2000 F. + ch.
Rédresser au service 1477 h.
KLE 71-43

domaines

CHATEAU-Donnée élevée en
S.C.I. (Périgord) 250 ha. partie
irrigable. Très beaux châteaux
XIV^e et XV^e, partie état. partie
classée. 700 m². 700 m².
vastes immenses. 200 m².
ville (exportation) et tracteurs
système. 14-19 ha (1^e dimanche).
Rensais. à acquérir sérieux.

locations non meublées

Paris (14^e)
15, rue des Belles-Feuilles
de 100 m² à 200 m². cuis. double.
+ bus. Tél. mod. 3^e calme 2 ch.
71 m². Lib. 1^e mai. 2000 F. + ch.
Rédresser au service 1477 h.
KLE 71-43

pavillons

Champs de courses ENGLISH
Cousin à 5 km. 100 m². 100 m².
+ 50 chbr. cuis. 2 de des-
garage. Joliet. 175.000 F. mod.
3.000 F. com. - 89-21-24

les annonces classées du

Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi de 8 h. 30 à 18 h. 30

ou

233.44.31

pour tous renseignements : 233.44.21

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

POLICE

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR VEUT FAIRE CESSER CERTAINES METHODES DE DEMARCHAGE DONT USENT DES SYNDICATS.

Le ministre de l'intérieur a demandé que des poursuites soient engagées contre des syndicats de policiers qui offrent au public, en échange d'abonnements à leurs revues, une carte dont la présentation peut laisser supposer qu'elle vaudra à son titulaire des facilités de la part des services de la police. « Ce démarchage est accompagné en violation de la loi qui interdit des opérations de ce type en vue de recueillir des abonnements », précise le ministre, et l'éventuelle carte délivrée aux souscripteurs « ne peut en aucun cas et d'aucune façon les faire bénéficier d'un quelconque privilège de la part des services de la police ».

Le démarchage du ministre de l'intérieur vise notamment la Fédération générale des syndicats C.G.T. de la police nationale qui publie dans ces conditions une brochure intitulée « France-police ». Cette organisation tient, pour sa part, à faire savoir que :

« 1) Cette revue de caractère professionnel a pour but de donner des informations correctes sur le service public qu'est la police nationale ;

« 2) Cette revue, éditée sous la responsabilité de la section fédérale des retraités, n'a pas à recevoir l'autorisation du ministre de l'intérieur pour recueillir des abonnements, les statuts spéciaux qui sont ceux des personnes actives ;

« 3) Dans la lettre proposant les abonnements, il n'est indiqué à aucun moment que ceux-ci permettent d'obtenir une quelconque des services de police et encore moins de s'adresser à ceux-ci ».

La Fédération C.G.T. estime que la décision ministérielle « émise dans le cadre général de l'attaque que le gouvernement dépose l'encontre du mouvement syndical ».

CARNET

Noissances

M. Gilles Amédée-Maunarm et Mme née Marie Danièle B. Lambert de Guise, ont la très grande joie de faire part de la naissance de leur fille
Anne Sophie.
Paris, le 19 mars 1975

Fiançailles

On nous prie de faire part des fiançailles de
Mlle Rain Abdelouar et de Mme née Hoda Mabraki, avec
M. Jean-Fabien Bakhoum, fils de M. Jean Bakhoum et de Mme. née Colette Leclerc.

Décès

Amplepuis - Talcy - Paris - Porticiolo - Alajolo.
Le personnel des Etablissements Jean Slosay S.A. a la douleur de faire part du décès subit de
M. Robert-Jean BIOLLEY, 500 rue de la République, ancien directeur général.
Le personnel invite ses amis à venir s'inscrire au livre de condoléances à la famille et à rendre un dernier hommage lors des funérailles qui auront lieu aujourd'hui lundi 24 mars 1975, à 15 h. 30, à Amplepuis.

Remerciements

La famille de Fabienne JEAN-BERNARD, née Bonneton-Cropona, remercie vivement tous ceux qui se sont associés à sa peine et lui ont témoigné leur sympathie.

Anniversaires

A tous ceux qui gardent vivant le souvenir de la mort de Joseph EUTISSON, les siens demandent une union de prières et de pensées en ce premier anniversaire de sa mort.

Communications diverses

Les clubs Eurafrique 2000 organisent un dîner-débat mercredi 27 mars à 20 h 30 au Centre culturel 242, rue de Rivoli (Paris-1^{er}). M. Christian Foncelet, secrétaire des clubs Eurafrique, présentera des nouvelles méthodes de préparation du budget de l'Etat. Inscriptions : Eurafrique 2000, rue d'Antoni, 75016 Paris. Tél. : 520-54-88.

Visites et conférences

MARDI 25 MARS
VILLES GUIDES ET PEONNADES. - Ombres nationales des monuments historiques, 31, rue Condorcet, Caray et Le Palais du Luxembourg et de la Seine, 15 h. entrée de l'église, côté métro Halles. M. Christian Foncelet, secrétaire des clubs Eurafrique, présentera des nouvelles méthodes de préparation du budget de l'Etat. Inscriptions : Eurafrique 2000, rue d'Antoni, 75016 Paris. Tél. : 520-54-88.

Publicités

Entre le 1^{er} janvier 1969 et le 31 décembre 1974, plus de 18 000 emplois nouveaux ont été créés dans les services de la police nationale, et 1 600 autres ont été au cours de la présente année.

En donnant à M. Maurice Ligot, député du Maine-et-Loire (Union centriste), la mesure de l'effort accompli en sept ans pour augmenter les effectifs de police (4 222 G.), M. Michel Foulstowsky, ministre de l'Intérieur, explique que « l'accroissement de la criminalité, qui se manifeste bien en particulier dans les grandes agglomérations qu'en milieu rural, a amené le ministre de l'Intérieur à renforcer très sensiblement les effectifs des services de police ».

Pour sa part, la gendarmerie nationale vu entre le 1^{er} janvier 1968 et le 1^{er} janvier 1975, ses effectifs croître de 8 382 militaires d'active (4 152 G.), auxquels il convient d'ajouter 4 230 appelés de complément servant dans les gendarmes auxiliaires qui, s'ils ne participent pas directement au travail de police, occupent des emplois administratifs et techniques dont ils libèrent les gendarmes d'active. Pour 1975, il est prévu de créer 1 368 emplois nouveaux : 960 de personnels d'active (500 militaires, 460 sous-officiers) et 400 de gendarmes auxiliaires.

En sept ans, les effectifs de la police et de la gendarmerie auront donc été accrus de 30 000 hommes.

LES EFFECTIFS DE LA POLICE ET DE LA GENDARMERIE ONT AUGMENTÉ DE TRENTE MILLE HOMMES DEPUIS 1968

Entre le 1^{er} janvier 1969 et le 31 décembre 1974, plus de 18 000 emplois nouveaux ont été créés dans les services de la police nationale, et 1 600 autres ont été au cours de la présente année.

En donnant à M. Maurice Ligot, député du Maine-et-Loire (Union centriste), la mesure de l'effort accompli en sept ans pour augmenter les effectifs de police (4 222 G.), M. Michel Foulstowsky, ministre de l'Intérieur, explique que « l'accroissement de la criminalité, qui se manifeste bien en particulier dans les grandes agglomérations qu'en milieu rural, a amené le ministre de l'Intérieur à renforcer très sensiblement les effectifs des services de police ».

Pour sa part, la gendarmerie nationale vu entre le 1^{er} janvier 1968 et le 1^{er} janvier 1975, ses effectifs croître de 8 382 militaires d'active (4 152 G.), auxquels il convient d'ajouter 4 230 appelés de complément servant dans les gendarmes auxiliaires qui, s'ils ne participent pas directement au travail de police, occupent des emplois administratifs et techniques dont ils libèrent les gendarmes d'active. Pour 1975, il est prévu de créer 1 368 emplois nouveaux : 960 de personnels d'active (500 militaires, 460 sous-officiers) et 400 de gendarmes auxiliaires.

En sept ans, les effectifs de la police et de la gendarmerie auront donc été accrus de 30 000 hommes.

VOUS PERDEZ VOS CHEVEUX ? Ce n'est pas irréremédiable...

...si vous agissez sans délai pour conserver ceux qui ne sont pas tombés.

Voire chevelure n'est pas à l'abri des agressions de la vie moderne. Si l'atmosphère est polluée, votre cuir chevelu et les racines de vos cheveux en souffrent. Ils ne respirent plus. Vous commencez à perdre vos cheveux, la calvitie vous menace.

N'hésitez pas à vous adresser à des spécialistes reconnus. Ils évalueront l'état de votre chevelure et vous conseilleront un traitement adapté à votre cas. Ces spécialistes vous adressent à l'Institut Capillaire EUROCAP. Ils vous diront ce qu'ils peuvent faire pour vous et vous renseigneront sur la possibilité d'amélioration de votre chevelure, mais s'ils ne peuvent rien. Ils vous le diront aussi.

Les installations de l'Institut sont à votre disposition pour l'application du traitement adéquat. Si vous habitez en banlieue ou en province, un traitement à domicile sera préparé à votre intention.

Ecrivez ou téléphonez pour un rendez-vous. L'Institut Capillaire EUROCAP est ouvert sans interruption de 11 heures à 20 heures le samedi de 10 heures à 12 heures.

INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP

Produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire

PARIS : 4, rue de Castiglione. - Tél. : 260-38-84

59 - LILLE 16, rue Pothier. Tél. : 51-24-18

35 - RENNES 12, rue Duguay-Trouin. Tél. : 30-02-07

13 - MARSEILLE 58, rue Saint-Ferréol. Tél. : 33-07-50

76 - ROUEN 18, avenue de Bretagne. Tél. : 13-08-22

33 - BORDEAUX 34, place Gambetta. Tél. : 48-06-34

68 - MULHOUSE 1, rue du Sauvage. Tél. : 45-00-88

54 - NANCY 27, rue des Carmes. Tél. : 52-05-14

37 - METZ 2-4, rue Chapelle. Tél. : 78-00-11

21 - DIJON 10, place de la Libération. Tél. : 23-04-02

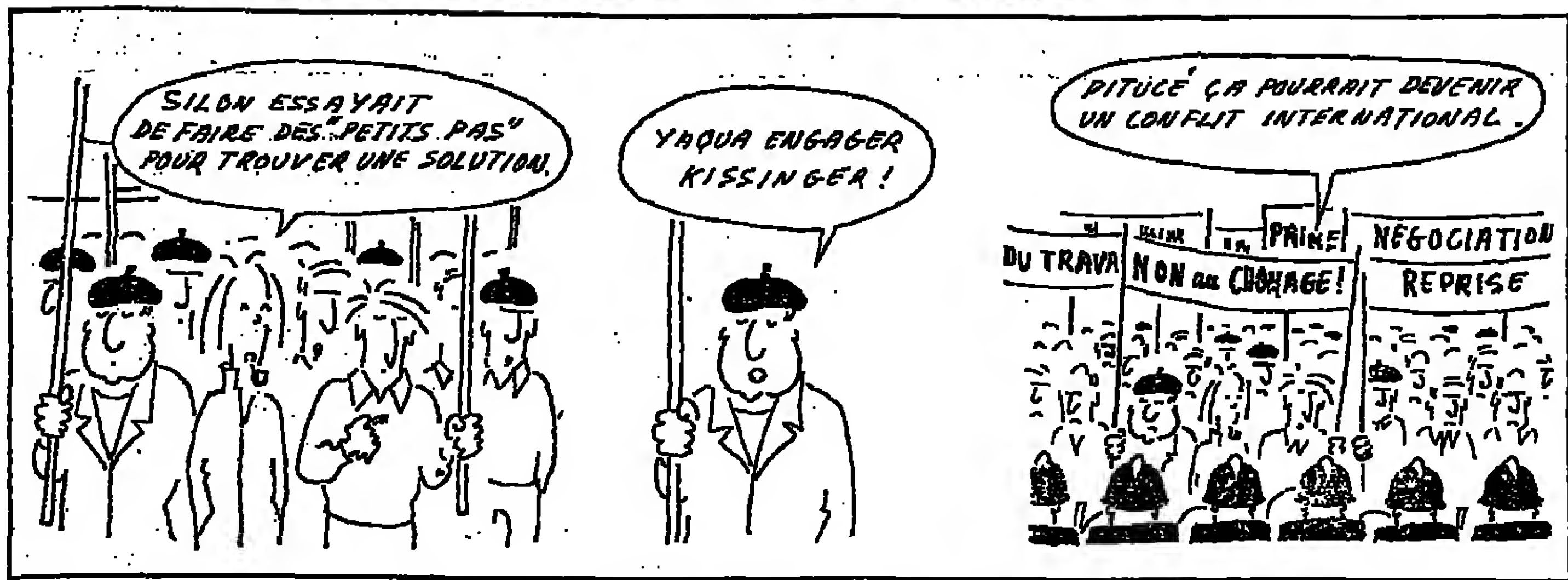
32 - TOULOUSE 42, rue de la Pomme. Tél. : 21-90-91

32 - CLERMONT-FERRAND 36, rue de Jaurès. Tél. : 33-67-33

44 - NANTES 3 bis, place Napoléon. Tél. : 73-31-75

SILON, YAQUA et PITUCÉ

DE GUY BÉART
DESSINS DE KONK



PAUL VI INVITE LES JEUNES à « dépasser la crise spirituelle »

Cité du Vatican (A.P.P.) - C'est aux jeunes que Paul VI s'est particulièrement adressé au cours de la cérémonie du dimanche des Rameaux qui a eu lieu à Saint-Pierre de Rome. Le pape a invité ses auditeurs à sortir de « cet état de doute, d'incertitude, d'ambiguïté, dans lequel se trouve et s'agitie une grande partie de la jeunesse contemporaine ». Il s'est inquiété de « l'étrange tristesse que nous découvrons souvent au fond de l'âme des jeunes d'aujourd'hui et qui dénote comme un vide intérieur ».

« Il s'agit », a ajouté Paul VI, de dépasser la période de crise spirituelle caractéristique de l'adolescence qui parvient à la jeunesse à la maturité. Tant de jeunes grandissent avec les yeux fermés ou au moins n'ouvrent pas les yeux et ne cherchent pas à dépasser la crise spirituelle et sociale de leur chemin vers l'avenir ».

Le Père John Magee, Irlandais, trente-neuf ans, devient secrétaire privé de Paul VI, en remplacement de Mgr Bruno Rossi. Il aura notamment pour mission de s'occuper de la correspondance personnelle du pape.

Après douze ans de régression

LE NOMBRE DES VOCATIONS SACERDOTALES A AUGMENTÉ EN FRANCE DE 30 % EN 1974

Le nombre de nouvelles vocations sacerdotales, en France, a augmenté de 30 % en 1974 après douze ans de régression constante, révèle le Centre national de vocations (C.N.V.).

Alors, l'année 1974 a compté 194 nouveaux candidats à la prêtrise contre 141 seulement en 1973. Le C.N.V. estime cependant que « toute interprétation de cette remontée semble prématurée tant qu'elle n'aura pas été confirmée pendant plusieurs années ». En outre, le chiffre total des hommes et jeunes gens inscrits en 1974 par les centres et groupes de formation en vue du presbytérat est de 1 500 contre 1 700 en 1973. La différence s'explique essentiellement par le nombre des ordinations en 1974 (170) et par les départs vers le laïcat (205).

Le C.N.V. indique encore que le nombre des vocations issues de monde ouvrier est actuellement de 72 et de monde universitaire de 118.

Enfin, 63 jeunes « en service militaire » ont rejoint le presbytérat, 7 sont inscrits comme « objecteurs de conscience ».

L'Amitié judéo-chrétienne de France publie une nouvelle revue mensuelle, Sema, dont le premier numéro est consacré au document de la commission romaine pour les relations religieuses avec le judaïsme. Il comporte des commentaires de Pierre Daboville et Michel Anzou, M. Paul Nothomb est rédacteur en chef. Siège de la revue, 11, rue d'Anglemont, Paris 75010. Abonnements en France, 30 F; étranger, 25 F. C.C.P. Amitié judéo-chrétienne, 6758-12 Paris.

Formation professionnelle

Formation permanente des élus locaux - L'Université de Paris I et le CIREP continuent leur programme de stages destinés notamment aux élus locaux, et qui a pour objet l'initiation et la perfectionnement à la gestion et au droit des collectivités locales. Ces stages de fin de semaine sont organisés pour l'instant à Paris (tour Maine-Montparnasse) et ont lieu du vendredi 14 heures au dimanche 17 heures.

Rencontres - Problèmes pédagogiques et culturels. MM. F.-X. Aubry et Didier Weil, université de Paris-7, 12, place du Faubourg, téléphone 326-21-50, poste 316. Inscriptions et renseignements pédagogiques, Mme Jean Valérie et Jean-Philippe Astor, CIREP, 33, avenue du Maine, boîte postale 5, 75738 Paris Cedex 12, téléphone 338-14-18, postes 10-83, 10-81 et 10-12.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1108
I 2 3 4 5 6 7 8 9
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

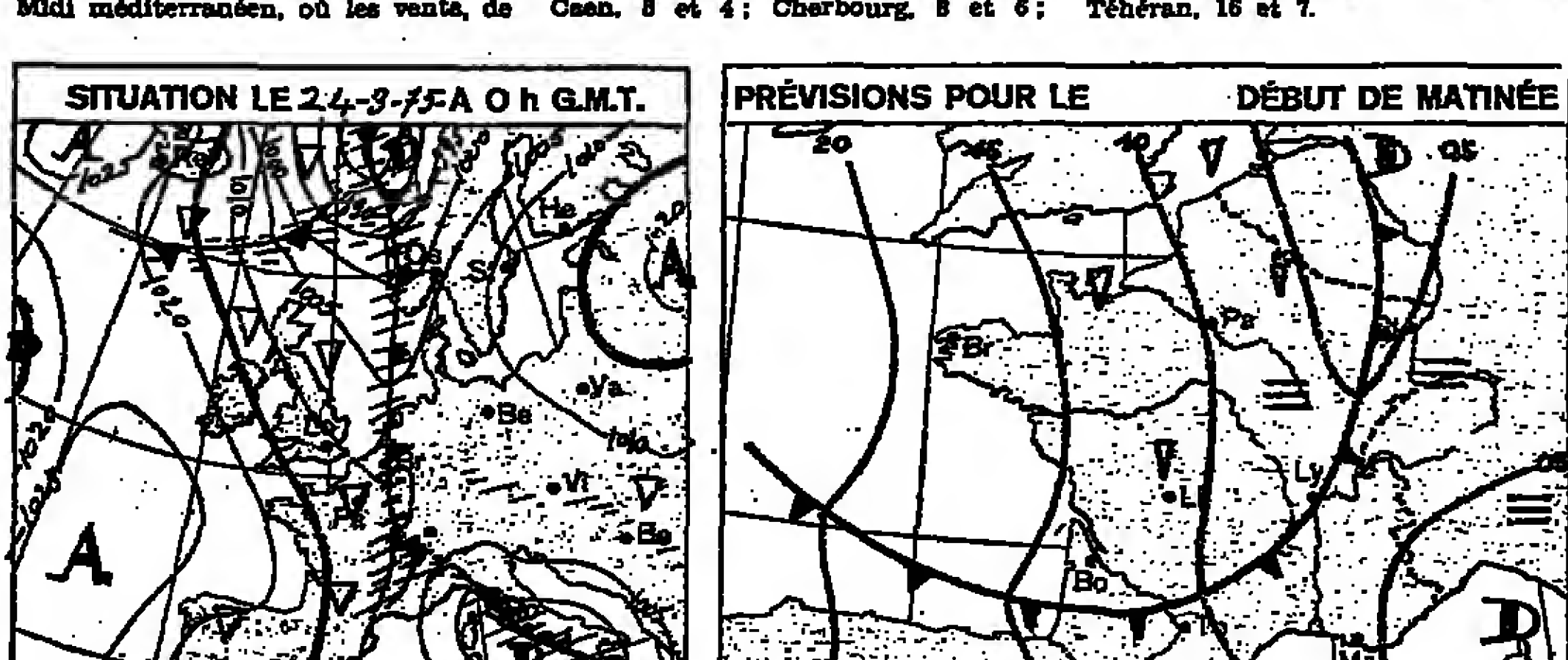
HORIZONTALEMENT
I. Certains n'y voient que du feu; Point noir. - II. Témoigner d'une certaine civilité ou d'un respect hiérarchique; Bienheureux. - III. Lettre latine; Plus ou moins cher au cœur de l'ère ou de la sœur. - IV. En Épire (orthographe admise). - V. Infime élément des œuvres de Victor Hugo; Groupe de brillants sujets. - VI. A moitié ruinés; Souvent cité dans des textes juridiques. - VII. Orientation; Terme musical. - VIII. On en prend et on en laisse. - IX. Rencontre en coulisse; Câble. - X. Point de départ d'une interminable série; Sigle. - XI. Terre; Au Mexique, est voué à la corbe.

VERTICALEMENT
1. Variété de mouche; Concourent à un arrosage intensif. - 2. L'eau salée leur serait fatale; Tissu. - 3. Ingénieur français (épilé); Sans doute fut-il victime plus d'une fois d'une fièvre de cheval. - 4. Canton de France. - 5. Forteres de bois; Filices de résistance. - 6. Convertir en liquide. - 7. Fin de participation; Leurs pommes sont incommensurables. - 8. Certains attendent parfois le nuit pour l'aborder; Est sur le Pé. - 9. Avec lui, il y a de quoi perdre la tête; Désigne abréviativement un total éponyme-sent nocturne.

Solution du problème n° 1108
HORIZONTALEMENT
I. Sapins; Dé. - II. Odes; Edit. - III. Unité; Aga. - IV. Pénes; Mét. - V. Escan; Se. - VI. Ua. - VII. A.R. Lik. - VIII. Nûce; On. - IX. Testament. - X. Nue (mange); muse. - XI. Ossètes.
VERTICALEMENT
1. Soupirant. - 2. Anés; Riens. - 3. Peines; Esus. - 4. Isper; Aché. - 5. Esau; Ac. - 6. S.E.; Na; Mme. - 7. Dais; Sza. - 8. Digestion. - 9. Eché; Arché.
GUY BROUÏTY.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 24 mars à 24 heures et le mardi 25 mars à 24 heures:
La France restera sous l'influence de masses d'air océaniques humides et instables, dirigées par les basses pressions axées de la mer de Norvège à l'Italie.
Mardi 25 mars, sur l'ensemble du pays, le temps sera variable, généralement nuageux et frais avec des averses éparses. La matinée sera localement brumeuse dans les régions de l'Est et du Nord-Est, où de faibles gelées auront encore lieu au lever du jour. Des éclaircies assez belles se produiront passagèrement de la Bretagne à l'Aquitaine, ainsi que sur le Midi méditerranéen, où les vents, de



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou neige
V averse
O orage
Sens de la marche des fronts
Front chaud
Front froid
Front occlus

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 25 mars 1975:

DES DECRETS
Déclarant d'utilité publique un projet de construction d'une déviation dans le département de la Vendée et lui conférant le caractère de route express;

Portant application de l'article 6 (3°) de la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

UNE CIRCULAIRE
Relative à la mesure de la consommation conventionnelle de carburant des véhicules particuliers.

ABONNEMENTS
3 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - C.O.M. (sauf Algérie)
30 F 150 F 225 F 300 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 530 F

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - COORD. 09
C.C.P. 1207 - 23

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les coûts propres à un service d'impression.

loterie nationale Liste officielle des sommes à payer, tous lots compris, aux billets entiers.

CLASSEMENT DES SÉRIES D'APRÈS LES RÉSULTATS DE LA COURSE:
(En application du règlement de la tranche, le classement des séries est déterminé en fonction de l'ordre d'arrivée du cheval le mieux placé de chacune d'elles)

Table with columns for 'Finales et numéros', 'dans la série 7', 'dans la série 3', 'dans la série 4', 'dans les 5 autres séries', 'dans la série 7', 'dans la série 3', 'dans la série 4', 'dans les 5 autres séries'. Rows 1 through 10.

PRIX DU PRÉSIDENT de la REPUBLIQUE Tirage du 22 mars 1975

(1) Les lots de 250 F sont attribués à l'exclusion de tout autre lot. (2) Les lots de 100 F sont attribués d'office à tous les billets de la série 7.

PLUS DE CENT MILLE RELIGIEUSES ET MOINS DE VINGT MILLE RELIGIEUX EN FRANCE.

Les religieuses sont actuellement cinq fois plus nombreuses que les religieux en France. On compte plus de cent mille femmes ayant prononcé des vœux qui les engagent dans une congrégation ou un institut de vie commune contre un peu plus de dix-neuf mille hommes placés dans les mêmes conditions. Dans les ordres contemplatifs, les trappistes sont le plus nombreux (830) devant les bénédictins (780), les chartreux (130) et les cisterciens (85). Les congrégations et les instituts actifs, les frères des écoles chrétiennes (2 016) devançant les Jésuites (1 368), les dominicains (1 000), les assomptinistes (900), les franciscains (800) et les capucins (800). Les Carmélites (3 000) sont les plus nombreuses des contemplatives avec les bénédictines (1 945), les visitandines (1 633), les clarisses (1 343), les trappistines (740) et les dominicaines (645). Dans les congrégations, on trouve 4 200 sœurs de Saint-Vincent de Paul, 1 400 petites sœurs des pauvres, 200 dominicaines, 100 sœurs grises et 800 franciscaines. 5 476 religieuses sont actuellement en mission hors de France pour 3 700 missionnaires hommes. Les religieuses ont formé 1 435 maisons de 1970 à 1973 et elles en ont ouvert 1 000 nouvelles dans le même laps de temps. Le principal problème reste celui du vieillissement.

SOCIÉTÉ

LES HOMMES SE REBIFFENT

Afin d'arrêter « les excès du courant féministe qui se manifestent actuellement », une dizaine d'hommes, conduits par M. Antoine Leclercq, ont décidé de créer le Mouvement de la condition masculine (M.C.M.F.). (1) Les hommes se rebiffent. Le manifeste qui accompagne la création de cette association indique notamment, après avoir précisé qu'il ne s'agit pas d'un groupement misogynne: « L'empirisme donne actuellement un rôle de la femme, pour opposer à ce rôle, tout au moins dans un certain nombre de cas, ne doit pas en contre-partie faire oublier le rôle de l'homme, et encore moins l'homme à la femme, ainsi que cela a tendance à se pratiquer, notamment dans certains pays d'Orient - Atlantique ».

VENTES

Au Palais Galliera

355 000 FRANCS UN BRAQUE 1942

La peinture moderne a pris possession des cimaises de Galliera au cours des dernières ventes nocturnes: M^{lle} Laurin, Guilloix et Buffet ont noté 355 000 francs une toile de Georges Braque de 1942, Nature morte à la pipe (38 x 78); 95 000 francs, Nu vert, par Van Dongen (70 x 55); 90 000 francs, la Cathédrale, période de 1914 à 1920, du peintre tchèque Kupka (installé à Paris tout au début du vingtième siècle), et 80 000 francs une fraîche aquarelle nicoise de 1940, La Terrasse (48 x 63), par Raoul Dufy.

A L'HOTEL DROUOT

EXPOSITION Mardi

S. 5 - Ameublem. M^{re} Bolsgard.

VENTE S. 12 - Bons meubl. M^{re} Pechotass.

صكيات الأهل

La région parisienne

LES TOURS SONT-ELLES SURES ?

RECEMMENT, un immeuble du secteur Italie, dans le treizième arrondissement de Paris, s'est vu momentanément privé de chauffage et d'eau courante.

Voilà quelques semaines, la sortie sur les étages français du film américain, la Tour infernale, a conduit tout naturellement les habitants des grands ensembles à s'interroger sur les conséquences — à priori dramatiques — d'un incendie ou de tout autre incident technique grave.

Un principe simple et une législation compliquée : c'est ainsi que pourrait se résumer la question de la sécurité dans les immeubles à grande hauteur (I.G.H.). Toute la réglementation élaborée entre 1967 et 1974 est axée sur ce principe : empêcher, en cas de sinistre, feu et fumées de se propager. C'est là le premier point qui différencie un I.G.H. d'un immeuble « normal » où, en cas d'incendie, tous les occupants sont en principe rapidement évacués.

Quant à la complexité de la législation un seul exemple suffit à la montrer : on trouve dans un I.G.H. de multiples « conduits » — c'est-à-dire ascenseurs, escaliers, gaines techniques, monte-charges, vide-ordures, conditionnement d'air, monte-dossiers, etc. Le feu ou la fumée ne doivent en aucun cas pouvoir se propager par ces conduits qui, lorsqu'ils, en cas de sinistre et vu la hauteur des bâtiments, le rôle d'une véritable « cheminée ».

Or, chacune de ces installations soulève des difficultés particulières : ainsi un ascenseur agit comme un piston en se déplaçant à la vitesse moyenne de 3 mètres/seconde ; un vide-ordures non équipé risque de renvoyer le contenu des poubelles au visage des usagers. On comprend alors aisément qu'il y ait parfois plusieurs « décrets » défendant chacune des méthodes préventives différentes : celle du Centre scientifique et technique du bâtiment (C.S.T.B.), des pompiers, de la préfecture de police... sans compter celle (et c'est parfois la plus ancienne) que met au point un constructeur.

Ainsi, les I.G.H. sont réglés par des lois physiques particulières et l'on ne peut tirer parti de l'expérience acquise dans les immeubles moins élevés que de façon relativement limitée. Mais connaître ces lois physiques n'est pas suffisant : en outre, tout maître d'ouvrage doit maîtriser dans leurs détails les techniques appropriées. La C.S.T.B. et les constructeurs eux-mêmes procèdent à des expériences, mais celles-ci demeurent limitées. Comme illustration, nous citerons un exemple qui nous a été soumis : il s'agit d'un tour de plus de 100 mètres de hauteur, où les conditions réelles de fonctionnement d'une tour mais on ne peut tout de même pas incendier un immeuble habité pour voir si le dispositif de sécurité fonctionne...

A ces difficultés d'élaboration, s'ajoute la délicate question de la responsabilité. Le constructeur, alors même qu'il est tenu d'appliquer strictement une loi de plus en plus contraignante, est le seul responsable de la sécurité. Quant à l'administration, on comprend qu'elle puisse hésiter à signer une réglementation préconisant telle ou telle technique, alors qu'un sinistre, toujours possible, pourrait venir prouver qu'elle n'est pas forcément efficace.

Lorsqu'on aura mis le point final à cette réglementation, elle se révélera si contraignante et si complexe, qu'on cessera de construire des tours. « Simple boutade de promoteur, cette phrase exprime pourtant une réelle préoccupation des entrepreneurs — et des architectes.

Dans bon nombre d'agglomérations françaises, et sans justification apparente, s'élevaient ces clochers du XX^e siècle. « Il n'y a, dit un promoteur, que le prix du terrain pour expliquer le choix d'un I.G.H. Mais le coût de la construction et de l'entretien d'une tour est tel qu'il serait parfois plus économique de construire... dans l'autre sens. »

M.-Ch. R.

L'AUTOROUTE A 86 DANS LA BANLIEUE OUEST

UNE BOUCLE DIFFICILE A BOUCLER

« **L**e dossier du tracé ouest de l'autoroute A 86 est actuellement sur le bureau du président de la République », a déclaré à Rueil-Malmaison M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie.

Le désaccord est, en effet, total entre treize municipalités hostiles à cette autoroute et ses partisans et on ne voit pas d'autre autorité que celle du chef de l'Etat pour dire s'il convient ou non de boucler cette grande route circulaire entre Viroflay (Yvelines) et Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). D'autant que la même révolte grondait à Fresnes et Chevilly-Larue (Val-de-Marne) ainsi qu'à La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne a prévu la construction de trois rocade : le boulevard périphérique aux portes de Paris ; l'autoroute A 86 à 5-10 kilomètres, et la rocade A 87 un peu plus loin en banlieue.

Toutes trois devraient permettre de mieux répartir le trafic national qui converge par les autoroutes radiales (du Nord, du Soleil, de Normandie) vers la capitale, d'éviter ainsi une congestion du centre de la ville et de favoriser la circulation de banlieue à banlieue.

Le boulevard périphérique est achevé depuis deux ans, et il est déjà saturé. Les autorités régionales et les techniciens souhaitent donc construire A 86 au cours du VII^e Plan afin de détourner la moitié du trafic actuel du boulevard périphérique.

Longue de 77 kilomètres, A 86 comportera, sur la plus grande partie de son parcours, deux chaussées de trois voies chacune. Elle supportera un trafic de 110 000 véhicules par jour. Son coût total approchera 4,5 milliards de francs ; 15 kilomètres sont ouverts à la circulation ; 16 sont en travaux et 8 déclarés d'utilité publique. L'achèvement de l'ouvrage est prévu pour 1980.

« La « tolète » en cours du schéma directeur », déclare M. Michel Fève, directeur des routes au ministère de l'Équipement, nous amènera à supprimer 150 kilomètres d'autoroutes en région parisienne, dont 60 kilomètres de radiales — comme A 5 — entre A 87 et le boulevard périphérique. Mais il ne nous semble pas souhaitable d'abandonner la rocade A 86, car les déplacements inter-banlieues vont doubler d'ici à 1985.

Entre Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) et Viroflay (Yvelines), on ne se montre pas du tout convaincu par cet argument. Treize maires (1), des milliers de pétitions et d'innombrables réunions publiques ont contraint, en 1973, M. Olivier Guichard, alors ministre de l'Équipement, à suspendre la phase préparatoire de la construction d'A 86 dans l'ouest. Pourquoi une telle levée de boucliers en cet endroit ? Il n'y a jamais été facile d'y faire

passer une route, même en 1939, année où germa l'idée des rocades parisiennes. Aussi les ingénieurs des ponts et chaussées ont-ils rassemblé dans l'ouest les autoroutes A 86 et A 87 en un tronçon commun de douze voies et ont-ils imaginé de les entourer dans les forêts domaniales de la Malmaison de Passes-Repos et de Meudon. Pas d'expropriations, sources de lenteur et de dépenses, donc pas d'ennuis ; l'idéal.

Ce calcul se serait montré juste si l'environnement n'était devenu dans les années 70 l'une des préoccupations du citoyen. Devant les réactions hostiles des

maires et des associations, les techniciens ont repris leurs crayons pour imaginer une quinzième variante, mais ils n'ont jamais abandonné leur idée initiale.

Certes, ils ont réduit A 86 — A 87 de douze à six voies ; ils proposent aujourd'hui de recourir de dalles engazonnées 40 % du tracé, de dépenses 800 millions de francs et de rétroceder aux collectivités locales 20 hectares de parcs urbains en remplacement de 70 hectares de forêts que « dévorera » l'autoroute. Mais leur tracé préféré demeure celui qui passe à travers bois.

« Ouvrons toutes les voies de la S.N.C.F. »

Du côté des partisans de l'autoroute A 86, on trouve le comité consultatif économique et social, le conseil d'administration du District de la région parisienne, la chambre de commerce de Paris, et M. Maurice Doble, préfet de la région, qui déclare : « Si ce n'était pas pour la boucler, il ne fallait pas commencer A 86, car la circulation régionale se fera à travers la voirie locale, qui est inadaptee, et ce sera une catastrophe. »

Même son de cloche au cabinet du ministre de l'Équipement, à la mairie de Bougival et à celle de Versailles. Selon M. André Mignot, sénateur (C.N.I.), et maire de cette ville : « A 86 est une nécessité régionale, mais c'est aussi une nécessité locale, car elle mettra fin à la circulation intense des poids lourds qui traversent Versailles au grand dam des populations. »

De M. Jacques Baumel, député U.D.R. et maire de Rueil, jusqu'à M. Gérard Martin, maire (sans étiquette) de Viroflay, maire bord n'est pas moins convaincu. C'est M. Yves Dranz, président de l'Association de défense du quartier Belle-Rive et des Triangles, qui fait preuve de la plus grande véhémence : « La rocade ne s'impose pas dans l'ouest parisien, dit-il. Le trafic tour à tour significatif, si on redonne aux usagers le goût des transports en commun, on débarrasserait la voirie des voitures inutilisées. Utilisons A 86 et la voie sur berge B 14 pour la circulation régionale. Ouvrons toutes les voies S.N.C.F.

aux voyageurs, et, à l'exemple de Stockholm et de Londres, abandonnons une rocade qui détruit irrémédiablement nos bois. »

Les défenseurs des forêts, enfin, déclament leur indignation par la voix de M. Francis Rivville, chef de centre de l'Office national des forêts à Versailles et conseiller technique du ministre de l'Agriculture : « Four servir de « forêt » aux Parisiens, il faudrait 80 000 hectares de bois dans la région parisienne. Nous n'en avons que 12 000 hectares, et A 86 pourrait en détruire 400. Le bois de la Malmaison (200 ha), par exemple, risque ne plus être qu'un décor routier où on fera passer un chien. Un pont, c'est tout. Il est évident de supprimer un équipement indispensable pour en construire un autre. »

Alors, faut-il boucler la boucle ? Cela paraît souhaitable et l'on veut décongestionner le boulevard périphérique, faciliter la circulation régionale et réduire les nuisances dues aux poids lourds. D'autant que les transports en commun ne peuvent concurrencer la voiture individuelle dans les zones d'habitat diffus comme la banlieue Ouest.

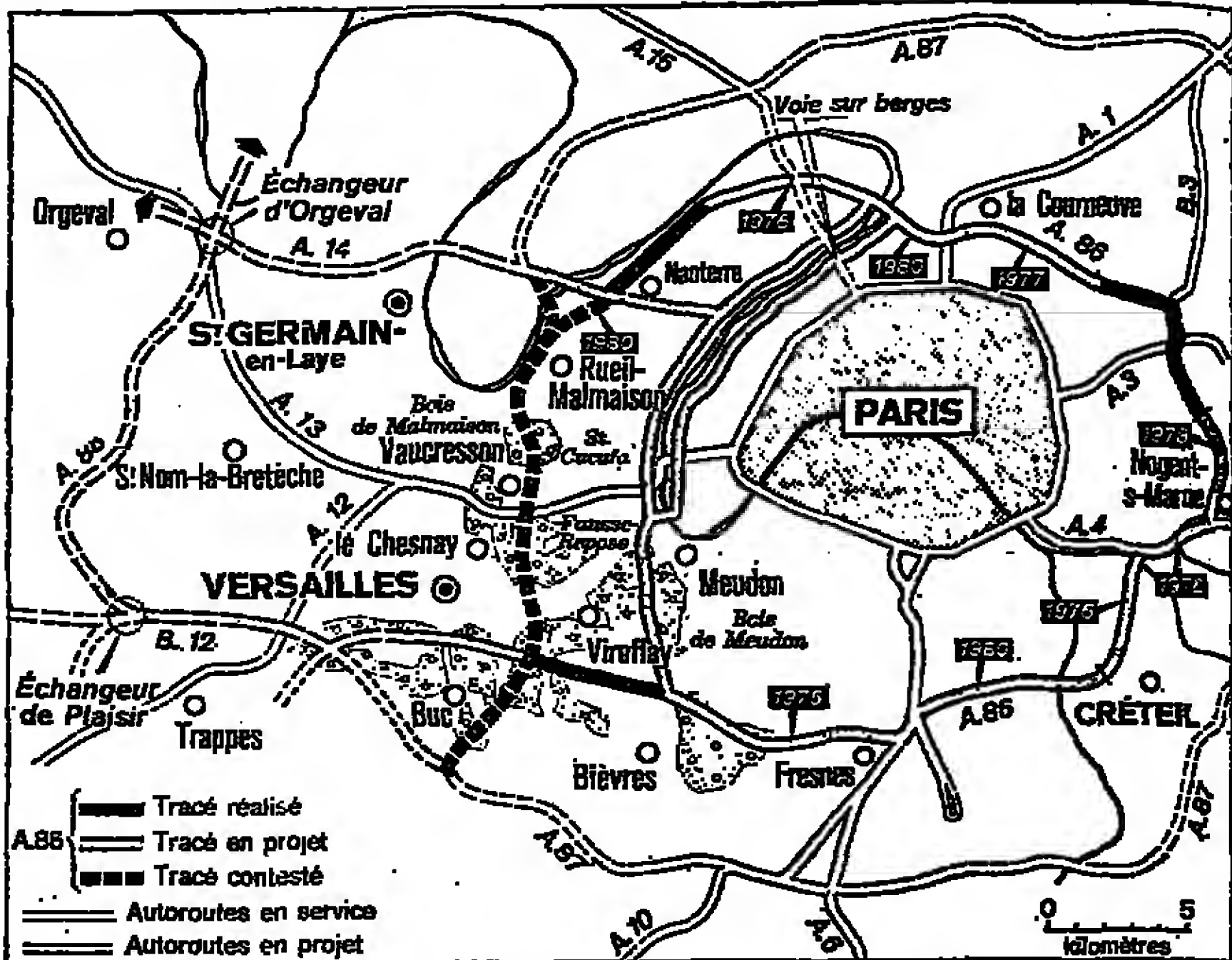
Encore faut-il trouver le tracé adéquat. Le plus mauvais est celui retenu par l'équipement et qui traverse les forêts. Une autre solution consisterait à faire passer A 86 au milieu des zones habitées, mais pourra-t-on l'imposer aux habitants de l'ouest parisien, électeurs pour la plupart de la majorité au pouvoir ?

Il ne reste alors que deux variantes possibles, dont M. Jacques Fragner, maire adjoint de Viroflay, s'est fait l'avocat et sur lesquelles les services de l'équipement travaillent actuellement. A l'est du tracé actuel, il s'agirait d'aménager la voie B 14 sur les bords de Seine de façon à relier Gannesvilliers au Petit-Climat grâce à l'autoroute F 12. A l'ouest, l'autoroute A 86 pourrait rejoindre l'autoroute A 12 à Roquencourt à travers les communes de Rueil et de La Celle-Saint-Cloud.

Dans une lettre qu'il a adressée le 14 mai 1974 au maire de Viroflay, M. Valéry Giscard d'Estaing écrit : « La préservation des sites et en particulier des espaces naturels et boisés dans les régions où l'urbanisation a été donnée par le schéma directeur de la région parisienne est un impératif absolu. Les grandes circulations nationales amenées à contourner la région parisienne doivent respecter les zones naturelles et éviter au maximum les agglomérations existantes qu'elles risquent d'envahir et de dénaturer. C'est très bien dit... »

ALAIN FAUJAS.

(1) Garches, Meudon, Chateaufort, Rueil, Louveciennes, La Celle-Saint-Cloud, Versailles, Marais-la-Croixette, Ville-d'Avray, Chaville, Viroflay, Jouy-en-Josas et Marly-le-Roi.



DIX PROPOSITIONS POUR SAUVER LE QUARTIER ITALIE

La rénovation du secteur Italie est officiellement remise en cause (le Monde du 24 novembre 1974). Confiée par la Ville de Paris au secteur privé, elle intéresse 87 hectares dans le treizième arrondissement et comporte la construction de 18 400 logements et 450 000 mètres carrés de surfaces commerciales et de bureaux.

L'Association pour le développement et l'aménagement du treizième (ADA 13) vient de rendre publiques « dix propositions pour rectifier l'échec du quartier Italie ».

Ces dix principes sont sommairement les suivants :

- **UNE DENSITÉ PLUS RAISONNABLE.** — Pour les îlots où les chantiers ne sont pas ouverts, la densité ne devrait jamais excéder le coefficient d'occupation des sols (COS) prévu dans le plus grande partie du treizième, soit 2,7.
- **PAS DE DEMOLITION INUTILE.** — Il faut renoncer à la démolition sauvage et totale. Dans chaque îlot, le principe doit être de conserver les immeubles qui disposent d'un certain confort.
- **QUELQUES RECTIFICATIONS DE VOIRIE.** — L'élargissement pour la circulation routière des principales artères du secteur Italie doit être abandonné sous réserve d'une étude dans certains secteurs.
- **CONSERVER ET AGRANDIR LES ESPACES VERTS ET LIBRES.** — Tous les espaces verts de plus de 500 mètres carrés doivent être conservés et aménagés.
- **UNE NOUVELLE DÉFINITION DES ÉQUIPEMENTS.** — L'installation des équipements devra être réexaminée en fonction des surfaces qui ne sont pas démo-

- **DES ÉQUIPEMENTS POLYVALENTS.**
- **UN MEILLEUR ÉQUILIBRE DES LOGEMENTS.** — Les immeubles à construire devront comporter un nombre suffisant d'appartements de quatre ou cinq pièces pour éviter la prolifération des studios ou des « deux pièces », qui entraînent un changement continu de population rendant plus difficile la définition des équipements nécessaires.
- **RELOGEMENT SOUS CONTRÔLE PUBLIC.** — Les acquisitions foncières et le relogement des habitants devront être contrôlés par un organisme public auprès duquel les habitants seront représentés.
- **UN CALENDRIER PRÉCIS.** — Dans aucun îlot la rénovation ne devra commencer (y compris les acquisitions foncières) si une planification rigoureuse de la réalisation n'a pas été établie. Un bureau de contrôle devra vérifier la coordination des opérations et surveiller la réalisation du programme.
- **DESIGNER UN RENOVATEUR.** — Le mécanisme juridique actuel de l'opération doit être abandonné. Alors qu'il n'existe pas aujourd'hui, un ou plusieurs renovateurs doivent être désignés pour les îlots ou groupes d'îlots.
- **ASSOCIER LES HABITANTS ANCIENS ET NOUVEAUX.** — Les habitants doivent être associés, et le plus souvent possible avec voix délibérative, aux organes d'étude, de décision et de contrôle.

ADA 13, B.P. 339, 75204 Cedex XIII.

(PUBLICITE)

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN

DIRECTION DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT

Service Technique d'Aménagement

BUREAU ADMINISTRATIF D'AMÉNAGEMENT
17, boulevard Morland - 75181 PARIS CEDEX 04

LE PRÉFET DE PARIS,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 124-1, modifié par la loi n° 74-1112 du 27 Décembre 1974, et notamment son article L. 124-2, et les plans d'urbanisme directeurs et de détail devant être remplacés par des plans d'occupation des sols rendus publics avant le 1^{er} janvier 1977.

Vu les articles L. 123-5, L. 125-1, R. 123-35 et R. 124-2 dudit code ;

Vu le décret n° 58-1463 du 31 Décembre 1958 relatif aux plans d'urbanisme ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet de Paris en date du 30 Juin 1971 portant approbation du plan d'urbanisme de détail du Secteur Italie à Paris (13^e arrondissement) ;

Vu le rapport du Directeur de l'Urbanisme et du Logement ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de Paris ;

ARRÊTÉ

Article premier. — Est ordonné la révision du plan d'urbanisme de détail du Secteur Italie à Paris (13^e arrondissement).

Article 2. — L'établissement d'un plan d'occupation des sols est prescrit pour le secteur délimité par la place d'Italie, l'avenue de Chateaufort, les rues de Tolbiac et Nationale, les boulevards Masséna et Kellermann, les rues Damecama, de Tolbiac, du Moulin-des-Frès et Bobillot.

Article 3. — Mention du présent arrêté sera publiée au Bulletin des Actes Administratifs de la Préfecture de Paris et insérée dans les deux journaux ci-après désignés « le Monde » - « le Parisien Libéré ».

Article 4. — Le Directeur de l'Urbanisme et du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copies certifiées conformes seront adressées :

1^o à M. le Ministre de l'Équipement (Direction de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme) ;

2^o à M. le ministre de l'Intérieur (Direction générale des collectivités locales) ;

3^o à M. le Directeur Général de l'Aménagement Urbain ;

4^o à M. le Préfet, Directeur du Cabinet.

Fait à Paris, le 10 Mars 1975
Signé : J. TAULER.

BERNARD LAFAY

SCHEMA D'UN PLAN VERT POUR PARIS

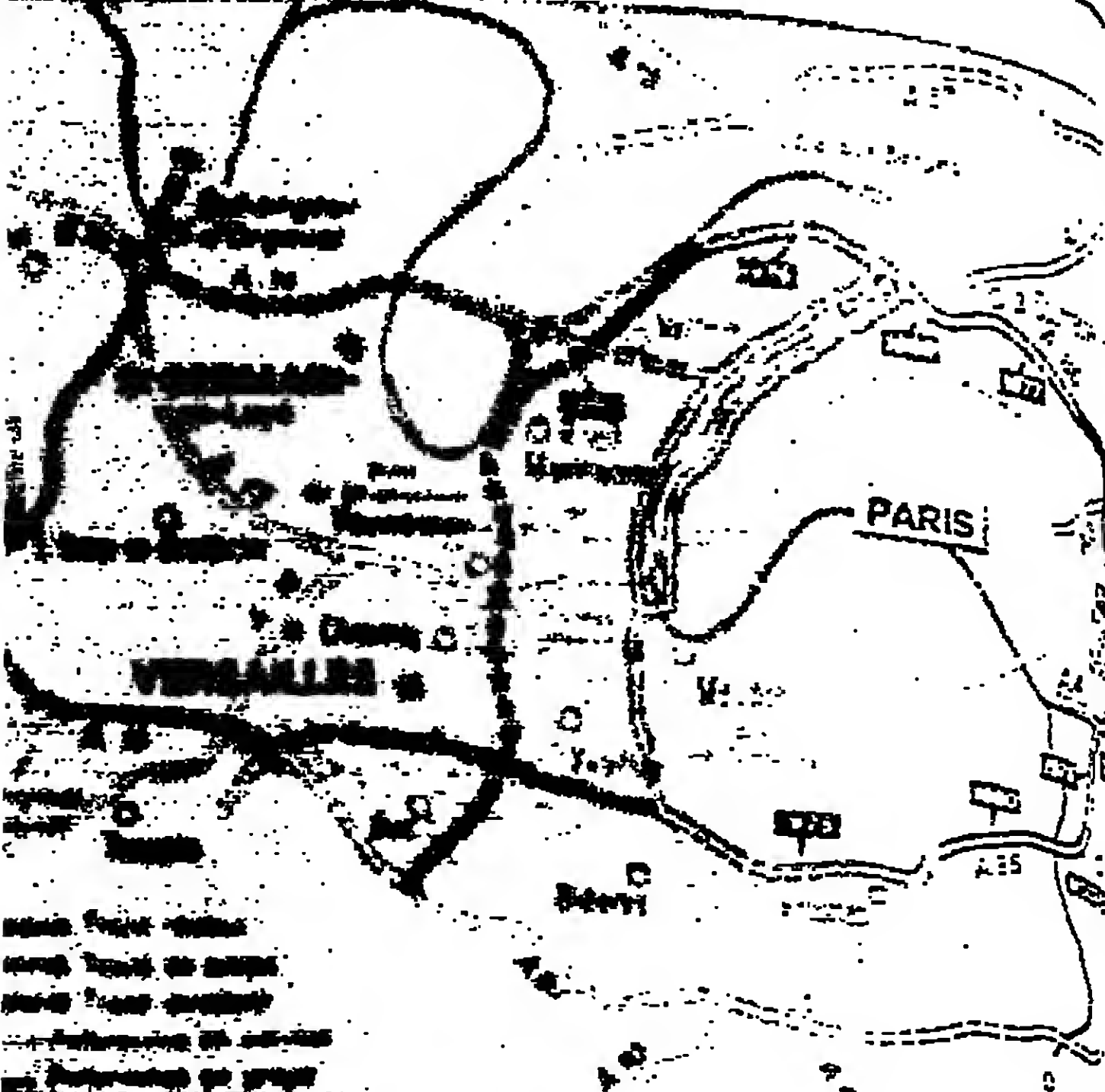
D'ABORD, LA QUALITÉ DE LA VIE...

CLUB PARIS 2000

21, rue d'Armaillé 75017 Paris Tél. 754.48.17

VIENT DE PARAÎTRE

LA BANLIEUE OUEST



DIX PROPOSITIONS POUR SAUVER LE QUARTIER ITALIEN

Les compagnies aériennes se plaignent souvent de la distance qui les séparent des constructeurs aéronautiques, hésitant à solliciter leur concours avant de lancer sur le marché un nouveau produit. L'aviation n'est jamais tout à fait celui qu'on attendait. L'exploitant subit parfois la loi du fabricant.

Direction générale de l'aménagement de Paris et de la région parisienne. Direction de l'urbanisme et du logement. Service technique d'aménagement.

La coopération ferroviaire en Europe

Rails sans frontières

L'Union internationale des chemins de fer (U.I.C.) vient de présenter à la presse la station d'essais de Vienne-Arsenal en Autriche et le circuit d'essais de Velm en Tchécoslovaquie. Les différents réseaux mettent en commun leurs moyens d'études pour faire avancer la technique ferroviaire.

La pluie et le beau temps

La station d'essais de Vienne-Arsenal, qui gère conjointement l'ORE et le gouvernement autrichien, étudie le comportement des matériels ferroviaires sous différents climats.

Faits et projets

- Environnement: L'AFFAIRE DE PAGNY-SUR-MEUSE. Le 17 février le conseil municipal de Pagny-sur-Meuse (Meuse) s'est réuni pour discuter de l'installation d'une usine polluante de la Chemische Werke.
Paris: UN MEMBRE PREFET POUR PARIS ET SA REGION. M. Maurice Doublet, préfet de la région parisienne, a déclaré le 19 mars, au cours d'un dîner-debut organisé par le Comité régional de Paris.
A LA PLACE DE L'HOPITAL BEAUJON. Le comité d'aménagement et d'animation du huitième arrondissement s'est réuni, mercredi 19 mars, au cours d'une conférence de presse, des projets concernant le terrain de l'ancien hôpital Beaujon, situé entre la rue du Faubourg-Saint-Hippolyte et la rue de Courcelle.
Pêche: PORTS BLOQUES EN MEDITERRANEE. Les pêcheurs de Sète (Hérault) et de Fort-Vendres (Pyrenées-Orientales) continuent ce lundi matin à bloquer les accès des deux ports.
VOL D'ELEMENTS RADIOACTIFS A L'E.D.F. Trois cellules contenant des éléments radioactifs ont été volées, la nuit dernière, dans un coffre-fort de la centrale thermique

Provence - Côte d'Azur

L'autoroute B 52 traversera Toulon par souterrain

Toulon. — Un nouveau sujet agite les Toulonnais: le projet de traversée souterraine de la ville. Le concessionnaire porte sur deux points: le tracé du tunnel, l'obligation du péage (2 francs par véhicule dit-on).

Bretagne

Le nouveau CELIB veut lutter contre le « système colonial »

Rennes. — A l'issue d'une assemblée générale réunie à la fin de la semaine dernière à Redon (Ile-et-Vilaine), un nouveau Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB) a été mis sur pied. Son président est M. Georges Lombard, sénateur et président de la communauté urbaine de Brest.

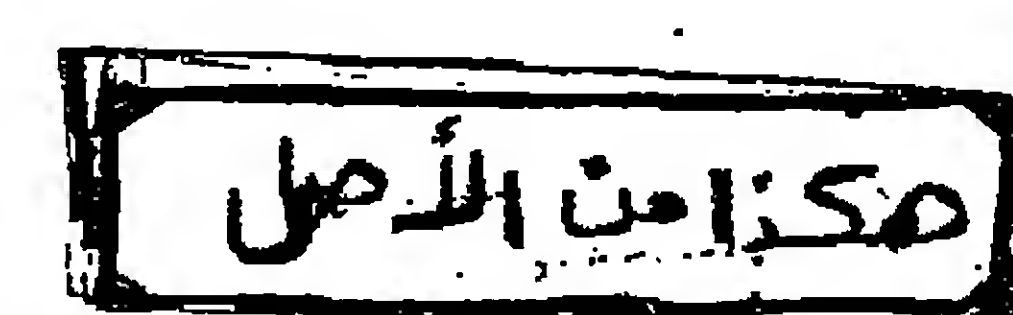
Lorraine

EN OCTOBRE 1976 PARIS-METZ PAR AUTOROUTE

L'autoroute de l'est reliera Paris à Metz en octobre 1976 soit avec huit mois d'avance par rapport au programme initial. Le directeur de la société de l'autoroute Paris-Est Lorraine (APSEL) a précisé les principales étapes.

Estimez-vous votre entreprise "trop petite" pour un ordinateur IBM?
... Cette entreprise de mécanique de précision de 130 personnes en utilise un.

IBM Pour les petites entreprises comme pour les grandes.
Division des Systèmes de Grande Diffusion - Soc 9002 - 21 rue des Boudonnais - 75001 Paris



صكزامن الأصل

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres est lancé pour la fourniture et l'installation de matériel destiné à la création d'un laboratoire de micro-copie.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges à la Direction des Achats et approvisionnements, SONACOME, Rouiba, route nationale n° 5.

Les offres seront adressées à M. le Directeur des Achats et Approvisionnements, SONACOME-C.V.I., ROUBA, B.P. 23. Elles seront accompagnées des pièces réglementaires requises et de la mention : « A ne pas ouvrir - Soumission Appel d'Offres D.A.A. Micro-Copie ». La date limite de réception des offres est fixée au 30 avril 1975.

Les soumissionnaires seront engagés par leur offre durant 90 jours.

Toute offre ne respectant pas les indications ci-dessus ne sera pas prise en considération.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE lance un appel d'offres international pour la réalisation et l'équipement d'un CENTRE DE FORMATION AUX TECHNIQUES DE MANUTENTION ET TRANSPORT. La capacité instantanée du Centre sera de 300 stagiaires. La capacité annuelle sera de 1.000 stagiaires.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

L'usine Manuest de Châtenois rouvre ses portes

Nancy. — « Avec la crise, le personnel de nombreuses entreprises en difficulté tourne son regard vers la solution coopérative. Manuest en est la plus belle illustration. Nous recevons plus de trente demandes par mois depuis l'automne... »

L'usine Manuest à Châtenois, dans la plaine vosgienne, où sont fabriqués des meubles, a en effet rouvert ses portes lundi 23 mars sous forme de coopérative ouverte après un long conflit aux multiples péripéties.

Tout a commencé le 31 octobre 1974 après la prononciation par le tribunal de commerce de Nancy de la liquidation des biens de la société. Ce jour-là, les salariés décident d'occuper l'usine.

Enfin, après de nombreuses va-et-vient, le tribunal de Mirecourt donne, le 5 février, le feu vert à la coopérative, écartant deux projets industriels (Allibert-Sommer et de Vieillevigne-Géocœuvic).

Si la première machine à débiter les panneaux s'est mise en marche lundi, les stellers ne démarrent qu'au fur et à mesure. Une semaine sera consacrée à la fabrication des pièces avant de lancer deux chaînes pour l'assemblage.

De notre correspondant

responsables de services et présentation à la base. « Nous avons retenu deux critères : les besoins techniques et la volonté de reprendre une personne au moins par famille ».

Indique le jeune directeur général, M. Georges Laurent, installé à Châtenois en compagnie de son collègue des COP, Patrick Lafry, directeur commercial. « Nous avons essayé de raisonner sur le base la

plus juste possible tout en tenant compte des contraintes de l'entreprise. »

A Châtenois, la reprise a lieu dans le calme mais nos sans arrêt. Chacun sait que la partie sera difficile. « En attendant d'être repris, précise M. Pierre Montaigne, délégué syndical C.F.D.T., dont l'embauche se fera ultérieurement, les salariés bénéficieront de la loi d'un an sur le chômage pour « raisons économiques ». Les premiers versements viennent d'être effectués. »

Manuest possède pour se lancer dans l'aventure coopérative 800 000 francs en caisse, alors que le plan de financement pour 1975, provenant de prêts et de subventions, s'élève à 12 millions de francs. « Ils sont acquis en principe mais les lourdeurs administratives entravent leur déblocage. Si nous ne les obtenons pas rapidement, l'entreprise risque d'être paralysée à nouveau au mois d'avril », affirme M. Laurent.

Un déficit de 2,3 millions est envisagé pour l'année 1975. L'année suivante l'exercice devrait être bénéficiaire (500 000 francs).

Une structure originale a été mise en place à Châtenois. Les deux jeunes directeurs, anciens assistants en gestion des COP, forment le directoire, assistés d'un conseil de surveillance de sept personnes composé essentiellement de responsables syndicaux.

« Les nominations ont été faites en décembre par trente personnes à la tête du mouvement, indique M. Lafry. A moyen terme, nous prévoyons une régularisation par des élections. »

Chacun Manuest, chaque salarié embauché deviendra obligatoirement sociétaire de la coopérative. Il apportera en prime ses indemnités de licenciement (400 000 F au total) et s'engagera à verser 5 % de son salaire chaque mois, payant ainsi son droit au travail.

La hiérarchie des salaires a été ramenée de 1 à 10 à 1 à 5 (1 400 F à 7 000 F). Les heures supplémentaires sont supprimées tant que l'effectif n'est pas complet, et les cadres ont abandonné volontairement leur treizième mois. Il faudra toutefois attendre la mi-1976 pour pouvoir valablement tester cette expérience.

CLAUDE LEVY.

A PARTIR DU 14 AVRIL

La C.F.D.T. veut relancer l'action dans les P.T.T.

Trois mois après la grève de cinq semaines qui a paralysé les P.T.T., la fédération C.F.D.T. des postiers estime que rien n'est réglé. Aussi a-t-elle décidé de lancer, à partir du 14 avril prochain, une campagne d'information, d'explication et d'action.

La C.F.D.T. s'est livrée, depuis le mois de décembre, à une analyse approfondie du dernier conflit, qui fait dire à M. Emile Le Bellier, secrétaire général de la Fédération des P.T.T., que « la grève ne pouvait pas ne pas avoir lieu ».

Tout compte fait, elle s'est traduite par un insuccès relatif, puisque les revendications salariales portant sur un salaire minimum de 1700 F et sur un acompte uniforme de 200 F n'ont pas été satisfaites, non plus que les demandes d'augmentation des effectifs.

Les syndicats étaient-ils condamnés à l'échec ? « Pas du tout », répond la C.F.D.T., qui n'est pas mécontente des retombées de la grève. D'abord celle-ci a donné naissance à un courant important d'adhésions nouvelles à la confédération de la rue Monholon. « La fédération des P.T.T. comptait quelque trente-six mille adhérents au début de la grève. Le 19 mars, elle en avait gagné cinq mille huit cent soixante-quatorze et le rythme d'arrivée des nouvelles cartes s'accroît actuellement à cent par jour », affirme-t-elle.

« La grève, poursuit la C.F.D.T., a payé, puisque nous avons obtenu 400 millions de francs d'investissements supplémentaires pour les centres de tri de la région parisienne ; 50 millions de francs de plus pour l'action sociale ; la création d'une crèche au centre des chèques postaux de Paris ; la réduction du temps de travail de trente-huit heures à trente-six heures par

semaine au central téléphonique de Bordeaux. Le rapport de force va continuer de nous être favorable. »

La fédération des P.T.T. estime, pourtant, que bien des problèmes demeurent en suspens : « L'administration a repris son tonnerre comme si rien ne s'était passé. Certains directeurs régionaux ou chefs d'établissement refusent de recevoir les organisations syndicales. Partout, on oppose un « non » à nos demandes de règlement des problèmes locaux. Quant au secrétaire d'Etat, il ne fait rien et nous ne voyons pas où il veut en venir. On est en train, à nouveau, de tasser la poudre ! »

La C.F.D.T. pense que cette situation ne saurait s'éterniser et qu'« on risque de connaître des formes d'action inhabituelles ». Pour éviter d'être prise au dépourvu, elle a décidé de lancer une « offensive de printemps » et de permettre ainsi au mécontentement de s'exprimer. Un cheval de bataille : l'application du protocole du 5 novembre, c'est-à-dire l'embauche d'agents supplémentaires pour permettre la réduction d'une heure de la durée du travail hebdomadaire, la titularisation effective de six mille auxiliaires, et la fin du « démantèlement des P.T.T. ».

Elle a choisi la date du 14 avril, pour la relance de l'action revendicative. Celle-ci coïncidera avec la réunion du conseil interministériel qui se penchera, le 15 avril, sur la « politique de la communication » chère à M. Aymer Achille-Fould, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

Trois mois après la « grande » grève, les protagonistes des P.T.T. vont se retrouver sur le devant de la scène. Reste à savoir si les uns et les autres auront les moyens de jouer leur rôle. M. Achille-Fould en arrachant des crédits supplémentaires, les syndicats en canalisant les mécontentements des postiers.

LA VIE SOCIALE

LA VIE SOCIALE... JOEL PICARD... CLAUDE LEVY...

ESPACE

Milieu idéal dans lequel sont localisées nos perceptions*

VIVRE

Réaliser toutes les possibilités de la vie*



Jolie de vivre. Art de vivre. Alors, pourquoi pas un nouvel espace de vivre? Certains ne vous parlent que de m2, d'organisation, d'efficacité... Nous, nous savons que derrière les bureaux il y a des hommes. Et que l'entreprise, c'est aussi un lieu de vie, et qu'il est temps enfin de repenser l'environnement de l'homme, et

de recréer les conditions propices à son épanouissement intellectuel.

Alors nous avons inventé pour vous un nouvelle génération de meubles de bureaux: Les STRAFOR 400. Et comme nous aimons faire les choses jusqu'au bout, nous avons créé les nouveaux sièges STEELCASE-STRAFOR 451.

Strafor, ce qui est bon pour l'homme est excellent pour l'entreprise.

STRAFOR

Groupe Forges de Strasbourg 134 boulevard Haussmann 75008 Paris tél. 924 72-83 et 170 points de vente en France et à l'étranger

Montparnasse est à l'hôtel Sheraton au co

Hôtel Sheraton à Montparnasse

REVENDICATIONS

Châteauneuf ouvre ses portes

Châteauneuf ouvre ses portes... Le conseil d'administration...

RTR DU 14 AVRIL

Chasse l'action dans les P.T.T.

Chasse l'action dans les P.T.T. Les militants du C.G.T. ont organisé...

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Impasse totale à la régie Renault

Au Mans, deux mille O.S. approuvent la poursuite de la grève perlée... Après le nouveau refus du gouvernement...

« Nous souhaitons la négociation. En aucun cas nous n'accepterons la capitulation... » Cette déclaration des délégués syndicaux...

Grévistes et syndicats se sont en effet heurtés, samedi après-midi, à la fermeture des pouvoirs publics...

LE PREMIER RAPPORT DES COMMISSIONS DU VII^e PLAN

Une forte croissance est indispensable pour éviter une aggravation du chômage

Deux autres dangers majeurs : l'inflation et le déficit extérieur

La commission de la croissance, de l'emploi et du financement du VII^e Plan... Le ralentissement n'est certainement pas le moyen...

Cette situation finale ne signifie pas que les deux représentants cégétistes et cfdtistes aient été isolés du débat... Or, le danger d'un chômage de plus en plus important se profile à l'horizon...

Inflation et déficit extérieur

Malgré, ajoute la commission, si l'on veut que le plan a réalise le minimum nécessaire d'adhésion collective... Investissements : d'accord sur la nécessité d'économiser l'investissement...

Progression annuelle des grandes masses nationales (en %)

Table with 4 columns: Croissance de 5,3%, Croissance de 3,8%, Recul de 1970-1973 (5,9 %), and values for various economic indicators.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

Table showing interest rates for Dollars, Deutschmarks, and Francs suisses for different terms (48 hours, 1 month, 3 months, 6 months).

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

RECUIL DE LA C.G.T. A USINOR DUNKERQUE

Aux élections des délégués du personnel à Usinor-Dunkerque, la C.F.D.T. progresse fortement (+ 10 % environ)...

Collège ouvrier. — Inscrits : 8 133 (au lieu de 7 503 en 1974)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Collège cadres, techniciens, employés. — Inscrits : 2 008 (au lieu de 1 928)...

Joël PICARD

CONSEILLER DE DIRECTION Gestion de Personnel - Formation - Recrutement DIRECTION GÉNÉRALE 130.000 F +

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

REGION STEPHANOISE. — Une Société française de construction mécanique, leader dans sa spécialité...

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats

Joël PICARD - 36, rue Tronchet, 69006 Lyon - Tél. : 52-21-04

VIVRE

Mettre toutes les possibilités de la vie



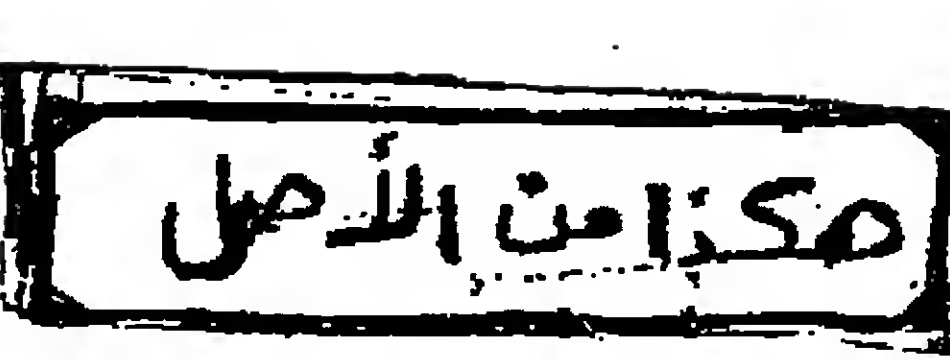
STRAFOR... 126 pages de 16 cm x 24 cm

Montparnasse est au cœur de Paris, et l'hôtel Sheraton au cœur de Montparnasse.

Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver: tél. 260.35.11.



Paris-Sheraton Hotel AVENUE DE MONTAIGNE, 116, 75008 PARIS



LA VIE ÉCONOMIQUE

A LA CONFÉRENCE DE LIMA

Le ton monte entre les nations pauvres et les deux blocs de pays industrialisés

Les débats de la deuxième Conférence des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), qui se sont ouverts à Lima le 12 mars, devaient reprendre ce lundi 24 en assemblée plénière. Les deux commissions qui étaient chargées d'examiner, l'une la mise en forme des textes des résolutions, l'autre les problèmes institutionnels, ont en effet remis leur rapport samedi. Toutefois,

à trois jours de la fin de la conférence, il est impossible de dire à quoi cela aboutira : une résolution sur l'industrialisation des tiers-monde approuvée par un consensus ? Un affrontement sans issue entre la thèse des pays pauvres et celle des pays riches ? La transformation de l'ONUDI en une agence spécialisée des Nations unies ?

De notre envoyé spécial

Lima. — Fastidieux affrontement d'experts sur presque tous les paragraphes du projet de résolution, échange d'injures diplomatiques entre Chili et Albanie et l'Union soviétique, entre riches et pauvres, la deuxième conférence de l'ONUDI va-t-elle s'enliser ? En fait, la recherche d'un équilibre économique mondial ne se fait pas de façon dynamique, mais statique : chacune des « parties » tente selon des méthodes qui lui sont propres, de neutraliser les autres.

Reprenant le « plan d'Alger », le groupe des « 77 », qui réunit les pays en voie de développement, demande l'élargissement des attributions et du champ d'activité de l'ONUDI, ainsi que le renforcement de son organisation. Les non-alignés, estimant en effet que l'ONUDI doit jouer un « rôle central » dans la mise en œuvre de leur projet de déclaration et de plan d'action. En clair, ils souhaitent que l'Assemblée générale des Nations unies accepte que l'ONUDI se transforme en une institution, sur le modèle de l'O.M.S. (Organisation mondiale de la santé) ou de la FAO (Agriculture et Alimentation).

Corollaire de cette institutionnalisation : la représentation des pays sous-développés serait élar-

gie au sein de l'organe permanent de l'Organisation. Le conseil du développement industriel. Une certaine autonomie financière et administrative serait acquise vis-à-vis du secrétaire général de l'ONUDI. Un fonds de développement industriel serait créé pour assurer à l'ONUDI des ressources plus régulières et plus importantes.

En fait, à travers ce débat sur l'institutionnalisation, c'est tout le problème de l'organisation de la coopération internationale qui est posé. Les propositions des « 77 » ont été reçues — c'est le moins que l'on puisse dire — sans enthousiasme.

Le groupe D de la conférence, c'est-à-dire les pays socialistes, refuse la transformation de l'ONUDI en une agence spécialisée, car ils craignent qu'elle ne devienne une organisation de « zones ». En revanche, les pays de l'Est (à l'exception de la Roumanie) sont favorables à un renforcement de l'ONUDI sous le contrôle de l'Assemblée générale des Nations unies. Les neuf États de la Communauté européenne, qui ont eu quelque difficulté à s'accorder sur ce point, proposent une solution moyenne : la réunion périodique

de la conférence de l'ONUDI sans modification de sa structure juridique. Ils suggèrent également la création d'un fonds de développement industriel et l'élargissement de la représentation des pays pauvres au sein du conseil de développement industriel. L'ensemble des pays occidentaux développés, d'autre part, le groupe B, demande, de son côté, que des experts de « haut niveau » étudient aussitôt que possible l'intérêt de transformer l'ONUDI en une agence spécialisée, afin que l'Assemblée générale puisse se prononcer.

Les deux « blocs » se rejoignent donc pour mettre un projet de résolution devant l'Assemblée générale des Nations unies. Le ton de ces derniers ne s'en est que durci : le groupe des « 77 » soutenu par la Roumanie et la Chine a publié un projet de résolution reprenant l'essentiel de ses revendications sur l'institutionnalisation de l'ONUDI, mais dénonçant aussi longuement les réserves formulées par les pays industrialisés. Alors que les « 77 » s'étaient présentés à Lima avec une attitude relativement ouverte sur le fond du débat, la conférence risque de s'échouer sans que les points de vue, séparés dans le mariage procédurier international, se soient rapprochés.

ALAIN GIROUD.

(Avis financiers des sociétés)

GÉNÉRALE SUCRIÈRE SUCRERIES ET RAFFINERIES SOL, BOUCHON, SAINT-LOUIS

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est réunie le 20 mars 1975 a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1974/1975 qui avaient été arrêtés par le Conseil dans sa séance du 10 janvier 1975.

Elle a décidé de l'augmentation de l'exercice 1973/1974, qui, majoré de l'impôt déjà payé au

trésor (avoir fiscal), constitue un revenu global de 12 F par action.

Les actions nouvelles émises jouissance du 1^{er} juillet 1974 recevront un dividende de 2 F assorti d'un avoir fiscal de 1 F.

De plus, le dividende sera mis en paiement le 24 mars 1975.

Au cours de l'allocution qu'il a prononcée, M. Pierre ESCUDIER, Président-Directeur Général, a déclaré :

Sur le plan national, le récent rapport sur la réforme de l'entreprise donne lieu à de nombreuses prises de position dans l'opinion publique.

Ce rapport contient beaucoup de bonnes choses, que nous nous efforçons déjà de mettre en pratique à l'intérieur de notre société. Je veux parler de tout ce qui concerne les conditions de travail dans l'entreprise, l'information du personnel, sa formation, sa promotion. En un mot, tout ce qui touche à l'amélioration de la vie quotidienne des travailleurs.

Par contre, une idée nouvelle figure dans ce rapport : celle de la surveillance. Sur ce point, je voudrais être net : si cette surveillance a pour objet d'améliorer la participation à la vie de l'entreprise, à son développement, à ses performances, je pense que c'est une bonne chose. Par contre, si cette surveillance se propose d'autres objectifs, comme notamment, alors que je crains, que sans apporter vraiment de solutions positives, elle ne soit la cause de nouvelles tensions, fortement préjudiciables au personnel, aux actionnaires et au pays tout entier.

Vous savez ce qui est passé sur le marché à terme des sucres de Paris.

Le 2 décembre 1974, la Bourse de Paris a été fermée et les opérations ont été suspendues. Le 3 décembre, la réouverture théorique a eu lieu mais, depuis cette date, à aucune opération réelle n'est intervenue. La raison profonde de ce malaise réside dans le fait que les professionnels, dont nous sommes, n'ont pas admis les conditions dans lesquelles le marché a été ouvert. Pour les fabricants de sucre, la Bourse est un instrument de travail régi par des textes précis, et nous ne saurions admettre que, par suite de la défaillance de certains commissionnaires ou de l'imprudence de certains spéculateurs, la règle initiale soit faussée, entraînant pour nous de lourdes pertes si une nouvelle règle était appliquée. Tout se passe comme si, dans un jeu, un groupe de joueurs décidait, en cours de partie, d'en modifier la règle parce que la partie tourne à leur désavantage.

La justice a été saisie de cette affaire, et il est trop tôt pour préjuger de l'issue des procès en cours. Mais il est urgent que des solutions soient trouvées si nous ne voulons pas que le Marché de Paris disparaisse et qu'il s'en recrée un autre dans la Communauté. Compte tenu du développement prévisible de la production européenne, et par conséquent des exportations, une

Bourse permettant d'arbitrer ces opérations sera plus que jamais nécessaire à notre profession.

Je voudrais également évoquer le problème des prix.

Le consommateur français s'est inquiété de la hausse qu'il a pu constater sur le prix du sucre : depuis un an, l'augmentation de la ménagère a représenté 30 %.

Je vous dois quelques explications à ce sujet.

Depuis des années, fabricants et planteurs ont demandé, avec insistance d'une part le droit de produire plus, d'autre part la revalorisation de leurs marges pour financer leurs investissements. Pendant des années, on leur a répondu continuellement de la production et des prix.

A quoi nous a conduit cette politique ? A avoir un marché britannique et français qui, au lieu de servir de modèle à l'obligation d'importer des tonnages importants dans des conditions catastrophiques pour le consommateur, provoque le surcoût de 30 % que les sucres importés seront payés au prix communautaire mais que la Grande-Bretagne paiera sur le marché libre.

En ce qui concerne notre société, nous pouvons espérer une augmentation des emballages de l'ordre de 3 % sur ceux de 1974, et, je l'espère, une augmentation de la production de sucre de 10 %.

La comparaison de ce chiffre avec le fait d'être agrandissement d'une usine se passe de commentaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT NATIONAL

EMPRUNT

TAUX NOMINAL
10,60%
TAUX ACTUARIEL BRUT
10,53%

OBLIGATIONS DE 1 000 F : Durée 15 ans
SOUSCRIPTIONS REÇUES : au CREDIT NATIONAL
45, rue St-Dominique 75700, dans les Banques, chez les
Agents de change, les Comptables du Trésor, dans les
Postes et les Caisses d'Épargne

SOUSCRIVEZ

Crédit du Nord
et Union Parisienne
Union Bancaire

Le conseil d'administration du Crédit du Nord et l'Union Parisienne-Union Bancaire a examiné, dans sa séance du mercredi 19 mars, les comptes de l'exercice 1974.

Le total du bilan s'élevait, au 31 décembre 1974, à 20 254 587 356,04 F dont le total des dépôts de la clientèle (hors de caisse inclus) s'élevait à 12 904 547 244,74 francs.

Le bénéfice net de l'exercice s'élevait à 1 652 646,33 F.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 21 mai, la distribution d'un dividende de 4 F par action.

Burroughs Corporation vient de prendre le contrôle de Graphic Sciences, Inc.

COGIFI
Compagnie
d'investissements
français immobiliers

Le conseil d'administration, au cours de sa séance du 20 mars 1975, a pris connaissance des comptes de l'exercice 1974 qui font apparaître un bénéfice de 29 711 000 francs.

Lors de la prise d'armes commémorant à Versailles le centenaire du statut des officiers de réserve, créé par décret de l'Assemblée nationale le 13 mars 1875, le général Étienne, secrétaire d'État à la Défense, a remis les insignes d'officier de la Légion d'honneur au colonel Comolli, président national du corps des officiers de réserve du service d'état-major (ORSEM).

Rappelons que M. Yves Comolli préside les organismes financiers à moyen et long termes des professionnels du bâtiment et des travaux publics, notamment le C.C.M.E., le G.I.B.T.P. et le G.O.B.T.P. Il est également administrateur de plusieurs autres sociétés, en particulier le Compagnon des entrepreneurs, I.M.M.O.-BAIL s.r.l., Parisiens gestion, etc.

BANQUE WORMS

Au cours de sa séance du 20 mars, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1974, dont le bilan au 31 décembre se totalise à 6 878 059 910 F (contre 6 523 974 000 F en 1973).

Le bénéfice net s'élevait à 31 333 056 F (contre, en 1973, 29 333 380 F, comprenant 4 215 250 F de plus-values à long terme). Il s'entend après amortissements et provisions, dont pour l'impôt sur le revenu de 2 624,22 F, soit un total de 29 708 770 F (contre 14 025 306 F en 1973).

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 21 mai, la distribution d'un dividende de 12 F par action.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 21 mai, la distribution d'un dividende de 12 F par action.

CONVERTIBLES SICAV

374, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}
Tél. : 361-33-44

Orientation : portefeuille composé essentiellement d'obligations convertibles à diversification internationale, avec, cependant, une prédominance de valeurs françaises.

Le 21 mars 1975 en assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. Pierre Esteve, président du conseil de surveillance, les actionnaires de Convertibles ont approuvé les comptes de l'exercice 1974. Le montant du dividende de l'exercice est de 6,00 francs par action, augmenté d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 1 franc portant le revenu global de l'action à 7,00 francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 21 mai, la distribution d'un dividende de 6 F par action.

Orientation : portefeuille composé essentiellement d'obligations convertibles à diversification internationale, avec, cependant, une prédominance de valeurs françaises.

Le 21 mars 1975 en assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. Pierre Esteve, président du conseil de surveillance, les actionnaires de Convertibles ont approuvé les comptes de l'exercice 1974. Le montant du dividende de l'exercice est de 6,00 francs par action, augmenté d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 1 franc portant le revenu global de l'action à 7,00 francs.

LES PILES WONDER

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 21 mars 1975 sous la présidence de M. Jean Courtesme, a approuvé le bilan et les comptes arrêtés au 30 septembre 1974, qui font apparaître un bénéfice net de 7,3 millions de francs après contribution d'une provision pour hausses des prix d'un montant de 12,3 millions de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 21 mai, la distribution d'un dividende de 12 F par action.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 21 mai, la distribution d'un dividende de 12 F par action.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 21 mai, la distribution d'un dividende de 12 F par action.

GIC

GROUPEMENT DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE
Société anonyme au capital de 43.754.800 F. Siège social : 7, rue Flandre - Paris 9^e

RAPPORT COMPTABLE 75

310 millions 11,50%

24 entreprises participent au 4^e emprunt chimie. Elles garantissent le service de cet emprunt, sans solidarité entre elles, mais solidairement avec le Groupement, dans la limite de leur quote-part dans l'emprunt.

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES MARCHÉS FINANCIERS

21 MARS

21 MARS

MARCHÉ

MARCHÉ

ANCIENS DES SOCIÉTÉS... BANQUE WORMS... ÉDIT... NATIONAL... 6.60%... 5.53%... CRIVEZ

LES MARCHÉS FINANCIERS

Bonne tenue du marché euro-obligataire en dollars... Londres (Apefil) - New York... Réaction en Allemagne... L'équilibre inquiète en Suisse...

LONDRES

Table of London market data including 'Londres' and 'Nouvelles des sociétés' sections with columns for 'Valeurs', 'Cours', and 'Dernier cours'.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ESSO-S.A.F. - Déficit d'exploitation pour 1974... DOLLFUS-MIROG - Bénéfice net pour 1974... B.O.U.G. - Bénéfice net pour 1974...

B.A.L.O.

Le numéro du 24 mars publie... Crédit national - Émission d'un emprunt de 1 200 000 000 F...

MARCHE MONÉTAIRE

Table of monetary market data including 'Taux de change', 'Taux de placement', and 'Taux de refinancement'.

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily indices including 'INSEE Base 100 : 31 déc. 1974' and 'Cours du dollar à Tokyo'.

BOURSE DE PARIS - 21 MARS - COMPTANT

Large table of Paris stock market data for 21 March, listing various companies and their stock prices.

Large table of international stock market data, including sections for 'VALEURS', 'Cours', and 'Dernier cours' for various global markets.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market data, including sections for 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or'.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including 'Cours de gré à gré' and 'Cours de gré à gré de billets'.

Handwritten text in Arabic script: 'مكتبة الأمل'

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. L'ÉCHEC DE LA MISSION DE M. KISSINGER AU PROCHE-ORIENT
- 4-5. AFRIQUE — TANZANIE : « Quand le son de la flûte s'éleva à Zanzibar... » — La France a choisi, dans le domaine de la coopération, la voie de la concertation.
- 6-7. EUROPE — PORTUGAL : le ton monte entre les partis politiques.
- 7. ASIE — CAMBODGE : le pont aérien ravitaillant Phnom-Penh a été rétabli.
- 8-9. LE VOYAGE DE M. CHIRAC ET LA CONTROVERSE AVEC M. MARCHAIS
- 9. ARMÉE — LIBRE OPINION : « Une France civilisée », par Serge-Christophe Kolm.
- 10. POLITIQUE
- 11. JUSTICE — Le tribunal administratif de Paris rejette la demande d'indemnité de la veuve de Maurice Audin.
- 12. LE MEURTRE DE MOHAMED MOUSSA : la police recherche un Nord-Africain qu'elle tient pour un témoin important.
- 13. PRESSE
- 14. ARTS ET SPECTACLES — CINEAMA : le phénomène Marjoe.
- 15. THEATRE : la Salamandre est tournée.
- 16. SPORTS — AUTOMOBILISME : première sortie, première victoire pour le prototype Renault à turbo-compresseur.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
(pages 15 à 18)

- Malgré sa vitalité propre, l'économie espagnole aurait besoin d'un pouvoir politique ouvert aux réalités.
- Aux États-Unis, quelques rayons de soleil ne font pas le beau temps.
- Le ralentissement des investissements à des causes profondes qui risquent de le prolonger.
- Boom pétrolier.
- Malgré le flottement du franc, la politique des taux d'intérêt reste déterminée par le marché des changes.

19. EDUCATION
— L'information dans l'enseignement.

27. RELIGION
— Le nombre des vocations sacerdotales est en augmentation de 30 %.

28. LA REGION PARISIENNE
— L'autoroute A 86 dans la banlieue ouest : une besace difficile à border.

29. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
— PROVENCE - CÔTE D'AZUR : l'autoroute B 52 dans Toulon.

30 à 32. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— PLAN : le premier rapport des commissions.
— CONFLITS ET REVENDICATIONS : l'impasse totale à la région Rennell.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (13)
Annuaire classés (21 à 25) ; Aujourd'hui (27) ; Carnet (28) ; Journal officiel (29) ; Lettre nationale (32) ; Météorologie (37) ; Mots croisés (37) ; Finances (38).

Le numéro du « Monde » daté 23-24 mars 1975 a été tiré à 506 706 exemplaires.

Les Français viennent à la location de voitures. Chez Europcar : 645.21.25.

Connaissez-vous ?...
le CHAMPAGNE OUDINOT non ?...
Alors... Essayez-le !
51190 AVIZE près ÉPERNAY

A C D E F G H

AVANT LA MANIFESTATION VITICOLE DU 26 MARS

La Commission européenne autorise la distillation de 600 000 hectolitres supplémentaires

La Commission européenne va autoriser la France et l'Italie à distiller 4,8 millions d'hectolitres de vin, au lieu des 4 millions initialement prévus. Le Comité de gestion « vin » a donné, le 21 mars, un avis favorable. Le prix reste fixé à 8,87 F par degré-hecto et les distillateurs ont jusqu'au 6 juin pour mener à bien cette opération. Cependant, les demandes déposées par les viticulteurs français et italiens atteignent 22 millions d'hectolitres, cinq fois plus que ce qu'autorise maintenant Bruxelles. La distillation de 4,8 millions d'hectolitres envisagée par la C.E.E. coûtera 220 millions de francs aux finances communautaires.

Cette modeste rallonge suffira-t-elle à apaiser le mécontentement des viticulteurs français ? La tension persiste dans le Midi, en dépit de l'engagement pris le 21 mars par la Confédération nationale des vins et spiritueux auprès du gouvernement de ne plus importer pendant un mois

de vins étrangers. Cette décision est loin de régler l'ensemble du problème pour les producteurs, qui veulent l'arrêt complet des importations de vins italiens.

En Italie, les manifestations du Midi suscitent de vives réactions. La plus importante organisation agricole, la Coldiretti, a protesté contre le boycottage des vins italiens, et M. Marcora, ministre italien de l'Agriculture, souligne, dans un télégramme à M. Bonnet, que les actions des viticulteurs français sont contraires à l'esprit et aux règlements communautaires.

Le Comité d'action viticole, réuni lundi 24 mars, a décidé d'organiser à Sète un grand rassemblement de viticulteurs et d'agriculteurs le 26 mars. De leur côté, les évêques du Languedoc-Roussillon ont lancé un appel aux viticulteurs, les exhortant en garde « contre une colère dangereuse autant que légitime ».

« OME D'OC LEVA TE »

De notre envoyée spéciale

Montpellier. — « Occitans, tous debout ! » — « Ome d'oc leva te ! » pour les initiés, — un thème qui sonne clair comme l'accent, gagne la sympathie de l'intelligentsia régionale et camoufle les dissensions internes. Les dirigeants viticoles auraient grand tort de s'en priver. Ils en abusent, avec d'autant plus de bonheur que leurs troupes souffrent depuis plus d'un an d'un véritable complexe de persécution vis-à-vis du pouvoir central, des grands négociants et de la Commission européenne, tour à tour accusés de vouloir maintenir en déséquilibre la viticulture méridionale.

Comme les autonomistes corses, il y a plusieurs mois, les mouvements occitans, en mal d'audience, ont enfin trouvé dans les « hommes du vin » un public solide et déjà acquis à leur cause pour l'occupation de la cathédrale de Montpellier, la bénédiction de l'évêché n'a été que qu'à l'intervention judiciaire de deux préfets militants du mouvement occitan. Des concerts en langue d'oc font « net comble » tous les soirs.

Le thème occitan ne suffit toutefois pas, tant s'en faut, à mobiliser toute la population.

LA LIBYE DEMANDE UNE RÉVISION DE SES ACCORDS AVEC AIR FRANCE

La compagnie libyenne Arab Airlines a décidé de modifier le contrat d'assistance technique de durée indéterminée qui la lie à Air France. Des « frictions » entre le personnel détaché et les autorités locales sont à l'origine de cette mesure.

Aucune modification n'est apportée au contrat pour ce qui concerne l'entretien de la flotte composée de Caravelle et de Boeing 727, et l'assistance au sol : vingt et un agents d'Air France sont actuellement en poste en Libye. En revanche, le séjour à Benghazi du personnel navigant d'Air France, qui devait durer une année encore, sera écourté de quelques mois. Cette mesure intéresse trente-six navigants techniques (officiers-pilotes et mécaniciens) et une quarantaine de navigants commerciaux.

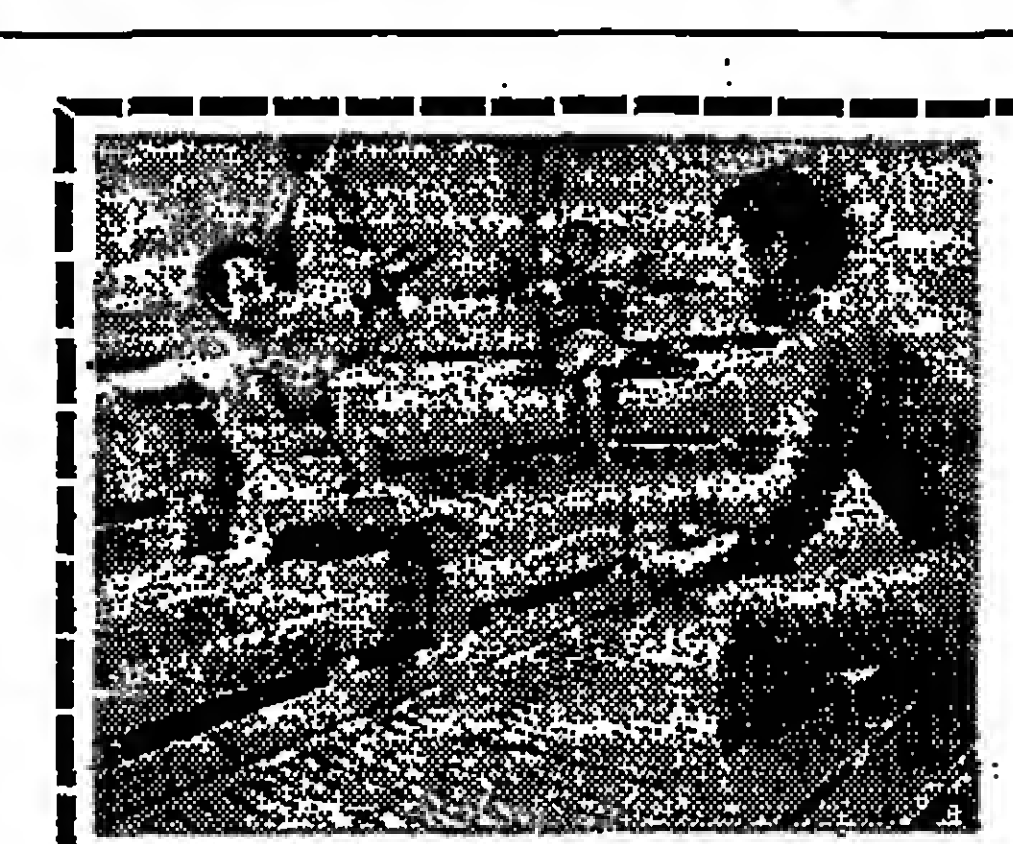
SECRETAIRES GÉNÉRAUX DIRECTEURS ADMINISTRATIFS CECI VOUS INTÉRESSE

Pour équiper votre réseau de télécommunication en télécopieurs, consultez-nous et faites l'essai des

TELECOPIEURS 300

Les V.R.C. 600 à réception continue et à alimentation automatique, capables de fonctionner sans opérateur et le V.R.C. 603 portable.

Pour tous renseignements : 3M FRANCE 135, Boulevard Séurier Boite postale 120 75019 PARIS Tél. : 202.80.80 Poste 434



un an pour les viticulteurs. On lutte contre la carence des règlements communautaires qui permettent l'entrée de produits étrangers (arandines ou vins) à des prix de bradage. Mais pour les pêcheurs, l'arrêt de ces importations n'est qu'une revendication secondaire, la première étant la diminution de leurs charges fixes (gas-oil et charges sociales notamment). Les viticulteurs en font, une priorité absolue.

« Nous devons assumer la responsabilité de ces importations », affirme M. Maître de Bauge, président de la Chambre régionale d'agriculture ; mais cet objectif n'est pas celui que certains veulent utiliser politiquement. Sans doute, Reste que, sortis de la cathédrale et de son foliole, les beaux thèmes de l'union languedocienne passent mal.

Les viticulteurs s'en sont bien aperçus la semaine passée. Rapportés par l'enthousiasme, ils voulaient organiser ce lundi 24 mars une journée de paralysie totale de la région. Nous soulignons une action plus méridionale, reconnait M. Couret, président de la Fédération des caves coopératives, mais nous avons été pris par le temps.

Une action commune des viticulteurs à l'égard des organisations de commerçants et d'artisans ne s'improvise pas en quelques jours. « Les réponses ont tardé à venir. On a préféré attendre plutôt que de prendre quelque chose qui tourne mal », explique M. Houllier, responsable au comité d'action viticole.

« Solidarité est mise à jour pour les syndicats ouvriers. Si nous appelons les travailleurs à agir, ce sera pour leurs propres revendications », souligne un délégué de la région. « On veut un mouvement convergent le même jour, mais avec des formes d'action et des objectifs diversifiés », ajoute-t-il. « Leur tonnerre », dit M. Marsal, dirigeant du C.I.D.-UNAIT. Les troupes de M. Gérard Niboud, se sont rangées en ligne aux côtés des viticulteurs, fournissant même aux occupants de la cathédrale les miroirs, l'éclairage et un poste de télévision.

Les marins-pêcheurs, qui bloquent depuis le 19 mars l'accès au port de Sète, entendent, quant à eux, se démarquer des viticulteurs. « Notre mouvement n'est détaché sur nos propres revendications », soulignent-ils. « Nous abandonnerons dès que celles-ci seront satisfaites ». Coïncidence heureuse pour les viticulteurs : parmi les vingt-deux navires bloqués hors de la rade, on compte neuf pinaciers remplis de vin italien. « Ce n'est qu'un hasard », assurent les pêcheurs. Les pinaciers étaient maintenus en mer par ordre préfectoral quatre jours avant la prise en main de la zone par les viticulteurs. Ils constatent tous une baisse constante de leurs revenus : moins 40 % en dix-huit mois pour les marins ; moins 25 % en

Couverts argentés
garantis 25 ans
PLATERIE-CAFETERIE
Fabricant - Vente directe
FRANOR 70, rue Anselot Tél. : 700-97-94
St-Sébastien. Dev. de nos jours et services

1975
AUSTÉRITÉ OUI... MAIS EFFICACITÉ
LE TELEX
387.97.00
VOTRE TELEX

Duet de Schimmelpenninck : 14,5 centimètres de tabac.

A Mogadiscio

L'ambassadeur de France en Somalie est enlevé par des partisans de l'indépendance de Djibouti

M. Jean Gueury, ambassadeur de France à Mogadiscio, a été enlevé, le dimanche 23 mars dans la soirée. Selon la radio somalienne, le diplomate, sortant de la cathédrale, a été abordé par quatre jeunes gens qui l'entraînèrent vers une voiture, faisant usage de leurs armes pour empêcher la foule d'intervenir.

La police n'a pas tardé à localiser la maison où se trouvaient encore, ce lundi en fin de matinée, l'ambassadeur et ses voisins, qui prétendent appartenir au Front de libération de la Côte française des Somalies. Ils réclament, dans les trente-six heures, la libération de deux ressortissants du Territoire français des Afars et des Issas (Djibouti), MM. Omar Osman Rabeih et Omar Elmi Kaïrah, détenus en France, ainsi qu'une rançon de 100 000 dollars.

Refusant le dialogue avec les représentants du gouvernement somalien, ils auraient choisi pour interlocuteur l'ambassadeur d'Italie à Mogadiscio. Le général Mohamed Siad Barre, chef de l'Etat somalien, a adressé un télégramme au président Giscard d'Estaing, dans lequel il exprime ses « regrets » et s'engage à faire le nécessaire pour que la vie du diplomate français soit épargnée.

M. Omar Osman Rabeih, alors âgé de vingt-deux ans, a été condamné mort le 27 juin 1968 à Djibouti par la Cour criminelle, qui l'accusa d'avoir attenté à la vie de M. Ali Arif, président du conseil du territoire. Sa peine ayant été commuée en réclusion perpétuelle, il est détenu à la centrale de Murat, près de Toulouse. Nombreux sont les magistrats, juristes et hauts fonctionnaires français qui reconnaissent en privé que le procès de M. Omar Rabeih a été entaché de plusieurs irrégularités. Autodidacte, il a passé son baccalauréat en prison, puis sa licence et sa maîtrise de philosophie (mention très bien), et prépare un doctorat sur l'idée de liberté chez Hegel. Le régime spécial réservé aux pri-

sonniers politiques lui a été refusé, mais il bénéficie de conditions particulières et a toujours proclamé son innocence.

M. Omar Elmi Kaïrah, âgé de vingt-huit ans, a été condamné le 22 juin 1970 à Djibouti à la réclusion à perpétuité pour avoir participé à un attentat dans un café, au nom du Front de libération du territoire. Il reconnaît les faits, mais ne bénéficie pas non plus du régime des prisonniers politiques et est tenu au secret à la centrale de Cein.

Rapportés que le gouvernement somalien a récemment durci le ton à propos du territoire français. Le 13 février dernier, le ministre somalien des affaires étrangères avait dénoncé « les assassinats commis tous les jours » à Djibouti. (Le Monde du 18 février.)

M. Jean Gueury a été accrédité à Mogadiscio en septembre 1973. Né en 1917, il est entré au ministère des affaires étrangères en 1944. Il a occupé divers postes diplomatiques en Europe avant d'être directeur du cabinet du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en 1968-1969 et sous-directeur d'Afrique centrale en 1969-1970, date à laquelle il fut nommé secrétaire d'ambassade à Tunis. Il est marié et a quatre enfants.

En Irak

La résistance armée au Kurdistan semble s'effondrer

La plus grande confusion règne au Kurdistan, où la résistance kurde semble s'effondrer. « La guerre est finie », a déclaré la semaine dernière le général Barzani, avant d'expliquer à des journalistes anglo-américains qui le journalet de la région de Erbil, sans amis. Les Américains ne se sont rendus d'aucune aide. Des jours sombres nous attendent.

Les versions données par les journalistes sur les déclarations du général Barzani diffèrent. Certains ont annoncé que le chef du P.D.K. comptait demander l'assise politique aux Etats-Unis ; d'autres, comme Jim Hoagland, affirmant dans le Washington Post, que le leader kurde a déclaré qu'il serait contraint de chercher asile aux Etats-Unis avec ses amis et si le génocide du peuple kurde n'est pas évité. En tout cas, les milieux diplomatiques de Téhéran démentent que les Kurdes aient contacté l'ambassade américaine pour une démarche de ce genre.

Jim Hoagland précise que, de toute manière, le général Barzani se prépare à traverser la frontière, pour se réfugier en Iran avec les membres de sa famille et ses proches collaborateurs, « dans les prochains jours ». Dans la vallée de Chouman, à 30 kilomètres à l'ouest de Haji-Omar, en Irak, le quartier général de la rébellion est pratiquement désert. Les messages ont été arrêtés et les courriers ont été tirés. L'administration civile du parti démocratique kurde a déjà été évacuée en Iran, avec les autorités responsables de l'organisation des secours. Des dizaines de milliers de réfugiés se dirigent en camion, en jeep ou à pied vers la frontière irakienne, traversant rivières en crue et cols enneigés. Des milliers de Peshmarga remettent leurs armes à la ville-frontière de Haji-

Omran, avant de se réfugier en Iran.

Selon des responsables britanniques d'organisations humanitaires qui ont pu se rendre dans la région, des dizaines de milliers de réfugiés kurdes souffrent de la faim. « C'est une catastrophe pour ces gens », a déclaré M. Mahmud Abdel Rahman ancien ministre des affaires du nord du gouvernement de Bagdad à un journaliste britannique M. David Navarro, médecin britannique, qui vient de faire une tournée d'un mois en zone kurde pour le compte d'une organisation humanitaire, à préciser que la région de Badinan (contiguë à la Turquie) n'a de zones que pour deux à six semaines. Les maladies se propagent parmi les réfugiés.

De cinquante mille à cent mille familles vivent dans la région de Badinan, et dix à vingt mille d'entre elles sont des « déplacées ». Les réfugiés n'ont que dix jours pour payer l'Iraq, selon les conditions imposées par Téhéran. La route est très dangereuse et difficile, car beaucoup de ponts ont été détruits par les armes des rebelles. Le Dr Nabarro estime que certaines familles renonceraient à gagner l'Iraq.

Étendue du gouvernement irakien semble se durcir à l'égard des rebelles kurdes. L'agence Reuters croit savoir que la décision du général Barzani de renoncer à la Turquie a été prise à la suite de menaces voilées de l'Iraq d'aider les autorités irakiennes, à y mettre fin. Cette décision aurait été prise mercredi dernier. Elle a été annoncée par le général kurde Rachid Sindî. Cependant toujours selon l'agence Reuters, trois des dix-sept divisions kurdes, soit environ neuf mille hommes, auraient refusé de se soumettre aux autorités irakiennes. Selon les observateurs, la poursuite des combats dépendra pour beaucoup de la position qu'adoptera un commandant kurde Ali Askara, qui avait récemment critiqué la politique pro-irakienne de la direction du P.D.K.

● A BAGDAD, les autorités irakiennes ont annoncé dimanche que plusieurs membres du bureau politique du P.D.K. et plus d'une dizaine de milliers de Kurdes s'étaient rendus aux troupes gouvernementales.

VITATOP FITNESS CLUB: 10 moyens pour vous mettre en forme.

En voici un : le sauna
Pour découvrir les 9 autres, découpez ce bon.
C'est votre laissez-passer pour la forme.
Avec lui, vous pourrez visiter, sans engagement, toutes les installations VITATOP :

- Salle de gymnastique
- Sauna
- Bain turc
- Salle de vapours
- Jacuzzi
- Bain glacé
- Salle de relaxation
- Solarium
- Bain à mousse
- Piscine
- Bar-restauration

Si vous préférez recevoir auparavant une documentation, envoyez ce bon, accompagné de votre carte de visite, au Club de votre état.

Club Montpellier : 118-122, rue de Vaughard - 75006 Paris - Tél. : 260.23.01.
Club Mollat : 58, bd Gouvion St-Oy - 75017 Paris - Tél. : 758.32.34.
Club Lyon : 700, cours Gambetta - 69007 Lyon - Tél. : 86.55.76.

Vitatop
365 jours de forme par an

Handwritten signature and date: 27/3/75